ÉLECTIONS EN ESPAGNE : PEDRO SÁNCHEZ VERS LA FIN ?

VERS UNE NOUVELLE COALITION D'UNION DES DROITES EN EUROPE ?

Par **Pierre Clairé,** Directeur adjoint des études du Millénaire



AVANT-PROPOS

Depuis 2023, la place de Pedro Sánchez ne tient qu'à un fil. Arrivé deuxième lors des élections anticipées de juillet 2023, il a impressionné avec sa remontée qui l'a emmené à plus de 31 %, alors que la droite, que tout le monde voyait victorieuse, n'est pas parvenue à obtenir une majorité au Congreso de los Diputados. Face à cela, Sánchez, en fin politicien, a négocié avec les différents partis régionalistes et est parvenu à se faire reconduire à la Moncloa avec 179 voix le 16 novembre au Congrès. Malgré cette élection au premier tour, son gouvernement progressiste (PSOE et Sumar) restait minoritaire et dépendait du bon vouloir de certains, alors que chaque texte était passé au peigne fin et pouvait poser problème. Ainsi, depuis 2023, aucun nouveau budget ne fut passé, et c'est le texte de 2023 qui fut reconduit plusieurs fois, devant l'impossibilité de faire consensus au Congrès. Pour autant, les relations entre Sánchez et notamment Junts, le parti indépendantiste catalan de Carles Puigdemont, se sont tendues sur la fin de la législature. Dès fin 2025, la rupture semblait consommée, et le 2 octobre 2026, les 7 élus de Junts se sont levés l'un après l'autre pour voter contre un décret sur le logement, qui paraissait vital pour Sánchez. Ainsi, ils ont signé la fin de la législature, et quelques jours après, Pedro Sánchez annonça la dissolution[1]. Le règne de l'un des derniers socialistes au pouvoir en Europe ne tenait qu'à un fil, au bon vouloir de régionalistes qui, malgré leur faible nombre, tenaient Sánchez. Ce dernier s'est fait rattraper par cette réalité, et alors que cette anomalie lui a permis de rester au pouvoir, elle a aussi été la cause de sa chute, car ce soutien était conditionnel. Alors qu'une victoire de Sánchez le 29 novembre paraît peu probable (pas dans des proportions qui pourraient le sauver, car il part de trop loin cette fois-ci et que ses alliés à la gauche du PSOE sont plus faibles), tout le monde se focalise sur l'arrivée probable de Vox au pouvoir dans un grand pays d'Europe du Sud. Ce serait historique, certes, mais résumer ce 29 novembre à cela semble pour le moins réducteur. Il faut en effet s'intéresser aux raisons de cette hausse de Vox, mais aussi à un PSOE qui n'est pas mort malgré un exercice du pouvoir pour le moins éprouvant et ne devrait pas s'effondrer (mais assumer seul le leadership à gauche après les élections) et à la course interne à droite. En effet, le vote conservateur, que ce soit pour le PP de centre-droit ou Vox, apparaît comme un vase clos, et une hausse de l'un ne peut se faire qu'au détriment de l'autre, et vice-versa. Cet électorat de droite, très mobilisé depuis des années, constitue une base solide, mais les clivages forts en Espagne leur enlèvent toutes réserves (réserves qui existent pour le PSOE et que Sánchez veut mobiliser via sa campagne pour l'amour et contre l'extrême droite menaçante). Ainsi, il est difficile de

1 Vote du 2 octobre 2026 sur le premier décret logement : 172 voix pour, 178 contre (PP, Vox, Junts et UPN). Le second texte fut rejeté par 184 voix contre 166, le PNV et Coalición Canaria ayant cette fois basculé. Source : « El Congreso deroga los dos reales decretos-ley en materia de vivienda », elderecho.com, 2 octobre 2026, https://elderecho.com/el-congreso-deroga-los-dos-reales-decretos-ley-en-materia-de-vivienda.

lexe que cela en effet. Et même si la victoire de la droite semble bien partie, il faut se demander comment elle va gagner. Car les rapports de force au sein de ce « bloc de droite » seront importants alors que la droite n'a jamais gouverné en coalition au niveau national. Un PP dominant cimenterait sa place de meneur de la droite, et pourrait s'adjuger les postes les plus importants dans un futur gouvernement. Si par ailleurs Vox enregistre plus de 70 (voire 80 sièges), alors les équilibres seraient renversés. D'abord, cette hausse se ferait au détriment du PP, qui paraîtrait affaibli (pas certain que comme cela, Feijóo puisse conserver son poste, surtout après l'échec de 2023) et Vox serait en position de force et pourrait demander des ministères importants comme l'Intérieur. Face à cela, la gauche du PSOE est à l'agonie, alors que Frente Amplio et Podemos n'ont pas réussi à sceller d'accord et se présentent désunis dans un système qui historiquement punit les petits/moyens au niveau national. Outre cette division, le PSOE et le Frente Amplio avancent unis pour le Sénat, sans Podemos, ce qui est pour le moins inédit. Cette union a forcé PP et Vox à s'entendre pour les candidatures, une première au niveau national, ce qui ouvre le champ des possibles pour l'après. Ce 29 novembre, la course au Sénat, d'habitude passée au second plan, pourrait apparaître comme capitale, alors que Sánchez a déjà annoncé vouloir remporter cette chambre.

Selon notre décompte au 23 novembre 2026, le Conseil européen compte 12 chefs d'État ou de gouvernement du PPE et quatre socialistes, si bien qu'une victoire de Feijóo ne laisserait aux socialistes que le Danemark, la Lituanie et Malte, qui réunissent 2,1 % de la population de l'Union. Les six pays où gouverne aujourd'hui un parti ECR ou Patriotes pèsent 20,7 % de cette population, et 31,6 % avec l'Espagne, soit encore moins que les 35 % d'une minorité de blocage au Conseil, que seule une victoire du Rassemblement national en 2027 ferait franchir (46,8 %).

PRINCIPAUX CONSTATS

- 76 chances sur 100 que le PP et Vox réunissent la majorité absolue de 176 sièges, selon notre forecast du 19 novembre (41 sondages de 18 instituts), avec un total médian de 191 sièges (de 154 à 224).
- 28,7 % pour le PSOE (de 21,7 à 37,1 %), soit 114 sièges (de 80 à 154), et la première place en sièges dans 38 simulations sur 100.
- 64 sièges pour Vox (de 43 à 87), contre 33 en 2023, et au moins 70 sièges dans 34 simulations sur 100.
- 49 circonscriptions sur 52 où le PSOE recule par rapport à 2023, avec ses plus fortes baisses en Andalousie (de 6 à 6,4 points à Almería, Grenade, Huelva, Jaén et Séville).
- 3,4 points de sous-estimation du PSOE par les sondages à sept jours du vote en 2023, quand le PP était surestimé de 0,9 point et Vox de 0,6.
- 10,5 % de chômage en 2025, contre 13,0 % en 2022, ce qui place le PSOE à 31,9 % dans notre modèle économique, au-dessus des 27,7 % des sondages.
- Environ 5 sièges perdus par la gauche du PSOE du fait de la division entre le Frente Amplio et Podemos (12,5 sièges en moyenne séparés, 17,2 avec une liste commune).
- 60 chances sur 100 que le PP obtienne au moins 100 des 192 sénateurs élus au suffrage direct dans la péninsule, à Ceuta et à Melilla, soit la majorité des 208 élus directs si les îles votent comme en 2023.
- Quatre régions gouvernées par le PP et Vox en coalition depuis 2026 (Estrémadure, Aragon, Castille-et-León, Andalousie), deux ans après la sortie de Vox de cinq exécutifs régionaux le 11 juillet 2024.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS 2

L'ESPAGNE AVANT LE 29 NOVEMBRE. BILAN DES ANNÉES SÁNCHEZ ET LA ROUTE VERS LES ÉLECTIONS 8

COMMENT LA LÉGISLATURE EST MORTE 8

LES DOSSIERS QUI DÉCIDERONT DU VOTE 12

L'ÉCONOMIE : DE BONS CHIFFRES ET UNE FORTE CONTESTATION 12

LE LOGEMENT : LA PRÉOCCUPATION NUMÉRO UN 13

MIGRATION, SÉCURITÉ ET CEUTA 14

CORRUPTION ET JUSTICE 18

LA QUESTION TERRITORIALE 19

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE 21

LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT 22

LES ANNÉES SÁNCHEZ (2018-2026) 24

RÉCIT D'UNE PRÉSIDENCE 24

LES CHIFFRES 27

LA MÉTHODE SÁNCHEZ 31

LES ÉLECTIONS 33

COMMENT ON VOTE 33

LA CHAMBRE BASSE OU CONGRESO DE LOS DIPUTADOS 33

LE SÉNAT, UNE CHAMBRE HAUTE QUI POURRAIT PESER 35

VERS L'INVESTITURE 37

LES PARTIS ET LES BLOCS 39

PARTIDO POPULAR (PP) 40

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL (PSOE) 41

VOX 43

LA GAUCHE ÉCLATÉE 45

LES FAISEURS DE ROI 50

LES PERSONNES À SUIVRE 51

LES TROIS HOMMES DE CETTE CAMPAGNE 51

LES JOUEURS DE L'OMBRE 52

QUELS ENJEUX ET À QUOI S'ATTENDRE ? **54**

LES SONDAGES **54**

LES RAISONS DE S'EN MÉFIER 54

TROIS ERREURS DE SONDAGE REJOUÉES SUR NOTRE FORECAST 56

CE QUE L'ON SAIT VRAIMENT 57

UN CHÔMAGE EN BAISSE QUI FAVORISE LE SORTANT 59

FORECAST **60**

UNE MÉTHODE FONDÉE SUR 41 SONDAGES ET 20 000 SIMULATIONS 60

UNE MAJORITÉ DU PP ET DE VOX DANS 76 SIMULATIONS SUR 100 61

UNE DROITE EN RECUL DEPUIS LE 6 OCTOBRE 64

UNE ÉLECTION QUI SE JOUE EN ANDALOUSIE, EN ESTRÉMADURE ET À VALENCE 65

LES SIÈGES DISPUTÉS DE VOX ET DU FRENTE AMPLIO 69

CINQ SCÉNARIOS **72**

LE SCÉNARIO LE PLUS PROBABLE 74

LES QUATRE AUTRES 75

L'ALLIANCE DES DROITES : PLUS FACILE À DIRE QU'À FAIRE **76**

LE PRÉCÉDENT ESPAGNOL ET LES DOUTES 77

LES PRÉCÉDENTS D'UNION DES DROITES EN EUROPE 80

À QUOI S'ATTENDRE EN ESPAGNE ? 83

CONSÉQUENCES POUR L'EUROPE DE CETTE UNION DES DROITES 84

CE QUI EST EN JEU **85**

EN ESPAGNE 85

EN EUROPE 86

DANS LE MONDE 88

LES ÉTATS-UNIS 88

ISRAËL ET LE MOYEN-ORIENT 88

LE MAROC, L'ALGÉRIE ET LE SAHEL 89

L'AMÉRIQUE LATINE 89

CONCLUSION **90**

L'ESPAGNE AVANT LE 29 NOVEMBRE. BILAN DES ANNÉES SÁNCHEZ ET LA ROUTE VERS LES ÉLECTIONS

Entre l'investiture du 16 novembre 2023 et le vote du 2 octobre 2026, Pedro Sánchez a gouverné sans budget propre, avec les comptes de 2023 prorogés trois fois, jusqu'à la rupture avec Junts et la dissolution.

COMMENT LA LÉGISLATURE EST MORTE

Le 23 septembre 2026, dans le quartier de Madrid du Retiro, une femme de 87 ans fut évacuée sur une civière de l'appartement qu'elle occupait depuis 1956[2]. Elle s'appelait María del Carmen Abascal, dite Maricarmen, et est devenue l'égérie de la contestation sur le logement, bien malgré elle. Une société d'investissement avait racheté l'immeuble où elle vivait et entendait récupérer le bien, en augmentant de manière ostentatoire le loyer de la vieille dame (de 500 à 2600 euros), puis, en engageant des poursuites judiciaires pour la déloger car elle ne pouvait pas payer[3]. Juridiquement, la société était dans son droit mais l'image d'une vieille femme expulsée par les autorités a mis le feu aux poudres dans une Espagne qui connaît une crise du logement sans précédent.

Depuis son lit d'hôpital, Maricarmen enregistra une vidéo que diffusa le syndicat des locataires de Madrid, et elle y demandait que cela n'arrive à personne d'autre, et réclamait un décret sur cette question (ce qui deviendra le décret Maricarmen). Le samedi 26, des milliers de personnes défilèrent dans la capitale et finalement les manifestants décidèrent de camper sur la Puerta del Sol à Madrid (d'autres manifestations furent organisées ailleurs en Espagne aussi)[4]. Les 3 et 4 octobre, la Confédération des syndicats de locataires appela à manifester dans tout le pays, parlant même de grève générale du logement à travers le pays[5].

5 « Maricarmen, el rostro de una crisis de vivienda que terminó empujando a España a elecciones anticipadas », CNN en Español, 7 octobre 2026, https://cnnespanol.cnn.com/2026/10/07/espana/maricarmen-muerte-rostro-crisis-vivienda-orix.

5 « Madrid vuelve a manifestarse por Maricarmen, desahuciada a los 87 años tras 70 en su casa », Euronews, 26 septembre 2026, https://es.euronews.com/2026/09/26/madrid-vuelve-a-manifestarse-por-maricarmen-desahuciada-a-los-87-anos-tras-70-en-su-casa.

5 « Manifestación hacia la huelga general por la vivienda en Madrid este sábado : bloques, horarios y recorridos », elDiario.es, 1er octobre 2026, https://www.eldiario.es/madrid/somos/manifestacion-huelga-general-vivienda-madrid-sabado-bloques-horarios-recorridos_1_13554349.html.

5 « Las protestas por la vivienda se extienden a todo el Estado los días 3 y 4 de octubre », Actualidad 24, 30 septembre 2026, https://www.a24.es/2026/09/30/esto-acaba-de-empezar-las-protestas-por-la-vivienda-se-extienden-a-todo-el-estado-los-dias-3-y-4-de-octubre/.La Confederación de Sindicatos de Inquilinas avait été fondée en octobre 2025.

Le gouvernement réagit vite face à cela, peut-être trop content d'imposer un thème social dans le pays après des semaines dominées par la question migratoire après les évènements de Ceuta. Le 29 septembre, le Conseil des ministres socialiste approuva deux décrets-lois d'urgence, appelés plus communément les décrets Maricarmen. Sommairement, l'un prorogeait de deux ans quelque cinq millions de baux arrivant à échéance, et plafonnait à 2 % la révision des loyers, suspendait jusqu'en 2030 certaines expulsions de personnes vulnérables, et limitait les acquisitions des fonds dits buitre ou vautours[6]. Le second organisait la reconduction automatique des contrats. En Espagne, un décret-loi (ou Real Decreto) entre en vigueur immédiatement, mais le Congreso de los Diputados doit le valider dans les trente jours, faute de quoi il est abrogé. Il faut une majorité simple, que le gouvernement n'avait pas.

6 « Así han votado los partidos los decretos de la vivienda : quién ha apoyado y quién ha tumbado cada texto », El Debate, 2 octobre 2026, https://www.eldebate.com/espana/20261002/asi-han-votado-partidos-decretos-vivienda-quien-apoyado-quien-tumbado-cada-texto-cns_465496.html.

Le vendredi 2 octobre, le vote tant attendu eut lieu avec son lot de débats houleux au Congrès, alors que le gouvernement en appelait à la bonté de Junts par exemple[7]. Le premier décret échoua à rassembler une majorité simple et le second texte tomba plus lourdement encore, le PNV et Coalición Canaria ayant cette fois voté contre[8]. Dehors, la foule massée devant le Congrès hurla sa honte en apprenant le résultat[9].

Après cette déconvenue, Pedro Sánchez prit plusieurs heures pour réfléchir et consulter ses proches collaborateurs. Le dimanche 4 octobre, il informa le roi de sa décision, et le lundi 5, un Conseil des ministres extraordinaire approuva la dissolution des Cortes et le chef du gouvernement annonça un nouveau scrutin le 29 novembre[10]. La campagne officielle court du 13 au 27 novembre, et les nouvelles Cortes seront constituées le 23 décembre. Sánchez réclame aux électeurs une majorité progressiste plus large (il est en minorité depuis 2023), revendique d'avoir préservé l'État social plutôt que de céder à l'objectif de 5 % du PIB de dépenses militaires exigé par Washington et l'OTAN, et donne le ton pour l'élection à venir : soit l'extrême droite, soit la justice sociale[11].

11 « Así te hemos contado la última hora de la votación de los decretos sobre vivienda en el Congreso », Público, 2 octobre 2026, https://www.publico.es/politica/ultima-hora-votacion-decretos-sobre-vivienda-congreso-directo.html.

11 El Debate, art. cité. Le PNV et Coalición Canaria votèrent pour le premier texte et contre le second, ce qui explique l'écart de douze voix entre les deux scrutins.

11 « El Congreso rechaza el primer decreto de vivienda con el no del PP, Vox, Junts y UPN », El Cronista, 2 octobre 2026, https://www.cronista.com/espana/politica-es/el-congreso-rechaza-el-primer-decreto-de-vivienda-con-el-no-del-pp-vox-junts-y-upn/.

11 « Spanish PM Sánchez calls November election amid growing housing protests », CNN, 5 octobre 2026, https://edition.cnn.com/2026/10/05/europe/spain-leader-calls-snap-election-intl-hnk.

11 « Pedro Sánchez adelanta las elecciones en España al 29 de noviembre tras el revés parlamentario por la vivienda », France 24, 5 octobre 2026, https://www.france24.com/es/europa/20261005-pedro-s%C3%A1nchez-adelanta-las-elecciones-en-espa%C3%B1a-al-29-de-noviembre-tras-el-rev%C3%A9s-parlamentario-por-la-vivienda.

Il faut se souvenir qu'en 2023, Sánchez fut investi par 179 voix (première investiture acquise dès le premier tour depuis 2011) grâce, notamment, aux sept députés de Junts, le parti de Carles Puigdemont, installé en Belgique depuis le référendum catalan de 2017[12]. En échange, Junts espérait une loi d'amnistie couvrant responsables et participants au référendum d'indépendance catalan. Il l'a obtenue en juin 2024. En octobre 2025, jugeant le pacte non respecté, l'exécutif de Junts réuni à Perpignan votait à l'unanimité la rupture du pacte.

À partir de là, le gouvernement, qui s'appuyait déjà sur une majorité de circonstance, savait son temps compté. Il devait gouverner par décret, ce qui n'était pas viable. En plus, aucun budget propre ne fut adopté en quatre ans, une première depuis 1978. Les comptes de 2023 auront servi en 2024, en 2025 et en 2026, prorogés trois fois, et le projet pour 2027 n'a jamais été déposé[13].

Pour autant, on ne peut pas dire que Sánchez a subi cette élection et était démuni. En effet, il l'a provoquée, et il a choisi le logement comme thème dominant pour livrer bataille. En fin politicien, il a jugé que c'était le meilleur moment, sa meilleure chance. S'il avait attendu, la corruption, la loi d'amnistie ou Ceuta (trois dossiers où la droite dicte le tempo) auraient dominé la campagne à coup sûr, mais avec Maricarmen, c'est le logement, le seul sujet où la gauche espagnole peut encore espérer apparaître du côté des victimes plutôt que des accusés, et qui compte en Espagne, qui semble pouvoir être le fil conducteur de la campagne. Le calcul est compréhensible, mais il faut se demander si Sánchez, qui vient de loin, pourra encore s'en sortir grâce à ce tour de force.

13 « Junts rompe con el PSOE (octubre 2025) », Política Electoral, https://www.politicaelectoral.com/es/espana/eventos/ruptura-junts-psoe-2025.Sur l'investiture du 16 novembre 2023, acquise au premier vote à la majorité absolue, voir La Moncloa, « Pedro Sánchez, investido presidente del Gobierno por mayoría absoluta », 16 novembre 2023, https://www.lamoncloa.gob.es/presidente/actividades/Paginas/2023/161123-sanchez-2sesion-investidura-xv-legislatura.aspx.

13 « Sánchez terminará la legislatura sin haber aprobado un solo Presupuesto propio », El Debate, 5 octobre 2026, https://www.eldebate.com/economia/20261005/sanchez-terminara-legislatura-haber-aprobado-solo-presupuesto-propio-cns_466092.html.Il s'agit de la onzième prorogation budgétaire de la démocratie espagnole, mais de la première qui couvre une législature entière.

LES DOSSIERS QUI DÉCIDERONT DU VOTE

L'ÉCONOMIE : DE BONS CHIFFRES ET UNE FORTE CONTESTATION

Ce point est paradoxal, et il est difficile à la droite d'attaquer Sánchez sur l'économie. Le 9 octobre, la Banque d'Espagne a relevé sa prévision de croissance à 2,6 % pour 2026 et 2,2 % pour 2027[14]. L'Espagne est un exemple et une exception en Europe. Le chômage devrait revenir à 10 % en moyenne en 2026 (10,5 % en 2025) et atteindre 9,7 % en 2027, l'emploi progresse de 2 %, la consommation privée de 3 %, la formation brute de capital de 4,1 %, le déficit est revenu à 2,6 % du PIB malgré l'absence de budget et la dette est redescendue sous les 100 % du PIB[15]. Sur le papier, c'est un bilan honorable, surtout lorsque l'on sait d'où vient le pays.

Mais l'inflation est donnée à 3,9 % pour 2026 et 3,7 % pour 2027 par la Banque d'Espagne. Le coût de la vie explose et c'est bien le thème de cette élection. Ainsi, la hausse des prix est devenue la réalité des Espagnols dont les salaires ne suffisent bien souvent pas pour combler cette hausse. Les prix érodent le pouvoir d'achat des ménages et la consommation est limitée. Le gouvernement a bien essayé de canaliser cela, entre TVA à taux 0 sur les produits de première nécessité ou cadeaux sur le carburant, mais cela n'a pas suffi, et l'électeur compare son ticket de caisse à celui de l'année précédente, et n'a que faire des avancées macroéconomiques.

15 Banco de España, Proyecciones macroeconómicas e informe trimestral de la economía española. Tercer trimestre de 2026, 9 octobre 2026 (date d'arrêté des projections : 2 octobre), https://www.bde.es/wbe/en/publicaciones/analisis-economico-investigacion/proyecciones-macro-informe-trimestral/proyecciones-e-informe-trimestral-de-la-economia-espanola-tercer-trimestre-2026.html.
15 Banco de España, Proyecciones… Tercer trimestre de 2026, op. cit.

De plus, les 10 % de chômage, présentés comme un succès par certains, demeurent environ le double de la moyenne européenne. Un tel chômage ferait tomber un gouvernement à Berlin ou Stockholm, mais pas à Madrid qui vient de loin. Ainsi, il est difficile pour nous de comprendre les débats économiques espagnols et il est dangereux d'apposer notre vision à cela.

LE LOGEMENT : LA PRÉOCCUPATION NUMÉRO UN

Au premier trimestre 2026, selon Eurostat, les prix du logement en Espagne ont progressé de 12,8 % sur un an, contre 5,1 % de moyenne dans l'Union et 4,7 % dans la zone euro[16]. En France, on parle de 0,1 % sur la même période, en Allemagne, 1,4 %. Le loyer moyen a bondi de 46 % en cinq ans[17], et progressait encore de 6,8 % en glissement annuel en juillet 2026[18]. Ainsi, on comprend bien la grogne actuelle, dans un pays où les salaires restent bas. De plus, un jeune actif qui loue seul consacre 98,7 % de son salaire au loyer en Espagne en moyenne[19]. On est véritablement sur une asphyxie et une génération sacrifiée. Ainsi, le taux d'émancipation des 16-29 ans est tombé à 14,5 %, et l'âge moyen du départ du foyer parental est à 30,2 ans en Espagne. C'est la pire situation en Europe, et explique la contestation actuelle.

19 « Eurostat confirma que el precio de la vivienda en España subió un 12,8 % en 2026, casi el doble que la media europea », Qué!, 4 juillet 2026, https://www.que.es/2026/07/04/subida-precio-vivienda-espana-2026/.Chiffres du premier trimestre 2026 en glissement annuel.

19 « El precio medio del alquiler se dispara un 46 % en cinco años y empuja a los inquilinos a la periferia », Infobae, 12 février 2026, https://www.infobae.com/espana/2026/02/12/el-precio-medio-del-alquiler-se-dispara-un-46-en-cinco-anos-y-empuja-a-los-inquilinos-a-la-periferia/.

19 « Subida alquiler en julio de 2026 : el 6,8 % interanual que agrava el acceso a la vivienda de los menores de 40 », Qué!, 3 août 2026, https://www.que.es/2026/08/03/subida-alquiler-julio-2026/.

19 Consejo de la Juventud de España, Observatorio de Emancipación, données arrêtées fin 2025, citées par « El alquiler se lleva el 98 % del sueldo de los jóvenes », Brainsre News, https://brainsre.news/emancipacion-problema-alquiler-98-sueldo-jovenes/.

Le mouvement des locataires est devenu un acteur majeur et qu'on n'attendait pas. L'exemple de cet automne est parlant, alors que l'Espagne n'avait pas connu de mobilisation sociale de cette nature depuis le 15-M de 2011. Et alors que les Indignados se voulaient apolitiques en 2011 (même si le mouvement a vu l'émergence de Podemos par la suite), les syndicats de locataires réclament une loi précise et nomment leurs adversaires (comme on l'a vu avec leur implication dans les décrets sur le logement et les critiques après leur rejet aux Cortes). Et il faut bien reconnaître que c'est un thème que la gauche et Sánchez aiment, alors qu'ils peuvent critiquer les fonds d'investissement, grands propriétaires, ou plateformes, qui sont vus comme responsables (et pas eux) là où la droite ne peut opposer qu'une promesse de construction à cinq ans mais reste bloquée par son approche pro-entreprises et libérale. En Espagne, la fracture est générationnelle plutôt que territoriale, et la droite est prisonnière de son électorat plus âgé (et qui bénéficie de la hausse immobilière). Enfin, le 2 octobre, le PP, Vox et Junts ont voté ensemble contre la prorogation de 5 millions de baux et ont ainsi offert une image peu reluisante, que le PSOE peut exploiter. Mais il faut être réaliste : Sánchez gouverne depuis huit ans et sa loi sur le logement de 2023, présentée comme historique, n'a pas permis d'améliorer la situation. Sánchez peut se montrer offusqué et proche d'une cause qui est importante pour les Espagnols, la réalité et l'histoire jouent pourtant en sa défaveur.

MIGRATION, SÉCURITÉ ET CEUTA

Le 29 juillet 2026, Mohammed VI prononce son discours habituel lors de la fête du trône et quelques heures plus tard, des milliers de personnes marchent vers Ceuta (80 000 personnes franchissent la frontière et entrent dans une ville d'environ 84 000 habitants[20]). En 48 heures, l'équivalent de la population d'une ville est entré dans cette ville. Le 3 août, les autorités espagnoles font état d'au moins 88 morts, mais le gouvernement est accusé d'avoir tardé à agir.

20 « Ceuta explained : How Spain's biggest migration crisis unfolded », Euronews, 3 août 2026, https://www.euronews.com/my-europe/2026/08/03/ceuta-explained-how-spains-biggest-migration-crisis-unfolded.

L'armée est déployée, les plages bouclées, et la majorité des entrants repart vers le Maroc en quelques heures, faute d'hébergement et de vivres. Mais pourquoi les forces de sécurité marocaines ont-elles laissé les foules avancer, et comment des habitants de plusieurs villes ont-ils convergé vers le nord sans qu'aucun axe routier soit coupé[21] ? Le 12 octobre, on a même appris que des navires de la marine marocaine étaient entrés dans les eaux de Ceuta. Le New York Times et El Español évoquent un usage délibéré du levier migratoire, déjà formulé en 2021, pour faire pression sur une ville que le Maroc réclame.

La réponse du gouvernement fut très critiquée. Le 1er août, Sánchez écrit à Bruxelles pour déplorer le manque de solidarité de certains partenaires, sans mettre en cause le Maroc. 22 États membres répliquent par une lettre liant la régularisation massive espagnole à l'effet d'appel ; l'Italie rétablit des contrôles Schengen temporaires ; l'Espagne refuse le déploiement de Frontex qu'on lui propose. En six jours, Madrid a réussi à se retrouver isolée à Bruxelles sur un dossier où elle était la victime. La droite s'est engouffrée dans l'espace laissé vacant. Le Parlement européen a adopté le 17 septembre, sur proposition du PP, une résolution qualifiant l'épisode de guerre hybride et désignant le Maroc ; le 13 octobre, Ursula von der Leyen a écrit aux 27 pour proposer des retours accélérés dans les situations de type Ceuta ; Feijóo a porté le dossier devant ses homologues du PPE[22]. Vox a usé sans cesse du terme « invasion », alors que cet événement était vu comme un cadeau politique.

22 Euronews, art. cité. The New York Times et El Español ont rapporté des témoignages et des sources de la Guardia Civil mettant en cause les forces marocaines ; aucune de ces allégations n'a été confirmée officiellement.

22 « Feijóo europeíza la guerra híbrida de Marruecos y aísla aún más a Sánchez », Libertad Digital, 15 octobre 2026, https://www.libertaddigital.com/espana/politica/2026-10-15/feijoo-europeiza-la-guerra-hibrida-de-marruecos-y-aisla-aun-mas-a-sanchez-7476079/.Source ouvertement hostile au gouvernement : seuls les éléments factuels vérifiables (résolution du Parlement européen du 17 septembre, lettre de la Commission du 13 octobre) ont été retenus.

Les 13 et 14 octobre, Felipe VI et la reine Letizia se rendent à Ceuta puis à Melilla (première visite d'un chef de l'État espagnol depuis 19 ans et Juan Carlos Ier qui avait déjà déplu à Rabat). Le roi y déclare que la souveraineté et l'intégrité du pays ne sont pas négociables[23]. Sánchez ne l'accompagne pas et Feijóo le lui reproche le jour même. Ainsi, le chef du gouvernement sortant abandonne à son adversaire le monopole de la fermeté et fait un cadeau à la droite.

C'est le dossier le plus dangereux pour le PSOE dans cette campagne. Non parce que les Espagnols seraient massivement hostiles à l'immigration (ils le sont moins que leurs voisins), mais parce que le gouvernement semble ici démuni. Mais c'est difficile pour Sánchez, lié au Royaume par le revirement de 2022 sur le Sahara occidental, son modèle diplomatique (avec la critique d'Israël). Il est donc prisonnier de sa vision. Dans la nuit du samedi 24 au dimanche 25 octobre, environ cinq cents jeunes vêtus de noir se sont rassemblés place de Catalogne, à Barcelone, pour une manifestation non autorisée. Vitrines brisées, mobilier urbain et auvents incendiés, barricades de poubelles et de motos, jets de pierres sur les Mossos d'Esquadra. Au final, on a eu 130 interpellations dont 76 mineurs, 15 policiers blessés, dont 4 grièvement, 23 commerces vandalisés et 33 incendies[24]. Les images ont fait le tour du monde et ont choqué.

24 « Los Reyes visitan una Ceuta que los recibe con los brazos abiertos », Euronews, 13 octobre 2026, https://es.euronews.com/2026/10/13/los-reyes-visitan-una-ceuta-que-los-recibe-con-los-brazos-abiertos.Le roi y a également qualifié Ceuta et Melilla de parties irrenonçables du territoire national.

24 « Noche de caos y disturbios en Barcelona : la cifra de detenidos sube a 128, la mayoría menores de edad, y hay 15 policías heridos », Infobae, 25 octobre 2026, https://www.infobae.com/espana/2026/10/25/noche-de-caos-y-disturbios-en-barcelona-la-cifra-de-detenidos-sube-a-128-la-mayoria-menores-de-edad-y-hay-15-policias-heridos/.

L'appel était venu des réseaux sociaux, et de TikTok en particulier, relayé par un réseau de comptes anonymes baptisé *Blocus* ; les Mossos suivaient la mobilisation depuis plusieurs jours sans avoir pu trouver l'origine du mouvement. Aucune revendication n'a été formulée, et les autorités ont expressément démenti tout lien avec le campement du mouvement du logement installé sur la même place depuis des semaines[25]. À ce stade, personne ne sait ce que voulaient ces jeunes, et la majorité d'entre eux sont mineurs. Mais les images pourraient être d'une grande aide pour la droite. Le maire de Badalona a par exemple parlé du « peu d'exigence » avec laquelle l'Espagne accueille les arrivants. Des appels à de nouveaux rassemblements ont circulé pour le 31 octobre à Madrid (mais aucun débordement marquant n'a eu lieu), et le déraillement d'Urda, le 28 octobre, a ensuite relégué l'ordre public au second plan de la campagne. La tension sociale ne profite pas à la gauche en général (même si les sondages n'ont pas montré une baisse significative des intentions de vote envers le PSOE, alors que ces violences ne se sont montrées que sporadiques et localisées) et opère un transfert interne au bloc de droite, du PP vers Vox (les 2 étant en vases communicants, l'un perdant des votes au profit de l'autre, et vice-versa). Mais comme pour Ceuta, on peut dire que le désordre ne fait pas basculer les électorats d'un bloc à l'autre, il redistribue à l'intérieur du bloc conservateur au profit du plus intransigeant (l'électorat conservateur étant en vase clos en Espagne). Ainsi, la bataille du récit sera capitale, et elle a commencé dans l'heure. Feijóo a mis en cause dès le dimanche Sánchez et ses disciples qui auraient perdu la rue et voudraient donc l'incendier. Vox a déplacé le débat vers les peines en matière de désordres publics et le régime de tutelle des mineurs étrangers non accompagnés. Au gouvernement, José Manuel Albares a réclamé une « sanction cinglante » dans les urnes pour le PP et Vox, et la porte-parole Elma Saiz a dit « quand on sème le chaos, la haine et la désinformation, il y a toujours un gagnant, et c'est l'extrême droite »[26]. Chacun a donc choisi de faire de ces violences un argument plutôt que de les traiter comme un fait divers, mais au premier abord, le message de gauche semble davantage accrocher. À gauche, on a attendu la manifestation du 11 novembre pour reprendre la main sur le récit. Cette grève générale (première en Espagne depuis 2012) ne s'est pas tenue durant la campagne officielle et ses règles ne se sont donc pas appliquées (une aubaine pour la gauche). La manifestation, qui s'est déroulée sans accroc majeur, a permis de replacer le logement et le social au centre du débat, au grand bonheur du PSOE.

26 Infobae, 25 octobre 2026, art. cité. Les autorités ont expressément démenti tout lien avec le campement du mouvement du logement installé sur la même place depuis plusieurs semaines.

26 « PSOE contra PP y Vox el 29-N : Albares exige castigar en las urnas la crisis de Barcelona », Moncloa.com, 26 octobre 2026, https://www.moncloa.com/2026/10/26/psoe-vox-barcelona-sancion-29n-3455765.

CORRUPTION ET JUSTICE

José Luis Ábalos, ancien ministre des Transports et ancien secrétaire à l'organisation du PSOE (soit l'homme qui a tenu la machine du parti sous Sánchez), a été mis en cause. Le Tribunal suprême l'a condamné à 24 ans de prison, et son ancien conseiller Koldo García à 19, pour organisation criminelle, corruption, détournement de fonds publics et trafic d'influence dans l'attribution de marchés de masques pendant la pandémie[27]. Les condamnations ont été confirmées le 14 octobre 2026, six semaines avant le scrutin, et ça a rouvert certaines plaies[28]. Son successeur au PSOE, Santos Cerdán, est aussi mis en cause par un rapport de l'UCO[29].

29 Conseil général du pouvoir judiciaire, « El Tribunal Supremo condena al exministro José Luis Ábalos y a su exasesor Koldo García a 24 años y 19 años de prisión », https://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Poder-Judicial/Noticias-Judiciales/El-Tribunal-Supremo-condena-al-exministro-Jose-Luis-Abalos-y-a-su-exasesor-Koldo-Garcia-a-24-anos-y-19-anos-de-prision--respectivamente--por-delitos-de-organizacion-criminal--cohecho--malversacion-y-trafico-de-influencias.

29 « El Supremo mantiene los 24 años de cárcel de Ábalos y los 19 de Koldo por el caso mascarillas », Deia, 14 octobre 2026, https://www.deia.eus/sucesos/2026/10/14/supremo-mantiene-24-anos-carcel-11647916.html.

29 « De Ábalos a Begoña Gómez : los escándalos judiciales que persiguen a Pedro Sánchez ante las elecciones del 29N », Estrella Digital, 11 octobre 2026, https://www.estrelladigital.es/articulo/espana/elecciones-29n-pedro-sanchez-escandalos-corrupcion-psoe/20261011121126452015.html.Le rapport de l'UCO est daté de juillet 2026.

L'épouse du président du gouvernement, Begoña Gómez, est renvoyée devant une cour d'assises pour trafic d'influence et détournement, mais le parquet a requis sa relaxe le 7 octobre 2026. Le frère du président du gouvernement, David Sánchez, a été condamné en juillet 2026 à neuf ans d'inéligibilité et d'interdiction d'emploi public par l'Audiencia de Badajoz.

Si ce n'était pas assez, le procureur général de l'État, Álvaro García Ortiz, a été condamné par le Tribunal suprême pour divulgation de données confidentielles, assortie de deux ans d'interdiction d'exercer cette fonction. Jamais, depuis 1978, le sommet du parquet espagnol n'avait été condamné. Le gouvernement et ses alliés parlent d'une offensive judiciaire conduite par une magistrature conservatrice contre un exécutif de gauche.

LA QUESTION TERRITORIALE

La loi d'amnistie de juin 2024, l'investiture de Salvador Illa à la Generalitat en août de la même année avec l'appui d'ERC et des Comuns, ou le reflux du mouvement indépendantiste en Catalogne, ont marqué l'après-élections de 2023. Pedro Sánchez n'en est pas peu fier, car il affirme avoir résolu la question catalane. Il faut se souvenir qu'avant l'arrivée de Sánchez à la Moncloa, la Catalogne occupait le premier rang des préoccupations espagnoles (on a eu le référendum d'indépendance de 2017 par exemple), mais ce n'est plus vraiment le cas. De plus, c'est un socialiste qui gouverne la Catalogne pour la première fois depuis 2010. Le pari de Sánchez, qui cherchait la désescalade plus que la confrontation, a fonctionné.

Le 6 octobre 2026, le Tribunal constitutionnel a jugé par sept voix contre cinq que l'amnistie couvrait aussi le détournement de fonds publics, annulant les arrêts du Tribunal suprême qui l'avaient refusée à Jordi Turull et Dolors Bassa[30]. La Cour a estimé que la lecture du Suprême portait atteinte au droit à une protection juridictionnelle effective, et a écarté l'argument du préjudice aux intérêts financiers de l'Union, que la Cour de justice de l'UE avait déjà rejeté. Le juge Llarena a levé le jour même, à titre provisoire, le mandat d'arrêt émis après la fuite d'octobre 2017. Le 14 octobre, Puigdemont a demandé au Suprême de lui appliquer l'amnistie sans plus attendre[31]. Le 19 octobre, il a rejeté le recours de l'accusation populaire et confirmé la levée des mandats visant Carles Puigdemont, Toni Comín et Lluís Puig[32]. Puigdemont peut donc rentrer en Espagne à tout moment, neuf ans après son départ. Si Carles Puigdemont rentrait en Espagne, ce serait un séisme dans le pays. Le PP et Vox s'en serviraient assurément et la campagne, qui pour l'instant tourne autour de questions sociales et de logement, prendrait un tour très inconfortable pour Sánchez. En effet, il faut se rappeler que Vox s'est formé au début des années 2010 contre la poussée indépendantiste en Catalogne, pour défendre l'unité espagnole. Un retour inespéré de ce thème dans la campagne serait une bénédiction pour le parti de Santiago Abascal, dont les sondages ont atteint des records au début de l'automne.

32 « El Constitucional avala la amnistía de la malversación y firma la vuelta de Puigdemont », The Objective, 6 octobre 2026, https://theobjective.com/espana/tribunales/2026-10-06/constitucional-puigdemont/.

32 « Puigdemont insta al Supremo a amnistiarle sin más demora », Infobae, 14 octobre 2026, https://www.infobae.com/espana/agencias/2026/10/14/puigdemont-insta-al-supremo-a-amnistiarle-sin-mas-demora-porque-contribuye-a-la-normalizacion-de-cataluna/.

32 « Puigdemont ya puede volver a España : Llarena deja sin efecto las órdenes de búsqueda, captura y detención », Confilegal, 19 octobre 2026, https://confilegal.com/20261019-puigdemont-volver-espana-llarena-levanta-ordenes-detencion/.L'ordonnance du 6 octobre avait levé les mandats à titre provisoire ; celle du 19 rejette le recours de l'accusation populaire et confirme la levée.

Pour le moment, il faut dire que rien de tout cela ne s'est produit, même si l'ombre de Puigdemont s'est posée sur la campagne. En effet, le 19 novembre, ce dernier a accordé un long entretien au journal El Mundo dans lequel il dit avoir profité de la soif de pouvoir de Sánchez en 2023, pour faire accepter l'idée de loi d'amnistie. Pour le moment, et même si le PP et Vox se sont saisis de cela, rien n'indique que cela pèse sur les intentions de vote (lors de cette dernière semaine avant la fin des sondages, c'est l'entretien de Sánchez au magazine Lecturas qui a fait plus de bruit).

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Sur Gaza d'abord, la reconnaissance de l'État de Palestine en mai 2024 a fait grand bruit, l'embargo sur les armes à destination d'Israël en septembre 2025 aussi, et que dire du rappel de l'ambassadrice en Israël, décidé le 10 mars 2026[33]. Sur l'Iran, le rejet des frappes américano-israéliennes du 28 février 2026 a marqué la mandature Sánchez, tout comme le refus d'ouvrir les bases conjointes de Rota et Morón aux opérations contre Téhéran, ou la fermeture de l'espace aérien le 30 mars[34]. Tout cela a déplu à Trump qui a menacé l'Espagne à de nombreuses reprises, par exemple en menaçant de couper tout commerce avec Madrid[35], alors que Sánchez refuse de respecter l'objectif de 5 % du PIB consacré à la défense d'ici 2035[36].

36 « Spain hits Israel with minister entry ban, arms embargo », AFP / Yahoo News, https://www.yahoo.com/news/articles/spain-hits-israel-minister-entry-171515934.html ; « Albares asegura que el embargo de armas a Israel es cuestión de días », Infobae, 17 septembre 2025, https://www.infobae.com/espana/agencias/2025/09/17/albares-asegura-que-el-embargo-de-armas-a-israel-es-cuestion-de-dias-y-reclama-llamar-a-las-cosas-por-su-nombre/.

36 Le 28 février 2026, Pedro Sánchez déclare : « Rechazamos la acción militar unilateral de EE.UU. e Israel, que supone una escalada » (EFE, Madrid, 28 février 2026, reprise par Menorca.info, https://www.menorca.info/actualidad/internacional/2026/02/28/2579609/sanchez-rechaza-accion-estados-unidos-israel-iran-pide-desescalada-dialogo.html).Refus de l'accès à Rota et Morón : La Moncloa, « Pedro Sánchez destaca que España ha desplegado "el mayor escudo social de la UE" frente a la guerra », 25 mars 2026, https://www.lamoncloa.gob.es/presidente/actividades/Paginas/2026/250326-sanchez-comparecencia-congreso.aspx.Fermeture de l'espace aérien, annoncée par la ministre Margarita Robles : « Spain closes airspace to US planes involved in Iran war, defence minister says », Reuters, 30 mars 2026. Cessation de l'ambassadrice en Israël, Ana María Salomón Pérez : Real Decreto 195/2026, du 10 mars 2026, BOE n° 62, 11 mars 2026, https://www.boe.es/boe/dias/2026/03/11/pdfs/BOE-A-2026-5614.pdf.

36 « Vamos a cortar todo el comercio : Trump amenaza a España por sus posturas sobre la OTAN e Irán », France 24, 3 mars 2026, https://www.france24.com/es/europa/20260303-vamos-a-cortar-todo-el-comercio-trump-amenaza-a-espa%C3%B1a-por-sus-posturas-sobre-la-otan-e-ir%C3%A1n.

36 « The Hague Summit Declaration », OTAN, 25 juin 2025, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_236705.htm.La cible de 5 % du PIB d'ici 2035 se compose d'au moins 3,5 % pour les besoins de défense essentiels et de 1,5 % au plus pour la protection des infrastructures critiques, la résilience, la préparation civile, l'innovation et la base industrielle. Sur le sommet d'Ankara : « Rutte avisa de que la OTAN actuará contra los países que, como España, rechacen el 5% en Defensa », El Español, 6 juillet 2026, https://www.elespanol.com/observatorio-defensa/20260706/rutte-avisa-otan-actuara-paises-espana-rechacen-defensa-medios/1003744311861_0.html ; La Moncloa, sommet de l'OTAN à Ankara, 8 juillet 2026, https://www.lamoncloa.gob.es/presidente/actividades/paginas/2026/080726-sanchez-cumbre-otan-turquia.aspx.

Sánchez en est fier et dans sa déclaration de dissolution, il a revendiqué d'avoir préservé l'État social plutôt que de céder aux 5 %. Le PP et Vox y voient à l'inverse la preuve d'un isolement coûteux alors que l'Espagne est acculée de toutes parts. Ainsi, et c'est assez rare pour le signaler, c'est la politique européenne et mondiale qui se joue à Madrid.

LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT

En moins de dix mois, deux catastrophes ferroviaires ont placé ce thème sur le devant de la scène en Espagne. Le 18 janvier 2026, à Adamuz, dans la province de Cordoue, un déraillement suivi d'une collision a fait 46 morts et 292 blessés. Le 28 octobre, à Urda, dans celle de Tolède, au sud de Madrid, un AVE (train à grande vitesse) a percuté par l'arrière un train à l'arrêt, faisant 69 morts[37]. 115 morts, sur un réseau qui passait pour l'un des plus sûrs du continent, cela ne pouvait que devenir un sujet lors de cette campagne, avec la gestion ministérielle dans le viseur (cela a éclipsé le thème sécuritaire et les violences de Barcelone). Les deux enquêtes, encore ouvertes, convergent pour mettre en cause l'Adif, gestionnaire public de l'infrastructure (des soudures défectueuses et contrôleurs insuffisamment qualifiés dans un cas, panne de signalisation et autorisation erronée du poste de commande dans l'autre sont mis en cause). Cet accident ne pouvait pas plus mal tomber pour le gouvernement car il ne relève pas que de l'accident, mais s'additionnant avec la précédente catastrophe, on tend vers un modèle ou une logique. Il faut rappeler que l'Espagne possède le réseau à grande vitesse le plus étendu d'Europe, avec près de 4000 kilomètres de voies, et son trafic a presque doublé depuis 2019[38]. En 2022, elle consacrait environ 95 860 euros d'entretien par kilomètre, contre une moyenne européenne de 191 090 euros[39]. Aussi, entre 2018 et 2022, 16 % seulement des dépenses qui étaient allouées à la grande vitesse sont allées à la maintenance, quand la France et l'Allemagne consacrent près d'un tiers de leur budget ferroviaire aux lignes existantes[40]. On a construit, beaucoup et vite en Espagne, mais on n'a pas bien entretenu. On ne peut pas dire que c'est un choix de Pedro Sánchez (il faut remonter à trois décennies pour en trouver l'origine, et tous les gouvernements, de gauche comme de droite, sont coupables) mais l'histoire est cruelle pour Pedro Sánchez, car c'est alors qu'il est aux commandes que cela explose et logiquement on lui impute la responsabilité (et pour être honnête, il n'a rien fait pour changer cela, notamment après la première catastrophe). Il ne faut pas se montrer réducteur et ne parler

40 Bilan de l'accident d'Urda au 3 novembre 2026 : 69 morts et plus de deux cents blessés. Accident d'Adamuz du 18 janvier 2026 : 46 morts et 292 blessés. Source : « All 69 victims of last week's train crash in central Spain identified, authorities say », Euronews, 3 novembre 2026, https://www.euronews.com/2026/11/03/all-69-victims-of-last-weeks-train-crash-in-central-spain-identified-authorities-say.

40 Adif, « La alta velocidad alcanza los 4 000 km », https://www.adif.es/w/la-alta-velocidad-alcanza-los-4.000-km-y-consolida-el-liderazgo-mundial-de-espa%C3%B1a-en-un-modelo-de-movilidad-sostenible.Le trafic à grande vitesse a atteint environ 44,5 millions de voyageurs en 2025, soit près du double de 2019.

40 Données reprises par El Blog Salmón, https://www.elblogsalmon.com/economia/espana-destina-437-millones-al-ano-al-mantenimiento-ave-frente-a-1-130-millones-japon-pese-a-tener-redes-alta-velocidad-tamano-similar, à partir de chiffres de l'Adif relayés par RTVE le 2 février 2026 et d'une étude citée par OKDiario pour l'exercice 2022.

40 El País, 29 octobre 2026, cité ibid. : entre 2018 et 2022, environ 16 % des dépenses espagnoles consacrées à la grande vitesse sont allées à l'entretien, contre près d'un tiers du budget ferroviaire affecté aux lignes existantes en France et en Allemagne.

que de train ici, il faut se souvenir que le 28 avril 2025, la péninsule ibérique entière avait été privée d'électricité et de télécommunications. De plus, la commission d'enquête du Sénat a déclaré responsables le gouvernement, Red Eléctrica et la CNMC, en écartant toute faute des compagnies privées dans cette affaire[41]. Le doute existe vu que le Sénat est contrôlé par le PP et une autre enquête de l'UE avait déclaré que Red Eléctrica n'avait pas failli[42]. Quoi qu'il en soit, cet épisode s'est installé dans la mémoire collective comme une panne de l'État, et les rapports ne sont pas importants pour les électeurs. D'un autre côté (et les socialistes ne manquent pas d'insister sur ce point), la catastrophe de la DANA valencienne d'octobre 2024, qui a fait 233 morts, reste la plus meurtrière défaillance administrative de la période, et elle est imputable à une communauté autonome gouvernée par le PP[43]. Encore aujourd'hui, l'instruction se poursuit, et Carlos Mazón a quitté la présidence de la Generalitat valencienne sans pouvoir être poursuivi, le tribunal ayant jugé qu'aucun lien de causalité ne pouvait être établi[44]. Mais les faits datent de 2 ans et touchent une communauté autonome, et non l'État, ainsi pas sûr que cet argument soit efficace pour le PSOE, alors que les trains restent une compétence nationale et que le dernier accident a eu la malchance d'arriver un mois avant des élections que Sánchez voulait placer sous le signe de l'amour. Il faudra surveiller l'enquête sur Urda car si elle confirme une erreur humaine au poste de commande d'Atocha, le gouvernement limitera les dégâts, mais si elle établit une défaillance systémique de maintenance, elle rejoindra Adamuz et le dossier deviendra intenable et indéfendable. Ensuite, le maintien d'Óscar Puente au gouvernement pendant six jours après Urda a fait de ce ministre une cible et mettait en danger tout entier le gouvernement progressiste de Sánchez. Il a fini par démissionner le 3 novembre, et les sondages ont bien montré une baisse du PSOE au plus fort de la crise, mais celle-ci fut limitée. PP et PSOE ont décidé de stopper leur campagne pour respecter le deuil national, mais pas Vox, qui a poursuivi ses attaques contre le gouvernement et Sánchez.

44 « El Senado declara como responsables del apagón al Gobierno, a Red Eléctrica y a la CNMC », El Español, 15 avril 2026, https://www.elespanol.com/invertia/empresas/energia/20260415/senado-declara-responsables-apagon-gobierno-red-electrica-cnmc/1003744207471_0.html.La commission d'enquête sénatoriale a écarté toute responsabilité des compagnies privées.

44 Red Eléctrica de España, « Red Eléctrica no falló : el informe del Expert panel europeo confirma las causas del incidente identificadas por el OS », mars 2026, https://www.ree.es/es/sala-de-prensa/actualidad/nota-de-prensa/2026/03/red-electrica-no-fallo-el-informe-del-expert-panel-europeo-confirma-las-causas-del-incidente-identificadas-por-el-os.

44 « La causa judicial de la dana : ágil pero lejos de acabar », El Español, 29 octobre 2026, https://www.elespanol.com/valencia/20261029/causa-judicial-dana-agil-lejos-acabar-sin-posibilidad-imputar-mazon-foco-emergencias/1003744437847_0.html.Le tribunal retient 233 victimes officielles ; l'instruction est prorogée jusqu'en avril 2027.

44 Ibid. Seuls la conseillère aux Urgences Salomé Pradas et le secrétaire autonomique Emilio Argüeso sont mis en examen. Le Tribunal supérieur de justice de la Communauté valencienne a jugé qu'aucune infraction ne pouvait être imputée à Carlos Mazón, faute de position de garant et de lien de causalité établi.

LES ANNÉES SÁNCHEZ (2018-2026)

Plus de 8 années, soit davantage que José Luis Zapatero, icône socialiste, ce qui le place juste derrière Felipe González à gauche en Espagne en termes de longévité. En Europe, il a gouverné davantage que n'importe lequel de ses contemporains européens de gauche. Une telle longévité, ce n'est pas un accident, et son habileté politique doit être relevée, sachant qu'il a influencé l'Espagne et même l'Europe.

RÉCIT D'UNE PRÉSIDENCE

Le 24 mai 2018, l'Audiencia Nacional rend son arrêt dans l'affaire Gürtel et établit l'existence d'une caisse noire au Parti populaire. Huit jours plus tard, le 1er juin, le Congrès adopte la première motion de censure constructive aboutie de la démocratie espagnole, ce qui signe la fin de Mariano Rajoy[45].

45 « Cinco años de Pedro Sánchez como presidente : así fue la moción de censura a Mariano Rajoy », El Español, 1erjuin 2023, https://www.elespanol.com/espana/politica/20230601/pedro-sanchez-presidente-mocion-censura-mariano-rajoy/767923578_0.html.

Sánchez entre ainsi à la Moncloa avec 84 députés sur 350 (la majorité est à 176)[46]. Sánchez n'aura pas eu besoin de gagner une élection pour devenir président du gouvernement, il n'y a eu aucune élection : la motion de censure constructive, prévue par l'article 113 de la Constitution, signe le début de son mandat. En janvier 2020, après deux scrutins en 7 mois (aucune majorité ne pouvant être trouvée), il forme avec Unidas Podemos le premier gouvernement de coalition depuis la Seconde République, investi par 167 voix contre 165[47]. C'est sous-estimé, mais jusqu'en 2020, le gouvernement de coalition était rare en Espagne et vu comme quelque chose de très italien, caractéristique d'une certaine instabilité, qui rappelait des heures sombres (surtout en Espagne). Sánchez change cela et en fait la norme (et le scrutin de 2026 devrait encore accoucher d'une coalition gouvernementale, ce qui montre son influence sur l'histoire politique du pays). On est face à un changement politique majeur en Espagne, mais aussi en Europe où l'instabilité devient la norme.

Autre fait marquant de son passage à la Moncloa, la pandémie de Covid-19. Il déclare l'état d'alarme en mars 2020, et voit une contraction du PIB de l'ordre de 11 points, la pire chute depuis la guerre civile, avec des dispositifs de chômage partiel qui ont évité la destruction d'emplois massive comme en 2009. On ne le rappelle pas assez, mais le confinement en Espagne fut un des plus durs au monde et l'impact pour un pays qui vivait du tourisme fut énorme. Ensuite, l'Espagne obtient la deuxième enveloppe du plan de relance européen en contrepartie (près de 163 milliards d'euros en transferts et prêts[48]). Pourtant, fin novembre 2025, près de 73 milliards avaient été reçus mais 46 seulement avaient atteint l'économie réelle, et quelque 27 milliards de ce plan restaient à dépenser. Près de 6 ans après la pandémie, on discute encore de l'utilisation des fonds.

48 La motion fut adoptée par 180 voix contre 169 et une abstention, celle de Coalición Canaria. Le PSOE comptait alors 84 des 350 sièges du Congrès. Source : Congreso de los Diputados, « Mociones de censura », https://www.congreso.es/es/cem/mociones-de-censura.

48 Sur l'investiture du 7 janvier 2020, acquise par 167 voix contre 165 et 18 abstentions, voir La Moncloa, « Pedro Sánchez, investido presidente del Gobierno », 7 janvier 2020, https://www.lamoncloa.gob.es/presidente/actividades/Paginas/2020/070120-investidura.aspx.

48 « España tiene pendientes de ejecutar 27 000 millones de los fondos europeos Next Generation », El Diario de Madrid, 27 février 2026, https://www.eldiariodemadrid.es/articulo/economia/espana-27000-millones-fondos-europeos-pendientes-ejecucion-next-generation-2026/20260227080844122656.html.Données arrêtées à novembre 2025.

Après la déroute municipale de mai 2023, Sánchez dissout et convoque en juillet de nouvelles élections. Cette décision a pris tout le monde de court, et surtout le PP, qui était embourbé dans des discussions avec Vox au niveau local et n'était pas prêt à une bataille électorale. Sánchez, meilleur que les autres en campagne, en a profité pour refaire son retard alors que ses ennemis ne pouvaient pas dire qu'ils ne pactisaient pas avec l'extrême droite. Le résultat fut sans appel, et malgré la première place du PP, le recul de Vox a rendu impossible tout gouvernement de droite, alors que le PSOE faisait une remontée exceptionnelle et terminait à plus de 31 % des voix. Le pari de Sánchez était donc gagné. Le 16 novembre, Sánchez est investi par 179 voix[49], au prix d'une loi d'amnistie dont le parlement n'avait pas débattu pendant la campagne, et d'accords avec différents petits partis. En avril 2024, soit après l'ouverture d'une enquête visant son épouse, le président publie une lettre, suspend ses fonctions publiques et annonce cinq jours de réflexion sur sa démission, mais le 29 avril, il annonce rester[50]. Finalement, il a réussi à resserrer les rangs et faire respecter son autorité. On peut dire beaucoup sur son bilan, mais on ne peut pas nier que Sánchez est un fin politicien.

50 « Junts rompe con el PSOE (octubre 2025) », Política Electoral, https://www.politicaelectoral.com/es/espana/eventos/ruptura-junts-psoe-2025.Investiture du 16 novembre 2023 : 179 voix.

50 « Pedro Sánchez continúa como presidente del Gobierno de España », Maldita.es, 29 avril 2024, https://maldita.es/malditateexplica/20240429/pedro-sanchez-continua-presidente/.

Pour autant, la rupture avec Junts en octobre 2025, les décrets successivement abrogés, et le fait que pour la première fois depuis 1978, une législature s'achève sans qu'un seul budget propre ait été adopté, marquent sa fin de mandat. Le gouvernement progressiste de Sánchez ne peut plus faire voter de budget ou faire passer de lois, il ne gouverne plus vraiment, mais administre simplement. Il semblerait que Sánchez ait compris sa faiblesse, et c'est pourquoi il a préféré choisir la date de sa chute plutôt que de la subir.

LES CHIFFRES

Positif :

- **Croissance et emploi :** 2,6 % de croissance attendue en 2026, première croissance de la zone euro ; le chômage a été ramené de 15,3 % au printemps 2018 à 10 % aujourd'hui[51].
- **Réforme du travail :** signée avec les syndicats et le patronat en décembre 2021, puis validée à une voix près[52], elle a réduit la précarité sans détruire l'emploi, et la droite, à l'époque très véhémente, ne projette plus de l'abroger.

52 Banco de España, Proyecciones macroeconómicas… Tercer trimestre de 2026, 9 octobre 2026, https://www.bde.es/wbe/en/publicaciones/analisis-economico-investigacion/proyecciones-macro-informe-trimestral/proyecciones-e-informe-trimestral-de-la-economia-espanola-tercer-trimestre-2026.html.Le taux de chômage s'établissait à 15,28 % au deuxième trimestre 2018 selon l'EPA.

52 Real Decreto-ley 32/2021 du 28 décembre 2021, convalidé le 3 février 2022 par 175 voix contre 174. Voir la résolution du Congreso des Diputados du 3 février 2022 ordonnant la publication de la convalidation, BOE, 8 février 2022, https://boe.es//boe/dias/2022/02/08/pdfs/BOE-A-2022-1982.pdf ; AFP, reprise par Euronews, 4 février 2022, https://www.euronews.com/2022/02/04/spain-mps-voting-error-on-key-labour-reform-sparks-political-storm ; et « España : aprobada la reforma laboral de Sánchez, tras un error informático », France 24, 4 février 2022, https://www.france24.com/es/europa/20220204-espa%C3%B1a-reforma-laboral-error-informatico.

- **Salaire minimum :** passé de 735,90 à 1 221 euros mensuels, soit plus de 65 % de hausse en huit ans[53].

- **Retraites :** une revalorisation indexée sur l'inflation, sanctuarisée par un accord parlementaire.

- **Exception ibérique sur l'énergie :** le prix du gaz a été plafonné en 2022, représentant 209 euros d'économie moyenne par foyer la première année de la mesure[54].

- **Catalogne et indépendantisme :** entre l'amnistie, l'investiture de Salvador Illa, ou le reflux du mouvement indépendantiste, la question catalane a marqué le mandat de Sánchez. La Catalogne faisait parler avant son arrivée, ce n'est plus le cas.

- **Stature extérieure :** entre la présidence du Conseil de l'UE en 2023, la reconnaissance de la Palestine (que d'autres, comme la France, ont suivie), ou une voix distincte à Bruxelles, Sánchez est vu comme une figure socialiste en Europe et son modèle fait parler.

Négatif :

- **Logement :** +12,8 % de prix du logement en un an en moyenne, 98,7 % du salaire d'un jeune actif absorbé par un loyer[55]. C'est l'échec le plus lourd, et celui qui a emporté la législature via les manifestations de l'automne.

- **Gouvernement par décret :** il faut le rappeler, aucun budget propre en quatre ans, un gouvernement incapable de passer des lois (exemple des décrets Maricarmen qui ont échoué au Congreso), ou un plan de défense de 10 471 millions adopté sans vote du Congrès[56]. La mandature Sánchez ne s'est pas signalée par une grande gouvernabilité, loin de là.

- **Dépendance aux indépendantistes :** l'intronisation de Sánchez en 2023 s'est faite grâce aux votes de Junts (7 députés) et un marchandage politicien. Cet affront a été raillé par la droite qui voit en Sánchez un traître à l'Espagne, alors que Junts est le parti de Carles Puigdemont, qui a organisé le référendum décrié de 2017. L'amn-

56 UGT, « El SMI alcanza los 1 221 euros en 14 pagas », https://www.ugt.es/el-smi-alcanza-los-1221-euros-en-14-pagas-consolidar-la-senda-de-dignificacion-salarial-y-avanzar.Soit 17 094 euros annuels, contre 735,90 euros mensuels en 2018 : une hausse supérieure à 65 % en huit ans.

56 « La excepción ibérica permitió ahorrar 209 euros por hogar en la factura eléctrica en 2022 », El Debate, 2 février 2023, https://www.eldebate.com/economia/20230202/excepcion-iberica-permitio-ahorrar-209-euros-hogar-factura-electrica-2022_90643.html.Mécanisme institué par le Real Decreto-ley 10/2022.

56 « Eurostat confirma que el precio de la vivienda en España subió un 12,8 % en 2026 », Qué!, 4 juillet 2026, art. cité ; Consejo de la Juventud de España, Observatorio de Emancipación, données fin 2025.

56 La Moncloa, « Pedro Sánchez anuncia que España destinará ya este año el 2 % del PIB a Seguridad y Defensa », 22 avril 2025, https://www.lamoncloa.gob.es/presidente/actividades/paginas/2025/220425-sanchez-plan-seguridad-defensa.aspx.Le plan, doté de 10 471 millions d'euros, fut approuvé par accord du Conseil des ministres, sans vote au Congrès.

istie accordée en échange déplaît évidemment (pacte avec l'ennemi) et le retrait de Junts provoque plus ou moins la fin anticipée de la législature.

- **Corruption :** c'est 24 ans de prison pour un ancien secrétaire à l'organisation du PSOE, et son successeur est mis en cause, ainsi que le procureur général condamné[57]. Les scandales rythment la fin de règne de Sánchez.

- **Polarisation et clivage en Espagne :** rarement depuis la guerre civile le pays ne fut si divisé et le débat fut aussi violent. Il est vu comme le responsable de cela en promouvant le progressisme contre l'extrême et en revenant sur les lois de mémoire (déplacement du corps de Franco…) ou en pactisant avec les indépendantistes catalans.

- **Défense :** les 2 % du PIB atteints en 2025, mais un refus des 5 % qui laisse l'Espagne isolée dans l'Alliance, et Madrid est devenue la cible préférée de Trump.

57 Conseil général du pouvoir judiciaire, communiqué sur la condamnation de José Luis Ábalos et Koldo García, art. cité.

- **Sahara occidental :** le revirement de mars 2022 n'a acheté ni la stabilité de la frontière ni la bienveillance de Rabat[58]. Preuve en est, les évènements de juillet 2026. Pour la droite, Sánchez porte la responsabilité de cette crise.

58 Sur le revirement espagnol de mars 2022 en faveur du plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental et sa relation avec la crise de Ceuta, voir « Ceuta explained : How Spain's biggest migration crisis unfolded », Euronews, 3 août 2026, https://www.euronews.com/my-europe/2026/08/03/ceuta-explained-how-spains-biggest-migration-crisis-unfolded.

LA MÉTHODE SÁNCHEZ

En octobre 2016, il est évincé de son propre parti mais il le reconquiert 8 mois plus tard, contre un appareil qui lui était hostile. Il arrive à la Moncloa avec moins de 100 députés, survit à 2 élections successives en 2019 et parvient à rester à la Moncloa grâce à son accord de gouvernement avec Podemos (historique en Espagne). Puis vient la pandémie, ou la rupture avec Podemos et Pablo Iglesias, mais Pedro Sánchez reste en place. En 2023, contre toute attente et alors que la droite reste grande favorite, il opère une remontée extraordinaire et parvient à se faire reconduire comme président du gouvernement avec le soutien de Sumar et l'appui de petits partis au Congrès. Ensuite, les condamnations de ses plus proches collaborateurs ne l'effleurent pas. Sánchez est un survivant de la politique espagnole et un stratège hors pair. Sánchez a compris mieux que personne comment gérer la nouvelle fragmentation politique nationale espagnole. Ce phénomène le précède (Podemos est né des Indignados de 2011, Vox des remous indépendantistes catalans de 2012/2013, et Mariano Rajoy a dû gérer cela avec le Ciudadanos d'Albert Rivera pour rester à la Moncloa) mais c'est bien le premier à s'en accommoder aussi bien dans un pays habitué à un bipartisme fort PP (et AP avant) et PSOE. Il a en même temps joué du cordon sanitaire contre Vox avec succès (cela n'existait pas avant, malgré le passé de certains fondateurs d'AP), cela transforme chaque élection en référendum, et il sait qu'un référendum mobilise. Mais il a pu jouer avec le feu, car il a participé à la polarisation en Espagne et rend ainsi impossible tout recours au centre, ce qui l'a tué. En effet, la droite s'est construite sur l'antisanchisme et toute collaboration entre PP et PSOE (modèle à l'allemande que Mariano Rajoy et Felipe González voudraient voir) est impossible tant qu'il est là. Encore une fois, il fait campagne pour une victoire progressiste en Espagne (avec Frente Amplio et Podemos) contre l'extrême-droite.

On se souviendra de lui comme d'un tacticien (encore plus s'il se maintient contre toute attente), qui aura réinventé la politique espagnole (sans subir) mais son bilan en tant que gouvernant laisse à désirer et il laisse derrière lui une Espagne abîmée et clivée à souhait que son successeur aura du mal à naviguer.

LES ÉLECTIONS

Le 29 novembre, les 350 députés sont élus dans 52 circonscriptions à la méthode d'Hondt, et 208 sénateurs au suffrage direct, avec des listes communes du PSOE et du Frente Amplio au Sénat, sans Podemos.

COMMENT ON VOTE

L'erreur quand on regarde les sondages en Espagne, c'est de penser que cela est parlant et que le mode de scrutin suit une proportionnelle parfaite. Il faut savoir que tout se joue au niveau des provinces, ce qui explique la présence de partis catalans comme ERC ou Junts, malgré un score national de moins de 2 % chacun. C'est cette spécificité qui est au cœur de la campagne.

LA CHAMBRE BASSE OU CONGRESO DE LOS DIPUTADOS

Le Congrès compte 350 sièges, répartis entre les cinquante provinces et les villes autonomes de Ceuta et Melilla[59]. Chaque province reçoit d'office deux sièges et chaque ville autonome un seul, soit 102 sièges attribués avant qu'un électeur n'ait voté ; ensuite les 248 sièges restants se distribuent selon la population. Pour Madrid, on parle de 38 députés en 2026, soit un de plus qu'en 2023, et Cadix tombe à huit sièges. De leur côté, Barcelone en élit 32, et Valence 16. Au sein de chaque circonscription, on est sur une proportionnelle à la méthode d'Hondt, sur listes bloquées, avec un seuil de 3 % des votes valides. Mais ce seuil est valable en pratique seulement dans les circonscriptions offrant de nombreux sièges, dans les plus petites circonscriptions, ce seuil est logiquement plus élevé. Ainsi ce seuil n'est qu'officiel, car il dépend du nombre de sièges dans la circonscription et du score des « grosses » listes.

59 « Elecciones generales 29-N : así se reparten los 350 escaños », El Plural, octobre 2026, https://www.elplural.com/politica/espana/elecciones-generales-29-n-reparten-350-escanos-provincias-decisivas_800678102.Répartition fixée par le Real Decreto 806/2026.

C'est pour cela que le nouveau parti Democracia 21 a décidé de ne se présenter qu'à Madrid et Barcelone.

Le 23 juillet 2023, le Partido Popular a obtenu 33,06 % des suffrages au niveau national et obtenu 137 sièges[60], soit 39,1 % du Congrès. On voit ici un décalage intéressant. Le PSOE, lui, avec 31,68 %, en a eu 121. Les deux « gros » représentent moins de 65 % des voix mais 73,7 % des sièges dans le Congrès actuel. À l'inverse, Vox (12,38 %) n'a obtenu que 33 sièges et Sumar (12,33 %) 31, la faute à un système qui privilégie historiquement les 2 premières listes, et pas les troisièmes.

En effet, le système récompense deux qualités : être grand (avoir une présence nationale, comme le PP ou le PSOE) ou être territorialement concentré (comme UPN, ERC ou Junts). Les troisièmes et partis moyens sont donc désavantagés. Et pour cette raison la division de la gauche du PSOE, via Frente Amplio et Podemos, pourra coûter cher le 29 novembre. La gauche située à gauche du PSOE n'est unie que dans deux communautés autonomes (les Canaries et la Communauté valencienne) et se présente divisée dans toutes les autres, Podemos et le Frente Amplio ayant échoué à s'entendre avant la clôture des alliances le 16 octobre à minuit. En Catalogne, Podemos s'est rangé derrière l'ERC de Gabriel Rufián, pendant que le Frente Amplio y présente sa propre liste. À Madrid, les deux s'affrontent directement, Irene Montero contre Emilio Delgado.

Voir 2 listes de gauche à 5 % chacune, ce n'est pas comme avoir une seule liste à 10 % alors qu'elle pourrait gagner davantage de sièges dans la seconde configuration (n'en déplaise à Pablo Iglesias, qui affirme le contraire en prenant l'exemple de Madrid). En Espagne, l'union fait la force. Si dans les Canaries ou en Communauté valencienne on a eu alliance, c'est parce que les locaux étaient forts et ont imposé cette logique à gauche. On parle de Nueva Canarias d'un côté, Compromís de l'autre, qui se sont imposés là où les appareils nationaux décidaient seuls dans d'autres régions. À Barcelone, malgré la présence du Frente Amplio, Podemos y renonce à toute liste au profit d'ERC, ce qui concentre le vote au lieu de l'éparpiller. Partout ailleurs, la gauche a fait campagne contre elle-même, et le système électoral risque de lui en présenter la facture.

60 Résultats officiels du 23 juillet 2023 : Junta Electoral Central, résumé des résultats des élections au Congreso et au Sénat, publié au BOE le 1er septembre 2023 (BOE-A-2023- 18907), https://www.boe.es/boe/dias/2023/09/01/pdfs/BOE-A-2023-18907.pdf, rectifié par la résolution du 14 septembre 2023, BOE n° 222, 16 septembre 2023, https://www.boe.es/boe/dias/2023/09/16/pdfs/BOE-A-2023-19537.pdf.

LE SÉNAT, UNE CHAMBRE HAUTE QUI POURRAIT PESER

On est sur un modèle d'élection plus majoritaire encore que celui du Congrès. Le 29 novembre, on aura 208 sénateurs qui seront élus au suffrage direct, à raison de quatre par province péninsulaire, deux à Ceuta et à Melilla et seize dans les îles, les autres (58 dans la législature sortante) étant désignés par les parlements autonomiques[61]. Mais on a un vote limité ici, car là où quatre sièges sont à pourvoir, l'électeur ne peut en choisir que trois, sur un bulletin ouvert où il choisit des personnes et non des listes. Le parti arrivé en tête rafle donc trois sièges sur quatre dans la plupart des provinces. En 2023, on a eu 120 sénateurs élus pour le PP contre 72 au PSOE, et la majorité absolue de la chambre[62]. Quant à Vox, avec plus de trois millions de voix, il n'obtint aucun siège. C'est dur, et cette année, le PSOE et le Frente Amplio avancent unis, sans Podemos, ce qui pourrait changer la donne. Le 16 octobre à 23 h 59, soit avant la clôture officielle des alliances, le PSOE et le Frente Amplio ont enregistré une candidature commune au Sénat baptisée *Senado de Progreso*[63]. Elle couvre 45 circonscriptions (toute la péninsule hors Catalogne, plus Ceuta et Melilla), avec des listes associées aux Baléares, le PSOE conduisant toutes les listes, et Podemos n'en fait pas partie. Sánchez ne s'en cache pas, il veut gagner le Sénat. Le 27 octobre, les Comuns ont retiré leurs candidatures sénatoriales à Gérone, à Lérida et à Tarragone au profit du PSC, qui leur concède en échange un sénateur désigné par le Parlement de Catalogne[64]. L'union va donc encore plus loin.

64 « Elecciones generales del 29-N : fechas clave », El Diario de Madrid, 6 octobre 2026, https://www.eldiariodemadrid.es/articulo/politica/elecciones-generales-29-noviembre-boe-campana-electoral-diputados-senadores-fechas-clave/20261006090740143420.html.

64 « El PP se hace con la mayoría absoluta en el Senado », El Plural, juillet 2023, https://www.elplural.com/politica/pp-hace-mayoria-absoluta-senado_314560102.Le Sénat compte 265 sièges, dont 208 pourvus au suffrage direct.

64 « Acuerdo histórico para las elecciones del 29-N en el Senado : PSOE y Frente Amplio se presentarán juntos para tratar de impedir otra mayoría absoluta del PP », Infobae, 17 octobre 2026, https://www.infobae.com/espana/2026/10/17/acuerdo-historico-para-las-elecciones-del-29-n-en-el-senado-psoe-y-frente-amplio-se-presentaran-juntos-para-tratar-de-impedir-otra-mayoria-absoluta-del-pp/.La coalition fut enregistrée quelques minutes avant la clôture du registre, le 16 octobre à 23 h 59.

64 « Los Comuns retiran sus candidaturas al Senado en Girona, Tarragona y Lleida tras pactar con el PSC », elDiario.es, 27 octobre 2026, https://www.eldiario.es/catalunya/comuns-retiran-candidaturas-senado-girona-tarragona-lleida-pactar-psc_1_13618026.html.Barcelone n'est pas concernée.

Dans le cas du Sénat, on avait l'habitude de voir le vote limité écraser la gauche quand elle s'avançait divisée, alors que l'union la servait. Ainsi, si le PSOE et Sumar s'étaient présentés ensemble en 2023, le PP aurait obtenu 81 sénateurs élus au lieu de 120, et la gauche 116 au lieu de 72. L'union pourrait permettre d'obtenir de tels chiffres le 29 novembre. La droite l'a bien compris, et faute d'alliance, le PP et Vox ont coordonné leurs candidatures sénatoriales[65]. Le PP renonce à présenter des candidats au Sénat au Guipuscoa, à Gérone et à Tarragone ; Vox se retire des Canaries (Las Palmas et Santa Cruz de Tenerife), de Cadix, de Valence, de Castellón et des Baléares, où le PP intègre en échange des indépendants qu'il propose ; et Vox limite sa candidature à un seul nom dans quinze provinces, de Séville à Pontevedra. En d'autres termes, les deux partis s'engagent à ne pas se concurrencer dans neuf circonscriptions. On voit ici un changement intéressant qui montre que l'entente entre Vox et PP est possible et probable. On connaissait un Feijóo prudent quand il s'agit de Vox, le voilà qui négocie avec lui un partage de circonscriptions, et fait inscrire des candidats proposés par Vox sur ses propres listes. Devant cette nouvelle, et trop content de voir sa rhétorique d'un combat contre l'extrême droite fonctionner, Sánchez a dit que les 2 partis sont indiscernables et s'entendent trop bien. Une stratégie nécessaire au vu de l'union de la gauche, mais un cadeau pour le PSOE et sa campagne progressiste. Le Sénat dispose d'un droit de veto, limité mais fort en cas d'absence de majorité de 176 au Congrès. Dans ce cas, chaque texte contesté par le Sénat coûte 2 mois au Congrès. C'est exactement ce qu'a vécu Pedro Sánchez, et ce sera le sort de tout gouvernement minoritaire issu du 29 novembre. Une chambre réputée sans pouvoir en regagne avec les changements politiques. De plus, l'article 155 de la Constitution (ou la mise sous tutelle d'une communauté autonome, employée une seule fois, en octobre 2017, contre la Catalogne) ne peut être activé qu'avec l'approbation du Sénat à la majorité absolue[66]. Ainsi, celui qui tiendra le Sénat tiendra la clé de l'intervention sur la Catalogne, alors que Carles Puigdemont peut y rentrer à tout moment. La carte donne l'issue la plus fréquente dans chaque circonscription sénatoriale pour les 192 sénateurs élus au suffrage direct dans la péninsule, à Ceuta et à Melilla. Le PP y obtient 106 sièges (de 56 à 125), le camp de la liste commune de la gauche 72 (de 41 à 125), et Vox au moins un sénateur dans 78 simulations sur 100, surtout à Murcie et à Almería.

66 « Feijóo y Abascal mueven ficha para el 29-N : PP y Vox pactan retirar candidatos en varias provincias para frenar a la izquierda en el Senado », El Cronista, 26 octobre 2026, https://www.cronista.com/espana/politica-es/feijoo-y-abascal-mueven-ficha-para-el-29n-pp-y-vox-pactan-retirar-candidatos-en-varias-provincias-para-frenar-a-la-izquierda-en-el-senado/.

66 Constitution espagnole de 1978, article 155 : l'activation requiert l'approbation du Sénat à la majorité absolue, après mise en demeure infructueuse du président de la communauté autonome. Appliqué une seule fois, le 27 octobre 2017, à la Catalogne.

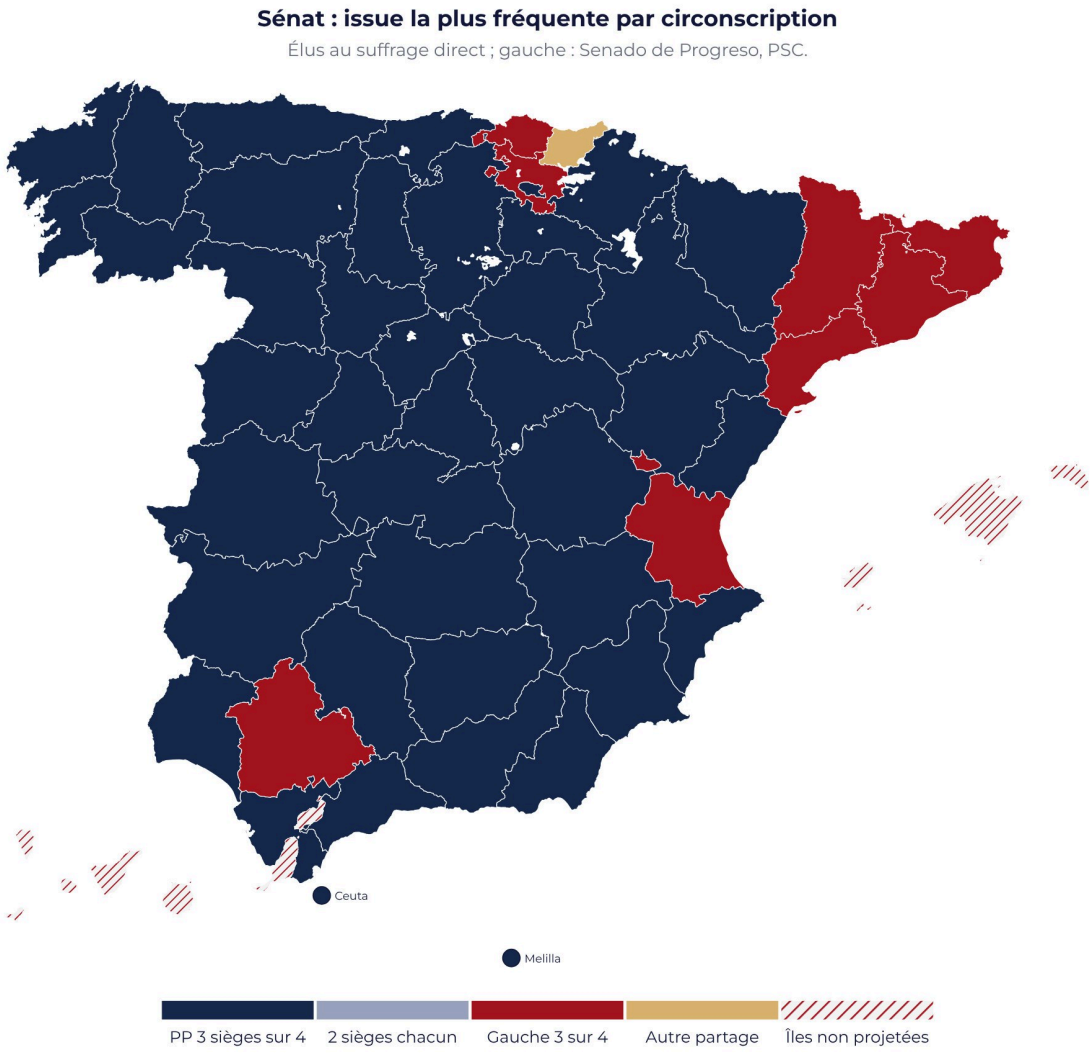


Figure 1. Projection du Sénat : issue la plus fréquente dans chaque circonscription sénatoriale.

Le PP atteint 100 sièges sur 192 dans 60 simulations sur 100, ce qui lui donnerait la majorité des 208 élus directs si les îles votent comme en 2023. Ainsi, le Sénat suit le Congreso, puisque ce seuil est atteint dans 78 simulations sur 100 quand le PP et Vox ont la majorité des députés, et dans 3 seulement sinon.

VERS L'INVESTITURE

Une fois les Cortes constituées (Congrès et Sénat), le roi reçoit les groupes parlementaires puis propose un candidat par l'intermédiaire du président du Congrès. Au premier vote, il faut la majorité absolue, 176 voix sur 350. En cas d'échec, un second vote a lieu 48 heures plus tard et la majorité simple suffit, les abstentions cessant d'être des obstacles[67]. Cela explique pourquoi l'abstention de certains députés au second tour est importante bien souvent. Si personne n'est investi dans les deux mois suivant la *prem-*

67 Constitution espagnole de 1978, article 99. Le délai de deux mois court à compter de la première votation d'investiture, non de la date du scrutin.

ière votation, le roi dissout les chambres et convoque de nouvelles élections. Le 28 novembre est journée de réflexion et la campagne se termine le 27, avant le scrutin, le dimanche 29. Les deux chambres se constituent le 23 décembre ensuite[68]. Ce n'est qu'ensuite que commencent les consultations royales. On ne verra donc pas de gouvernement formé avant Noël. En 2023, pour un scrutin le 23 juillet, les chambres ont été constituées le 17 août, et l'investiture de Sánchez s'est tenue le 16 novembre[69]. Ainsi, une investiture avant fin janvier 2027 serait rapide, alors même que Sánchez avait déjà un accord avec Sumar avant les élections de 2023. La première votation aurait lieu au plus tôt à la mi-janvier, et en cas d'impasse, le compteur sera expiré à la mi-mars, et dans ce scénario, on aura un nouveau scrutin cinquante-quatre jours plus tard[70], soit début mai 2027. Improbable, mais l'histoire récente de l'Espagne nous rappelle que tout est possible, preuve en est l'incertitude de 2019.

70 El Diario de Madrid, art. cité. Les deux chambres se constituent le 23 décembre 2026 à dix heures.

70 Scrutin le 23 juillet 2023. Séance constitutive des Cortes le 17 août : Congreso de los Diputados, Diario de Sesiones n° 1, https://www.congreso.es/public_oficiales/L15/CONG/DS/PL/DSCD-15-PL-1.PDF.Investiture de Feijóo rejetée fin septembre, en dernier lieu le 29 septembre par 177 voix contre 172 et un vote nul : Diario de Sesiones n° 6, https://www.congreso.es/public_oficiales/L15/CONG/DS/PL/DSCD-15-PL-6.PDF.Investiture de Sánchez le 16 novembre : La Moncloa, 16 novembre 2023, https://www.lamoncloa.gob.es/presidente/actividades/Paginas/2023/161123-sanchez-2sesion-investidura-xv-legislatura.aspx.

70 Délai de cinquante-quatre jours entre la publication du décret de convocation et le scrutin, conformément à la LOREG. Voir Política Electoral, https://www.politicaelectoral.com/es/espana/eventos/disolucion-cortes-elecciones-29n-2026.

LES PARTIS ET LES BLOCS

Depuis la proclamation des candidatures au BOE le 3 novembre, la configuration en Espagne est définitive avant les élections du 29 novembre.

PARTIDO POPULAR (PP)

Direction	**Alberto Núñez Feijóo, président depuis avril 2022.**
Résultat de 2023	33,06 % et 137 sièges, soit le premier parti, sans pouvoir gouverner.
Sondages actuels	30,4 % et 125 sièges dans notre forecast du 19 novembre (de 95 à 158 sièges), encore une fois on le voit arriver premier (mais en cas de forte remontée de Sánchez, tout est possible et il pourrait passer sous la barre psychologique des 30 %).
Positionnement	Alternance et assainissement : changement et nettoyage, avec la corruption et Ceuta comme leviers.
Partenaires possibles	Vox d'abord (accord de gouvernement ou pas, la question demeure et dépend de la performance de Vox) ; UPN, partenaire du PP en Navarre, et Coalición Canaria en appoint ; le PNV, peut-être.
Sociologie	Parti des plus âgés et des plus intégrés (55 % de ses électeurs ont plus de 55 ans, près de 60 % sont mariés, 40 % se déclarent catholiques pratiquants et 45 % catholiques non pratiquants, et 70 % jugent leur situation économique bonne). Idéologiquement, on est plutôt sur un parti de centre droit et c'est le placement de ses électeurs. C'est un électorat de propriétaires et de retraités, qui vote beaucoup et vote sûr.

Feijóo se présente devant les Espagnols pour la seconde fois, et la logique est la même : il lui faut Vox pour atteindre la majorité dans tous les cas, et Vox lui coûte le centre. En 2023, cette équation lui fut fatale malgré son bon résultat. Cette fois, il devrait pouvoir le faire, mais la question est ailleurs. En effet, Vox a grandi en près de 4 ans et n'est plus un simple supplétif avec une trentaine de sièges. On parle de la troisième force politique du pays, bien installée, et qui pourrait vendre chèrement sa peau après l'élection (plus encore si le cap des 70 députés est dépassé par Vox). Il pourrait voir Isabel Díaz Ayuso lui passer devant en cas de contre-performance et de dépassement par Sánchez. Dans notre forecast, le PP recule de 136 à 125 sièges depuis le 6 octobre, alors que Vox reste autour de 64. On peut signaler que la droite espagnole (PP et Vox) ne semble pas bénéficier de réserves de voix, l'électorat anti-Sánchez étant très mobilisé, et les indécis à droite n'existant pas (alors que le PSOE a une réserve avec les abstentionnistes et les indécis, qui sont déçus et fatigués d'années de sanchisme mais peuvent revenir à la maison) et cela pourrait jouer contre le PP, alors qu'une forte participation pourrait lui jouer un mauvais tour.

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL (PSOE)

Direction	**Pedro Sánchez, président du gouvernement sortant.**
Résultat de 2023	31,68 % et 121 sièges, deuxième force au Congrès.
Sondages actuels	28,7 % et 114 sièges dans notre forecast du 19 novembre (de 80 à 154 sièges). Il faut signaler une remontée récente de Sánchez, qu'on donnait mort en octobre, mais qui pourrait égaler voire dépasser son score de 2023 et arriver en tête. Les dernières tendances ne le montrent pas encore avec certitude, mais ce qui est certain, c'est que la hausse existe.
Positionnement	« L'extrême droite ou la justice sociale », la formule de Sánchez lors de l'annonce de la dissolution, avec le logement et le bilan social au centre de sa campagne. Il vise moins les centristes/modérés que les abstentionnistes et voudrait un vote utile des électeurs de Sumar/Podemos. Sánchez a fait de ce parti un parti plus extrême ou progressiste.
Lignes rouges	Aucun accord avec le PP (la grande coalition est exclue des deux côtés).
Partenaires possibles	Frente Amplio, ERC, EH Bildu, PNV, BNG, Coalición Canaria. Et Junts, de nouveau, s'il le faut pour faire le nombre.
Sociologie	Plus de la moitié de ses électeurs ont passé 55 ans, et un tiers sont retraités. 85 % des actifs qui votent socialiste sont salariés, contre 3,7 % d'employeurs. C'est le parti des salariés vieillissants et des retraités, ce qui explique à la fois sa solidité en Andalousie et en Estrémadure et sa difficulté chronique à parler aux moins de trente-cinq ans (mais Pedro Sánchez est une figure à part ici, et le parti est le plus plébiscité chez les moins de 25 ans avec 19 %).

Ce qui a marqué les derniers jours de campagne, c'est l'activisme de Sánchez. Son entretien avec Broncano à La Revuelta obtint une très forte audience et même si Santiago Abascal l'a battu légèrement en termes de nombre de téléspectateurs, sa prestation fut bien mieux perçue. De plus, son entretien avec le youtuber Jordi Wild fut le plus regardé des candidats à la présidence du gouvernement (Abascal a refusé de s'y rendre). Ensuite, son entretien dans le magazine Lecturas fut plébiscité car vu comme moins sérieux et montrant son aisance dans les médias (le magazine fut d'ailleurs rapidement en rupture de stock). Enfin, que dire de ses meetings qui ont rassemblé des milliers de personnes, même dans des villes de droite, et qui montrent qu'en campagne il n'a pas d'égal (et être face à un Feijóo technocratique et peu charismatique, ou un Abascal qui multiplie les erreurs, l'a aidé).

Cette campagne de Sánchez fut un modèle politique, et confirme que ce dernier est un animal politique, redoutablement efficace : il a pu remonter son retard à un point qu'on se demande s'il ne pourrait pas arriver en tête. Comme dit précédemment, les indécis et abstentionnistes sont principalement à gauche, des déçus du PSOE, qu'il faut ramener à la maison. Et Sánchez ne pourrait pas mieux s'y prendre pour les séduire de nouveau. Si la participation est forte ce 29 novembre (nettement au-dessus des 66,59 % de 2023), on peut s'attendre à une surprise et un PSOE fort. Peut-être pas assez pour gagner, mais assez pour limiter la casse et incarner l'opposition en position de force.

VOX

Direction	Santiago Abascal.
Résultat de 2023	12,38 % et 33 sièges, en recul sur 2019.
Sondages actuels	18,6 % et 64 sièges dans notre forecast du 19 novembre (de 43 à 87 sièges), certaines enquêtes le plaçant au-dessus de 20 %. On parle d'un doublement du nombre de sièges, la meilleure performance du lot.
Positionnement	La priorité nationale, la « remigration », et la dérégulation; l'immigration et Ceuta comme axes uniques.
Partenaires	Le PP, et personne d'autre, comme dans de nombreuses communautés.
Sociologie	On doit sortir du cliché du vote des laissés-pour-compte, alors que 47 % de ses électeurs ont fait des études supérieures, 65 % sont actifs et seulement 17 % retraités, et près de 64 % jugent leur situation économique bonne. C'est un électorat jeune, actif et plutôt aisé.

Vox est en deuxième position chez les moins de 25 ans (derrière le PSOE). Un électorat qui ne se déplace pas autant que les autres.

C'est la formation dont la progression décide de tout et sera scrutée. Cette croissance se fait pour l'essentiel aux dépens du PP, non du PSOE, et il faut insister dessus. On a en effet un effet de balancier, alors que le réservoir de droite n'est pas illimité et que la croissance de l'un se fait au détriment de l'autre. La présence de Vox au gouvernement ne serait une nouveauté qu'au niveau national, les 2 partis étant déjà alliés dans de nombreux parlements régionaux. En avril 2026, Vox est entré au gouvernement d'Estrémadure avec une vice-présidence ; en juin de la même année, le PP et Vox ont scellé un accord en Castille-et-León qui inscrit la priorité nationale dans le texte même du pacte[71]. La question en cas de victoire de la droite le 29 novembre ne sera pas tant si Vox va rentrer au gouvernement que comment. En effet, un score élevé et de nombreux sièges leur permettraient de mieux négocier avec Feijóo et de demander des ministères régaliens comme l'Intérieur.

Mais ces dernières semaines, Abascal multiplie les accrocs. Sa prestation à La Revuelta, bien que très regardée, fut perçue comme embarrassante, alors que certains pointent du doigt le fait qu'il ne puisse parler que d'immigration, et ramène tout à cela. Après l'émission, une dispute rendue publique a éclaté sur la rétention de 40 minutes d'entretien non publiées par la TVE. Cet épisode a poussé l'équipe d'Abascal à refuser de se rendre dans le podcast de Jordi Wild (le plus gros du pays, qui a vu tous les candidats se succéder) car ils voulaient un contrôle sur le contenu. Mauvaise idée pour le candidat (on sait par exemple combien le passage de Donald Trump chez Joe Rogan fut important en 2024) qui n'a pas plu à son électorat jeune, qui regarde davantage YouTube que la TVE. Ces affaires peuvent profiter au PP ou à SALF (Se Acabó La Fiesta, ou la fête est finie, le petit parti populiste d'Alvise Pérez, lui-même député européen, qui pourrait lui prendre un siège à Madrid, profitant de ces affaires). Il faudra surveiller la performance de Vox le 29 novembre et dans quel état sera le parti le 30 novembre (en dessous de 60 sièges, un petit échec pour lui, ou au-dessus de 70, ce qui serait une réussite).

71 « PP y Vox sellan un Gobierno de coalición en Extremadura », Mundiario, 16 avril 2026, https://www.mundiario.com/articulo/politica/vox-entra-gobierno-extremadura-vicepresidencia/20260416234717382759.html ; « PP y Vox afianzan su alianza con un nuevo pacto en Castilla y León que suma la prioridad nacional », Todo Alicante, 3 juin 2026, https://www.todoalicante.es/politica/pp-vox-alcanzan-acuerdo-castilla-leon-investir-20260603094218-ntrc.html.

LA GAUCHE ÉCLATÉE

Frente Amplio	
Composition du front	Izquierda Unida (IU), Movimiento Sumar, Más Madrid et les Comuns.
Candidate	Ada Colau, ancienne maire de Barcelone, est candidate à la présidence du gouvernement et tête de liste à Barcelone, alors que Madrid revient à Emilio Delgado[72].
Résultat en 2023	Sous l'étiquette Sumar : 12,33 % et 31 sièges. Ils sont entrés au gouvernement progressiste mené par Sánchez
Sondages actuels	Environ 6,5 % et 10 sièges dans notre forecast du 19 novembre (de 3,7 à 11,2 % et de 3 à 28 sièges).
Alliances locales	Listes communes avec Podemos dans deux communautés seulement, le Pays valencien et les Canaries ; appoints régionaux avec la Chunta en Aragon, Batzarre en Navarre, Iniciativa del Pueblo Andaluz en Andalousie[73].
Partenaires possibles	Le PSOE et Podemos.
Sociologie	On est sur l'électorat le plus diplômé de tous (54 % d'études supérieures, près d'un quart de ses actifs appartenant aux professions intellectuelles et scientifiques, 26,5 % de moins de 34 ans). C'est aussi le plus volatil et en 2023, 60,8 % seulement des électeurs de Podemos de 2019 ont voté pour Sumar, et pour 2026 le risque d'éparpillement est fort (d'autant plus avec Podemos qui se présente). Un électorat urbain, jeune et instruit, mais qui ne se déplace pas toujours.
Podemos	
Candidate	Irene Montero, candidate à la présidence du gouvernement et tête de liste à Madrid[74].
Résultat en 2023	Intégré à la coalition Sumar, qu'il a quittée depuis après des frictions.
Sondages actuels	Environ 1,2 % et aucun siège dans notre forecast du 19 novembre (de 0,5 à 2,8 % et de 0 à 2 sièges)
Alliances locales	Listes propres dans la quasi-totalité des territoires ; aucune liste en Catalogne, où le parti alimente celles d'ERC, Gabriel Rufián faisant en échange campagne pour Montero dans le reste de l'Espagne[75].
Partenaires	ERC, et une défiance ouverte envers le Frente Amplio, qu'il devrait rejoindre avec le PSOE si un accord est possible.

75 « Frente Amplio presenta a Ada Colau de candidata sin lograr un acuerdo general con Podemos », Infobae, 17 octobre 2026, https://www.infobae.com/espana/agencias/2026/10/17/frente-amplio-presenta-a-ada-colau-de-candidata-sin-lograr-un-acuerdo-general-con-podemos/.La dépêche relève elle-même le caractère « peu habituel » d'une candidature à la présidence conduite depuis Barcelone.

75 « Así quedan los acuerdos de la izquierda para las elecciones generales del 29-N », Infobae, 17 octobre 2026, https://www.infobae.com/espana/2026/10/17/asi-quedan-los-acuerdos-de-la-izquierda-para-las-elecciones-generales-del-29-n-estas-son-las-listas-a-la-izquierda-del-psoe-en-cada-comunidad-autonoma/.

75 Infobae, 17 octobre 2026, art. cité : Podemos a déposé sa propre liste madrilène avec Irene Montero comme candidate à la présidence du gouvernement.

75 « Montero y Rufián pactan para el 29-N », El Español, 12 octobre 2026, https://www.elespanol.com/espana/politica/20261012/montero-rufian-pactan-podemos-no-presentara-cataluna-erc-pedira-voto-resto-espana/1003744417179_0.html.

Ce morcellement de la gauche du PSOE est une des clés du scrutin. On a longtemps pensé que l'union était possible et pourrait changer le 29 novembre ; cette dernière ne fut que partielle et les rivalités n'ont pas pu être surmontées. La négociation entre le Frente Amplio et Podemos a échoué dans l'immense majorité des territoires, Madrid et la Catalogne comprises[76], et cette union ne tient qu'au Pays valencien et aux Canaries. Ainsi on a deux candidatures rivales à la présidence du gouvernement sur le même espace électoral, Colau et Montero. La configuration à Barcelone est la plus défavorable pour la gauche, Colau y conduit la liste du Frente Amplio quand Podemos, absent du scrutin, fait voter pour ERC et un Rufián très populaire. Si on se rappelle bien, on a connu pareil scénario de fragmentation en décembre 2015, lorsque Izquierda Unida se présenta séparément de Podemos. Le résultat pour IU : 926 783 voix, et deux sièges[77], 3,7 % des suffrages pour 0,6 % des sièges. C'est un modèle d'échec à gauche, mais la division a joué pour le PSOE plus tard, alors que Pedro Sánchez a émergé. Certains diraient que Pedro ne serait pas mécontent de cet état de fait, voyant la gauche dure mourir en Espagne et captant cet électorat pour mieux rebondir par la suite. Il réussirait ainsi l'union des gauches au sein du PSOE, qui redeviendrait la seule véritable force de gauche en Espagne. Mais c'est vraiment de la politique fiction.

77 Infobae, 17 octobre 2026, art. cité : l'accord a échoué « dans l'immense majorité des territoires », Madrid et la Catalogne comprises.

77 Coalition « Unidad Popular » : 926 783 voix et 2 sièges sur 350 au scrutin du 20 décembre 2015. Junta Electoral Central, résolution du 26 janvier 2016, résumé des résultats, BOE n° 25, 29 janvier 2016, p. 7920, https://www.boe.es/boe/dias/2016/01/29/pdfs/BOE-A-2016-867.pdf.

Le choix d'Ada Colau, qui n'est plus maire de Barcelone depuis 2023 et plus une figure politique de premier plan, est révélateur d'une difficulté à gauche. En plus de son absence depuis des années, elle est fortement liée à Barcelone, et sa notoriété nationale est inséparable d'un bilan municipal contesté. Dans une campagne où le logement est le premier sujet, son profil de militante du droit au logement est un atout évident, mais, alors que la gauche doit prouver qu'elle n'appartient pas au passé, c'est un handicap. C'est la seule tête de liste qui ne conduit pas la liste de son parti à Madrid, ce qui ne s'était pour ainsi dire jamais vu. Certains y verront une volonté de s'ouvrir à la Catalogne, qui est ostracisée depuis des années (habile), mais d'autres y verront un aveu de faiblesse alors qu'on veut sécuriser un siège sans espérer énormément au niveau national. En détail : au Sénat, la gauche s'unit, mais au Congrès, elle reste divisée malgré les discussions. Après la fin des alliances, beaucoup ont milité pour que le Frente Amplio retire ses listes dans les provinces à faible magnitude, où elles ne peuvent rien gagner mais peuvent faire perdre, afin de concentrer le vote sur le PSOE[78]. Le 26 octobre, au terme de plusieurs jours de désaccord interne, la coalition FA a confirmé qu'elle présenterait des listes dans 51 des 52 circonscriptions espagnoles. Au BOE, elle est finalement présente dans 49 : 44 sous son nom et 5 sous une marque locale. Parmi les absences figure Teruel, une province qui élit trois députés. En 2023, le PP en a pris deux et le PSOE un[79]. Mais Podemos maintient sa propre liste à Teruel. Ainsi, pour certains, le retrait du Frente Amplio n'aura servi à rien. Une analyse de *Cadena SER* fondée sur trois mille simulations, publiée le 24 octobre, estime que la séparation entre le Frente Amplio et Podemos coûte de quatre à huit députés dans deux scénarios sur trois. Sont citées les circonscriptions de la Biscaye, La Corogne, Madrid, les Asturies et Pontevedra[80]. Selon le modèle, une liste commune aurait conservé l'addition exacte des voix des deux partis, ce qui semble généreux et ne prend pas en compte les probables abstentions, mais cela capte bien l'idée. La fourchette basse nous donne un possible gain de 4 sièges en cas d'alliance, et dans un scrutin où la majorité absolue se jouerait entre 186 et 195 sièges pour le bloc de droite, 4 sièges ne changeront probablement pas le vainqueur. Ils pourraient en revanche changer la nature de sa majorité. Une vision que nous pouvons avoir, c'est que si la gauche venait à se retirer des provinces où elle est faible, elle accepterait de devenir un appoint du PSOE et perdrait, avec ses listes, la raison de son existence. Le Frente Amplio a préféré sauver sa condition de force nationale au prix de quelques sièges. C'est défendable du point de vue d'un parti. Ce l'est beaucoup moins du point de vue d'un électeur de gauche. Nous avons simulé une liste commune du Frente Amp-

80 « Frente Amplio rules out more withdrawals in provinces for 29-N », El Constitucional, 26 octobre 2026, https://www.elconstitucional.es/en/national/politics/frente-amplio-rules-out-more-withdrawals-in-provinces-for-29n-it-will-run-throughout-spain-except-teruel-despite-the-psoe-useful-vote-issue_9414_102.html ; voir aussi « Frente Amplio confirma que tendrá candidatos en todas las circunscripciones al Congreso y solo renuncia a Teruel », RTVC, 26 octobre 2026, https://rtvc.es/frente-amplio-confirma-tendra-candidatos-todas-circunscripciones-congreso-solo-renuncia-teruel-26-octubre-2026/.

80 El Constitucional, art. cité. Teruel élit trois députés ; en 2023, le PP en obtint deux et le PSOE un.

80 Analyse de Cadena SER sur trois mille simulations, publiée le 24 octobre 2026 et citée par El Constitucional, art. cité. Le modèle suppose qu'une liste commune conserverait exactement l'addition des voix des deux partis, hypothèse généreuse qui majore sans doute le coût réel de la division.

lio et de Podemos dans toute l'Espagne, en additionnant leurs voix. Ensemble, ils obtiendraient 17,2 sièges en moyenne, contre 12,5 avec des listes séparées, soit environ cinq sièges de plus, dont près de deux pris à la droite et le reste à ERC et au PSOE.

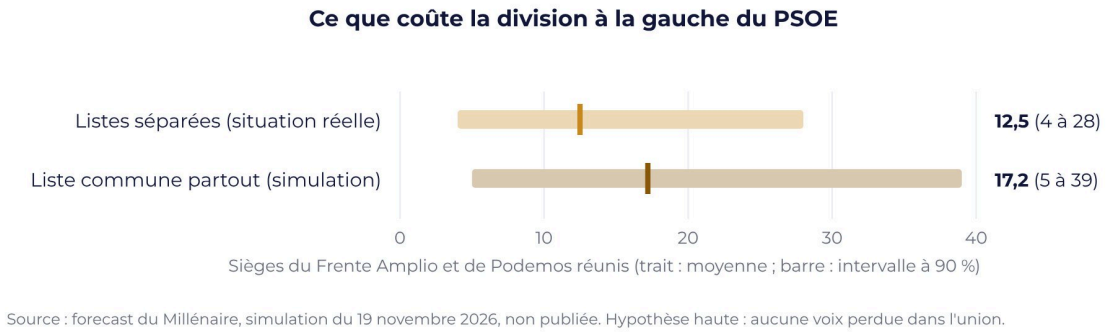


Figure 2. Sièges de la gauche du PSOE avec des listes séparées et avec une liste commune.

Les chances de majorité du PP et de Vox ne baissent que de trois points avec une liste commune, de 77 à 74 sur 100, si bien que la division coûte des sièges à la gauche du PSOE sans changer le vainqueur. Ce calcul repose sur une hypothèse haute, qui suppose qu'aucun électeur ne quitte l'union.

Tableau 1. Sièges moyens selon la stratégie de la gauche du PSOE (20 000 simulations)

En moyenne	Listes séparées	Liste commune
Frente Amplio et Podemos	12,5	17,2
PSOE	115,1	114,2
ERC	10,6	9,1
PP + Vox	190,6	188,7
PP + Vox majoritaires (sur 100)	77	74

Simulation faite sur le tirage du 18 novembre, avant le correctif de Santa Cruz de Tenerife (effet sur la majorité : moins d'un point).

LES FAISEURS DE ROI

Reste le groupe qui a décidé des deux dernières législatures et pourrait décider de celle-ci. En 2023, l'investiture de Sánchez a tenu à l'addition de huit formations[81] ; le vote du 2 octobre 2026 a montré ce qu'il en restait[82]. Pour une fois, les petits partis ne sont pas autant scrutés, mais si la droite n'était pas en mesure d'obtenir une majorité, leurs sièges compteraient. On parle de l'UPN, de CC, du PNV, d'EH Bildu, de l'ERC (même si Rufián fait campagne avec Podemos), ou de Junts. Aliança Catalana, parti d'extrême droite en vogue en Catalogne, ayant décidé de ne pas se présenter, c'est le résultat de SALF (Se Acabó La Fiesta ou La fête est finie) qui sera à regarder. On ne leur donne pas de siège, voire un seul, mais s'il débarquait aux Cortes, il pourrait être l'image d'une Espagne contestatrice et peser de plus en plus à droite. La performance du nouveau parti libéral Democracia 21, qui ne se présente qu'à Madrid et Barcelone, sera aussi regardée car une bonne performance signifierait le retour du libéralisme en Espagne où il n'existe plus depuis la sortie de Ciudadanos des Cortes.

82 Investiture du 16 novembre 2023, acquise par 179 voix : PSOE, Sumar, ERC, Junts, EH Bildu, PNV, BNG et Coalición Canaria.
82 Vote du 2 octobre 2026 sur le premier décret logement : 172 voix pour (PSOE, Sumar, ERC, EH Bildu, PNV, Podemos, BNG, Coalición Canaria, Compromís) contre 178 (PP, Vox, Junts, UPN). Sur le second, le PNV et Coalición Canaria basculèrent dans l'opposition.

LES PERSONNES À SUIVRE

LES TROIS HOMMES DE CETTE CAMPAGNE

Pedro Sánchez d'abord, puisqu'il reste le centre de gravité, même affaibli. Il livre sa quatrième campagne législative en sept ans et demi, et, comme en 2023, il part derrière (mais n'est-il pas meilleur dans le rôle d'outsider ?). Il veut occuper le terrain du logement, un thème fort qu'il a choisi, transformer le scrutin en référendum contre l'extrême droite, et compter sur une mobilisation de dernière semaine, notamment avec les entretiens et débats à la télévision. La Revuelta (forte part de marché et audience) et Espejo Público se sont bien passés, le Cara a Cara du 19 contre Feijóo, un peu moins, même si les retours sont mitigés et la faiblesse de l'affrontement est pointée du doigt (mais Feijóo, qui était comparable à un accusateur/procureur et très offensif, face à un Sánchez plus calme, qui pouvait paraître fatigué, peut s'être aliéné les électeurs malgré son avantage, semblant froid et austère, contre un président sortant sur la défensive mais ayant adopté un ton plus conciliant et ayant dit beaucoup de vérités selon certains ; maintenant, le même débat en 2023 avait vu un résultat qui tendait aussi vers Feijóo, et les électeurs n'en ont pas tenu rigueur à Sánchez ; on peut même se demander si ces débats froids comptent autant aux yeux des Espagnols). Pour autant, l'engouement est plus fort cette année (nous ne sommes pas en été) et Sánchez fait une excellente campagne qui pourrait mobiliser, ce qui montre que le doute est permis. Ce dernier semble vouloir rester à la tête du PSOE quoi qu'il arrive, et pourrait être soit reconduit si la droite manque encore les 176 sièges, soit être le leader vocal de l'opposition alors que les premiers mois de la droite au pouvoir seront intenses, entre budget (aucun budget n'a été voté depuis 2023) et des élections en mai prochain dans certaines Communautés, qui pourraient renverser l'équilibre précaire à droite (se souvenir qu'il a émergé en 2018 non pas parce qu'il avait une majorité, mais parce que Rajoy est tombé et qu'il était chef de l'opposition).

Alberto Núñez Feijóo joue sa dernière carte, et il le sait, car en cas de nouvelle désillusion, il devra partir. Il a ouvert sa précampagne le 10 octobre à Madrid, entouré d'Aznar, de Rajoy et d'Isabel Díaz Ayuso[83], une belle image. En effet, on a un candidat qui convoque simultanément le passé (glorieux) de son parti et sa rivale la plus dangereuse (présidente de la Communauté de Madrid), parce qu'il n'est pas assez fort pour se passer de l'un ou de l'autre. Feijóo n'est ni un tribun ni un homme de rupture ; c'est un gestionnaire fort de nombreuses réussites en Galice où son sens du compromis a fait des miracles. Dans la politique actuelle, cela peut être un avantage car il faudra pactiser avec Vox, mais cela est un handicap aussi car il a une image de centriste modéré que n'a pas Ayuso par exemple. Santiago Abascal est le seul des trois qui ne pourra que progresser le 29 novembre, ce qui ne signifie pas forcément gagner. Si la droite atteint 176 sièges, il entre au gouvernement ; mais si elle échoue de peu (mais a un parti avec plus de 60 sièges), il devient le pôle dominant de l'opposition et désignera le PP comme responsable. Il n'a pas besoin de ménager son partenaire, et c'est pour cela qu'il peut marquer ce 29 novembre et l'après-scrutin. Pas de bilan à défendre pour Abascal, à la différence des autres, qui va à fond sur le thème de l'Espagne attaquée. Maintenant, en cas de contre-performance à cause des polémiques récentes, il pourrait voir son leadership flancher au sein du parti (il contrôle étroitement le parti, mais rien n'est impossible en politique).

LES JOUEURS DE L'OMBRE

Isabel Díaz Ayuso est la deuxième personnalité la plus influente du Parti populaire, et la seule personnalité espagnole capable de faire de l'ombre à son propre chef de file. Elle jouit d'une grande popularité à Madrid alors qu'on la voit comme tenante d'une droite qui réussit (et qui n'a pas hésité à pactiser avec Vox dès 2021). Le 16 octobre, elle a d'ailleurs mis en scène à Madrid la réconciliation du PP et de Vox[84]. Ainsi, elle normalise l'alliance que Feijóo n'ose pas revendiquer, et elle se place pour lui succéder s'il échoue. Mais Feijóo en a besoin, donc il doit tolérer.

84 « Feijóo arranca la precampaña arropado por Aznar, Rajoy y Ayuso », El Independiente, 10 octobre 2026, https://www.elindependiente.com/espana/2026/10/10/aznar-rajoy-y-ayuso-arropan-a-feijoo-en-su-primer-acto-de-precampana/.

84 « Ayuso y Moñino escenifican la paz entre PP y Vox en Madrid antes del 29-N », Moncloa.com, 16 octobre 2026, https://www.moncloa.com/2026/10/16/pp-vox-madrid-29n-ayuso-monino-3449608/.

Gabriel Rufián, porte-parole d'ERC et icône à gauche, est devenu, par le pacte du 12 octobre avec Irene Montero[85], l'organisateur de fait de la gauche non socialiste, et il l'a fait en dehors du Frente Amplio. C'est la figure catalane qui compte le plus au niveau national, et pourrait incarner la gauche hors PSOE après les élections. D'autant plus que le Frente Amplio a envoyé des messages inquiétants ces derniers mois. Salvador Illa, le président PSC de la Generalitat depuis août 2024, est un socialiste gouvernant une Catalogne enfin apaisée ; il prouve que la désescalade a fonctionné. Il pourrait devenir le successeur le plus crédible si le PSOE perd et que Sánchez s'efface (même s'il ne se fait pas trop entendre actuellement). Terminons ce passage catalan avec Carles Puigdemont, dont le retour possible pourrait ramener l'indépendance sur le devant de la scène. Mis à part cela, c'est l'absence de relève au PSOE qui est à noter, surtout dans son ancien bastion andalou. María Jesús Montero, ancienne vice-présidente du gouvernement et ministre des Finances, a conduit le PSOE andalou au scrutin du 17 mai 2026 et y a enregistré le pire résultat de l'histoire du parti en Andalousie avec 22,76 % et 28 sièges sur 109, contre 41,56 % et 53 sièges au PP[86]. L'Andalousie, qui pèse une soixantaine de sièges au Congrès et fut la forteresse socialiste pendant trente-sept ans, est désormais gouvernée par une coalition PP-Vox. Si le PSOE ne redresse pas la barre dans les huit provinces andalouses le 29 novembre, le réveil sera dur.

86 « Montero y Rufián pactan para el 29-N », El Español, 12 octobre 2026, https://www.elespanol.com/espana/politica/20261012/montero-rufian-pactan-podemos-no-presentara-cataluna-erc-pedira-voto-resto-espana/1003744417179_0.html.

86 Élection andalouse du 17 mai 2026 : PP 53 sièges sur 109, PSOE-A 28, Vox 15. Résultats officiels : Junta Electoral de Andalucía, résolution du 2 juin 2026, BOJA n° 108, 8 juin 2026, https://www.juntadeandalucia.es/boja/2026/108/BOJA26-108-00008_10000473.pdf ; « Conservatives win election in Spain's Andalusia, but need far right to govern », Reuters, 18 mai 2026.

QUELS ENJEUX ET À QUOI S'ATTENDRE ?

Notre forecast donne au PP et à Vox la majorité absolue dans 76 simulations sur 100, si bien que la question du 29 novembre porte d'abord sur le poids de Vox, sous 60 sièges dans 36 simulations sur 100 et à 70 sièges ou plus dans 34.

LES SONDAGES

LES RAISONS DE S'EN MÉFIER

Le plus important est l'échec de 2023. On dit souvent que les instituts avaient surestimé la droite et sous-estimé le PSOE, et c'est à la fois vrai et faux. Le PP fut effectivement gonflé : on lui prêtait plus de 140 et jusqu'à 150 sièges, contre 137 à l'arrivée[87], et le PSOE sous-estimé d'environ six sièges. Mais Vox ne fut que légèrement surestimé (0,6 point), les instituts le plaçant aux alentours des 33 sièges qu'il a finalement obtenus. Le PP est bien arrivé en tête, et Vox troisième, donc les instituts ne se sont pas trompés là-dessus. Le CIS donnait le PSOE en tête à plus de 30 %, loin devant le PP en 2023, et continue à le faire. On présente souvent le CIS comme ayant vu juste en 2023, mais c'est une légende statistique, car ses fourchettes étaient si larges qu'elles contenaient presque tous les résultats possibles, et là où il s'est engagé, il s'est lourdement trompé (les 43 à 50 sièges annoncés pour Sumar, qui en obtint 31)[88]. Attention aux sondages du CIS donc (il faut regarder davantage les corrections du CIS). Pareil pour SW Demoscopia, même si nous n'avons pas de passif sur lequel nous baser. Vox capte environ 1,4 million de voix au PP selon Iván Redondo (ancien conseiller de Sánchez), principalement chez les moins de quarante-cinq ans, et ce transfert se concentre dans 48 provinces de l'intérieur qui élisent peu de députés[89]. Le total du bloc de droite n'en est pas modifié ; sa répartition interne, si, car il n'existe pas de réserve de voix pour la droite qui représente un bloc de 50 %. Donc si Vox monte, ce sera au détriment du PP, et inversement. Un PP fort à plus de 32 % n'est pas possible avec un Vox à plus de 20 %. Pire, dans une circonscription à trois sièges, une redistribution interne peut suffire à faire basculer le dernier siège vers le PSOE. Redondo estime que le PSOE n'est qu'à trois points et pourrait redevenir prem-

89 « Las encuestas que fallaron inflaron en 14 escaños al PP por encima del resultado final del 23-J », elDiario.es, juillet 2023, https://www.eldiario.es/politica/encuestas-fallaron-inflaron-pp-14-escanos-resultado-final-23j_1_10403177.html.Les comparaisons y sont faites sur les chiffres du soir électoral (PP 136, PSOE 122), avant que le dépouillement du vote de l'étranger ne porte le PP à 137 et ne ramène le PSOE à 121.

89 elDiario.es, art. cité : sur Sumar, le CIS annonçait 43 à 50 sièges pour 31 obtenus.

89 « Iván Redondo identifica dónde está el peligro de Vox para el PP », Bilbao Hiria, 14 octobre 2026, https://bilbaohiria.com/actualidad/ivan-redondo-vox-pp-escanos-provincias-interior.

ière force[90]. Pourtant, Redondo chiffre le total PP-Vox à 186-190 sièges, c'est-à-dire dix à quatorze au-dessus de la majorité absolue. Pour lui, la droite gagne moins bien qu'elle ne le croit, et quelques sièges dispersés peuvent changer la nature de la coalition qui sortira des élections. Cette analyse semble cohérente, et pourrait se vérifier le 29 novembre. La participation est l'inconnue la plus mal modélisée et pourtant elle est capitale. En juillet 2023, 66,59 % des inscrits avaient voté, en plein été, avec un recours massif au vote par correspondance[91]. Le 29 novembre est un dimanche de fin d'automne ; il n'y aura pas d'effet vacances. Or le PSOE possède une plus grande réserve de voix que la droite (les votants de Sánchez sont plus fatigués et se disent pour l'instant abstentionnistes, mais le clivage et la bonne campagne de Sánchez pourraient les faire changer d'avis…). La droite pourra mobiliser sa base, mais les abstentionnistes, qui tendent plus à gauche, sont l'inconnue de cette élection du 29 novembre, et les sondages ne mesurent pas cela. Une participation nettement supérieure aux 66,59 % de 2023 bénéficierait à Sánchez. La publication d'enquêtes est interdite durant les cinq jours précédant le scrutin[92], soit du 24 au 28 novembre. Ainsi, le dernier sondage a pu paraître le 23 novembre, et les derniers jours de campagne échappent à toute mesure publiée. En 2023, ce fut pareil et ça a joué. La figure donne l'erreur des derniers sondages publiés à sept jours du vote pour le PP, le PSOE et Vox lors des trois derniers scrutins. En 2023, le PSOE a été sous-estimé de 3,4 points, le PP surestimé de 0,9 point et Vox de 0,6, alors qu'en avril 2019 le PP et Vox avaient été surestimés ensemble et qu'en novembre 2019 Vox avait été sous-estimé de 2 points.

92 « Iván Redondo : El PSOE puede ser primera fuerza », Bilbao Hiria, 8 octobre 2026, https://bilbaohiria.com/actualidad/ivan-redondo-psoe-primera-fuerza-tres-puntos-29n/.Propos tenus sur Antena 3.

92 Participation de 66,59 % au scrutin du 23 juillet 2023. Le seul précédent récent de législatives de fin d'automne est le scrutin du 10 novembre 2019. Source : CREM, Región de Murcia, résultats des élections générales du 23 juillet 2023, https://econet.carm.es/inicio/- /crem/sicrem/PU14/jul23/pdf/sec1.pdf.

92 Loi organique du régime électoral général, article 69.7.

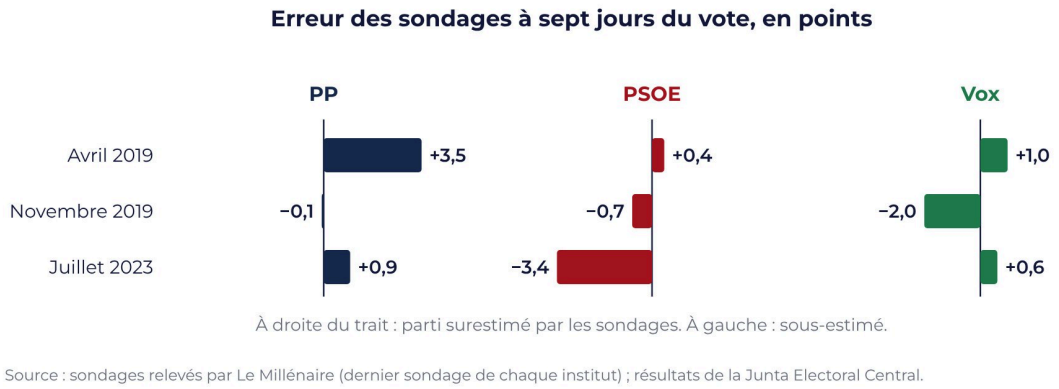


Figure 3. Erreur des derniers sondages sur le PP, le PSOE et Vox, en 2019 et en 2023.

Deux fois sur trois, l'erreur a touché le PP et Vox dans le même sens, si bien que le total de la droite n'est pas mieux connu que sa répartition. C'est ce qui explique la largeur de notre intervalle pour les deux partis réunis, de 154 à 224 sièges, calculé sur trois scrutins seulement.

TROIS ERREURS DE SONDAGE REJOUÉES SUR NOTRE FORECAST

Nous avons rejoué sur nos 20 000 simulations du 19 novembre l'erreur commise par les sondages sur le PP, le PSOE et Vox lors des trois derniers scrutins. Si l'erreur de juillet 2023 se répète, le PP tombe à 117 sièges, le PSOE monte à 127 et la majorité du PP et de Vox n'est plus atteinte que dans 55 simulations sur 100, contre 61 avec l'erreur d'avril 2019 et 77 avec celle de novembre 2019, qui avait sous-estimé Vox. Aucune des trois erreurs passées ne renverse le pronostic, puisque la droite reste majoritaire dans au moins 55 simulations sur 100. Seulement, une erreur comme celle de 2023 ferait du PSOE le premier parti en sièges dans 59 simulations sur 100, le scénario sur lequel Pedro Sánchez fait campagne.

Tableau 2. Sièges médians et probabilités selon l'erreur des sondages rejouée

Erreur rejouée	PP	PSOE	Vox	PP et Vox majoritaires	PSOE premier en sièges
Aucune	124	114	64	74 sur 100	39 sur 100
Celle d'avril 2019	116	119	64	61 sur 100	52 sur 100
Celle de novembre 2019	120	113	70	77 sur 100	43 sur 100
Celle de juillet 2023	117	127	60	55 sur 100	59 sur 100

Sièges médians. Calcul Le Millénaire : erreur de chaque scrutin appliquée en proportion dans chaque province aux 20 000 simulations du 19 novembre, puis répartition d'Hondt. Recalcul simplifié : sans erreur, 74 chances sur 100 de majorité, contre 76 dans le forecast.

CE QUE L'ON SAIT VRAIMENT

Quoi qu'on en dise, le PP semble bien parti pour arriver en tête, Vox progressera probablement et pourrait devenir deuxième force dans certaines régions, et la gauche du PSOE pourrait être amenuisée à cause de la division. Mais une surprise : le PSOE résiste mieux que ce qu'on pouvait penser en septembre, et le débat sur le logement y est probablement pour quelque chose. Ainsi, Sánchez pourra réussir son pari, en dépassant les 30 %, voire en devenant la première force politique du pays (38 chances sur 100 d'arriver premier en sièges selon notre forecast du 19 novembre).

La question principale du 29 novembre : le PP et Vox franchissent-ils les 176 sièges ? Si on regarde les sondages et les avis des experts, qui les placent autour de 190 sièges (191 en médiane dans notre forecast, de 154 à 224), la réponse est oui (sauf si on se fie au CIS). Mais Sánchez en campagne est très bon, il l'a montré en ce mois de novembre, à un autre niveau que Feijóo et Abascal, et sa remontée de 2023 nous invite à la retenue. Mais en 2023 il devait remonter moins de points dans les sondages qu'aujourd'hui, et Podemos ne s'était pas présenté, laissant la voie libre à Sumar. Ainsi, il pourrait remonter son retard, voire arriver en tête, mais se retrouver trop seul pour espérer gouverner, entre une gauche du PSOE éclatée et Junts en froid avec Pedro Sánchez.

Le soir du 29 novembre, ce qui sera à suivre :

- **1. Le seuil des 176.** Le total PP-Vox décide de tout le reste.
- **2. L'écart entre le PP et Vox.** Au-delà de 70 sièges pour Vox, le PP perd sa place dominante dans l'alliance de droite. En deçà de 60, Feijóo garde la main sur la composition du gouvernement (et l'avenir).
- **3. Le résultat du PSOE :** si Sánchez dépasse les 30 % ou mieux, s'il est finalement premier, l'impact pourrait être fort. Cela ne signifiera pas qu'il pourra gouverner (il est tributaire de la droite et de son résultat), mais il pourra incarner une opposition forte et marquée sur l'antifascisme et la lutte contre l'extrême droite (d'autant plus que la gauche du PSOE pourrait chuter lourdement).

- **4. Le Frente Amplio à Madrid, Barcelone, Valence et Séville.** Ada Colau a pour mission de survivre à défaut de compter ; la déroute du FA en termes de sièges pourrait signer le retour du PSOE comme force dominante à gauche ou ouvrir la voie à Rufián.
- **5. La participation.** Au-dessus de 66,6 % (score de 2023), les hypothèses de mobilisation du PSOE deviennent crédibles ; nettement en dessous, les sondages pourraient avoir vu juste.
- **6. L'Andalousie.** Ses huit provinces élisent 60 députés, et le PSOE n'y a obtenu que 28 sièges sur 109 aux élections régionales du 17 mai 2026, son pire résultat.

UN CHÔMAGE EN BAISSE QUI FAVORISE LE SORTANT

Chaque point de la figure est un scrutin depuis 1989, placé selon la variation du chômage pendant la législature et le score du parti sortant. Entre 2022 et 2025, le chômage est passé de 13,0 % à 10,5 %, et à ce niveau notre modèle attend le PSOE à 31,9 %, contre 27,7 % dans les sondages.

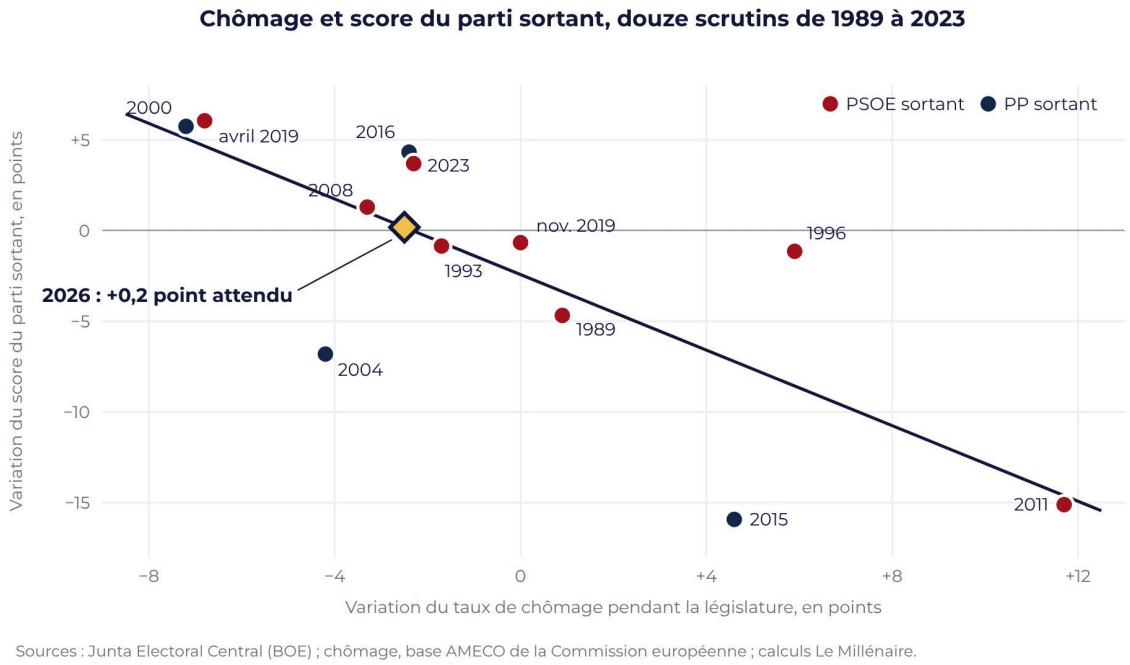


Figure 4. Variation du chômage pendant la législature et score du parti sortant, de 1989 à 2023.

Sur les douze scrutins depuis 1989, la variation du chômage prévoit mieux le score du sortant que la croissance, l'inflation ou la durée au pouvoir. Notre forecast lui donne un poids de 30 %, ce qui relève le PSOE de 1,3 point, et notre test sur trois scrutins montre que ce signal ne fait pas mieux que les sondages seuls dans le dernier mois avant le vote.

FORECAST

UNE MÉTHODE FONDÉE SUR 41 SONDAGES ET 20 000 SIMULATIONS

Tableau 3. Comment est construit notre forecast

Bloc	Contenu
Sondages	41 enquêtes de 18 instituts relues à la source, pondérées selon l'erreur passée de chaque institut
Historique	Géographie du vote de 2023 pour répartir les voix entre les 52 circonscriptions, erreurs des scrutins passés pour fixer la largeur des intervalles
Structurel	Variation du chômage pendant la législature, avec un poids de 30 % sur le score du parti sortant
Simulation	20 000 élections, sièges attribués circonscription par circonscription à la méthode d'Hondt, intervalles à 90 %
Date	Tirage du 19 novembre 2026

UNE MAJORITÉ DU PP ET DE VOX DANS 76 SIMULATIONS SUR 100

Selon notre forecast du 19 novembre, le PP reste le premier parti avec 125 sièges, soit 12 de moins qu'en 2023, et le PSOE en obtient 114, sept de moins qu'il y a trois ans. Vox passe de 33 à 64 sièges, quand le Frente Amplio, avec 10 sièges, reste loin des 31 sièges obtenus par Sumar en 2023.

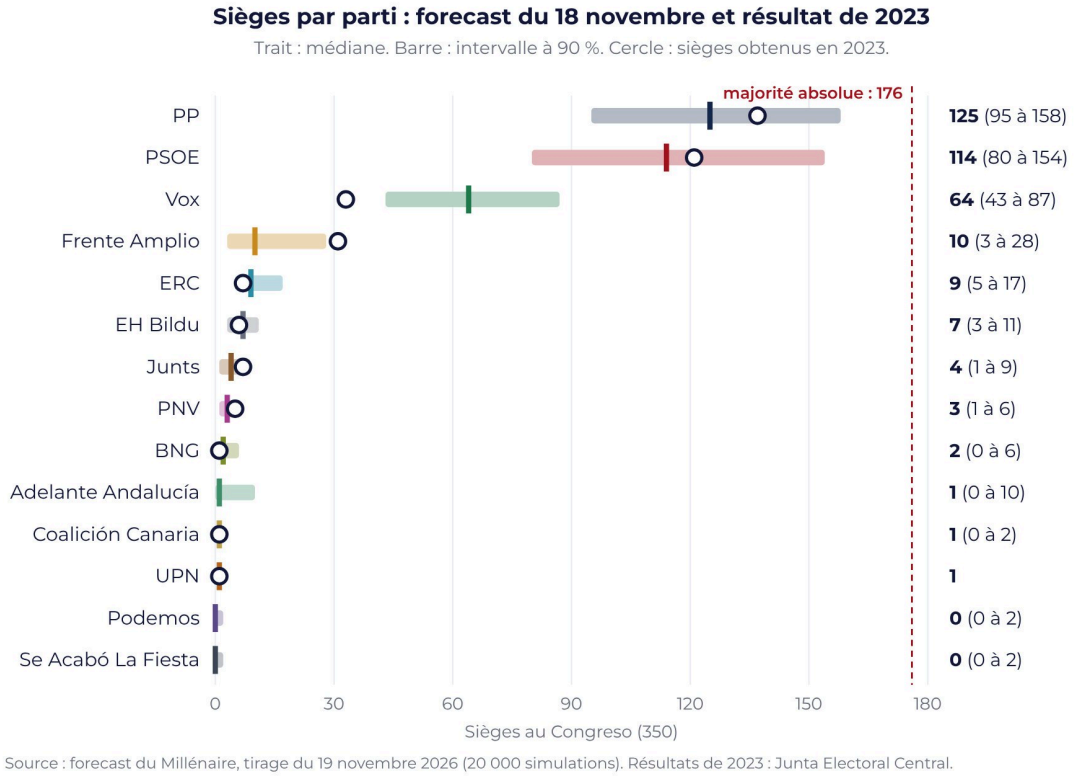


Figure 5. Sièges par parti : médiane, intervalle à 90 % et résultat de 2023.

Les intervalles à 90 % des deux grands partis se recouvrent largement, de 95 à 158 sièges pour le PP et de 80 à 154 pour le PSOE, si bien que la première place reste ouverte. Ainsi, le seul mouvement net depuis 2023 est le gain de 31 sièges par Vox, quand le PP en perd 12 et le PSOE 7.

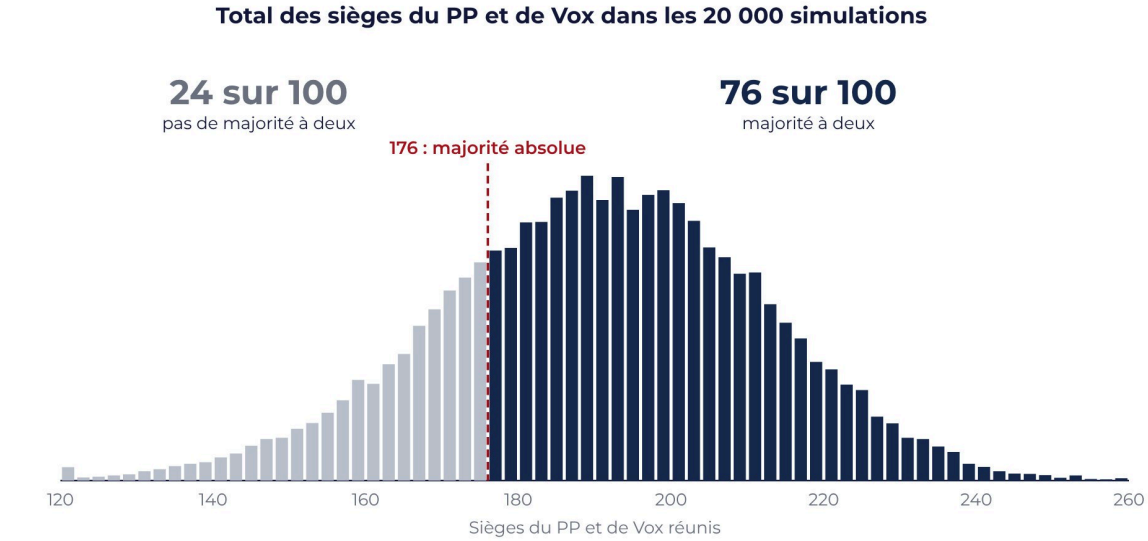
Tableau 4. Voix et sièges par parti, avec intervalles à 90 %

Parti	Voix	Intervalle à 90 %	Sièges	Intervalle à 90 %
PP	30,4 %	24,2 à 37,3	125	95 à 158
PSOE	28,7 %	21,7 à 37,1	114	80 à 154
Vox	18,6 %	14,5 à 23,5	64	43 à 87
Frente Amplio	6,5 %	3,7 à 11,2	10	3 à 28
ERC	2,7 %	1,6 à 4,3	9	5 à 17
EH Bildu	1,4 %	0,9 à 2,2	7	3 à 11
Junts	1,3 %	0,7 à 2,3	4	1 à 9
PNV	0,8 %	0,5 à 1,4	3	1 à 6

BNG	0,9 %	0,5 à 1,4	2	0 à 6
Adelante Andalucía	1,2 %	0,5 à 2,7	1	0 à 10
Podemos	1,2 %	0,5 à 2,8	0	0 à 2
Se Acabó La Fiesta	1,5 %	0,6 à 3,5	0	0 à 2
Coalición Canaria	0,3 %	0,2 à 0,6	1	0 à 2
UPN (liste commune avec le PP)	0,4 %	0,3 à 0,6	1	1

Source : forecast du Millénaire, tirage du 19 novembre 2026, 20 000 simulations (correctif de Santa Cruz de Tenerife compris). Valeurs médianes.

Sur 100 simulations de notre forecast, 76 donnent au PP et à Vox réunis au moins 176 sièges, soit la majorité absolue du Congreso. Leur total médian est de 191 sièges, dans un intervalle à 90 % qui va de 154 à 224 sièges.



Source : forecast du Millénaire, tirage du 19 novembre 2026 (20 000 simulations).

Figure 6. Total des sièges du PP et de Vox réunis, sur 20 000 simulations.

Une simulation sur quatre laisse la droite sous les 176 sièges. Dans ce cas, le PP devrait obtenir l'abstention du PSOE ou l'appui de partis régionalistes comme UPN ou Coalición Canaria pour être investi. Sur 100 simulations, 36 donnent moins de 60 sièges à Vox, 30 entre 60 et 69 sièges et 34 au moins 70 sièges. Le PP domine nettement, avec 135 sièges ou plus face à un Vox à 60 au plus, dans 16 simulations sur 100, alors que Vox talonne le PP (PP à 120 sièges au plus, Vox à 75 ou plus) dans 11.

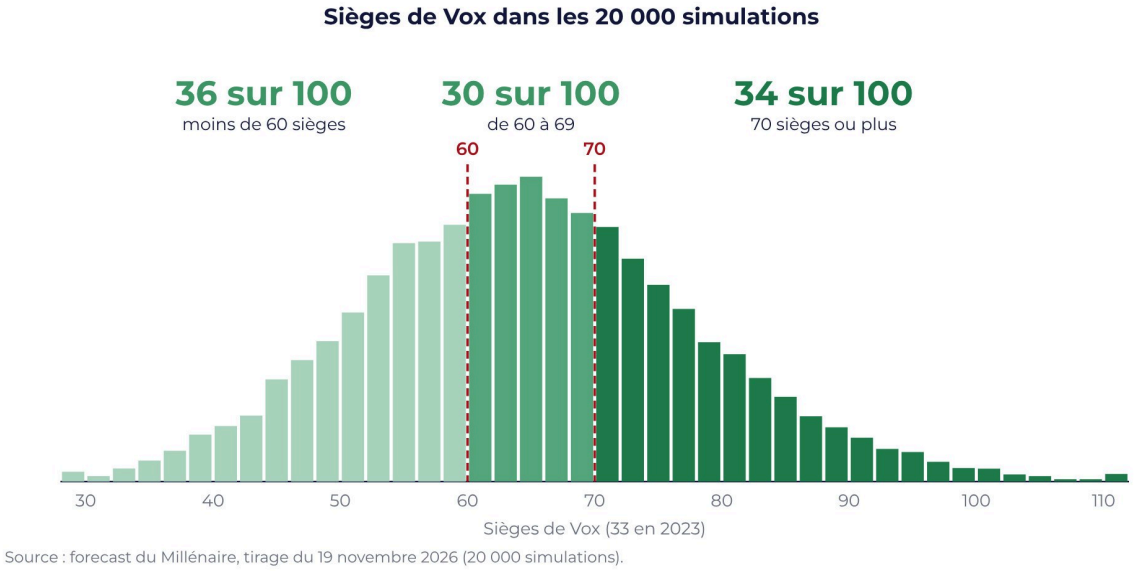
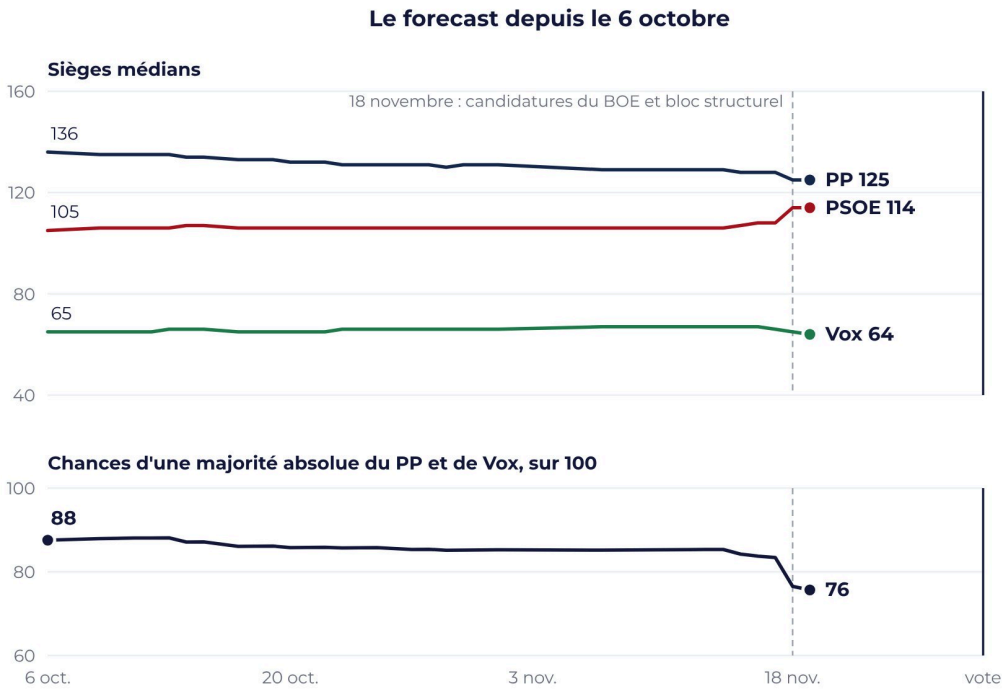


Figure 7. Sièges de Vox, sur 20 000 simulations.

Le nombre de sièges de Vox décidera de la forme du gouvernement plus que du vainqueur. En effet, sous 60 sièges, Alberto Núñez Feijóo peut gouverner seul avec un soutien extérieur, la formule qu'il défend, alors qu'au-delà de 70 sièges Santiago Abascal sera en position d'exiger des ministères, comme Vox l'a obtenu dans quatre gouvernements régionaux en 2026.

UNE DROITE EN RECUL DEPUIS LE 6 OCTOBRE

Entre le tirage du 6 octobre et celui du 19 novembre, le PP recule de 136 à 125 sièges, Vox reste autour de 64 sièges et les chances de majorité du PP et de Vox passent de 88 à 76 sur 100. Le PSOE progresse lentement jusqu'au 17 novembre, puis d'un coup le 18 novembre.



Source : forecast du Millénaire, 31 tirages du 6 octobre au 19 novembre 2026.

Figure 8. Évolution du forecast depuis le 6 octobre.

Le saut du 18 novembre tient au modèle plus qu'à l'opinion. En effet, ce jour-là sont entrés les candidatures proclamées au BOE, un nouveau décompte des enquêtes quotidiennes (59 sondages ramenés à 41) et le bloc économique, qui relève le PSOE de 1,3 point.

UNE ÉLECTION QUI SE JOUE EN ANDALOUSIE, EN ESTRÉMADURE ET À VALENCE

Selon notre forecast, le PP arrive en tête dans 42 des 52 circonscriptions, liste UPN-PP de Navarre comprise, et le PSOE dans 9 (les quatre provinces catalanes, Séville, les deux circonscriptions canariennes, la Biscaye et l'Álava), EH Bildu l'emportant au Guipuscoa. L'avance n'est nette, c'est-à-dire acquise dans au moins 80 simulations sur 100, que dans 13 circonscriptions, 10 pour le PP, dont Madrid, et 3 pour le PSOE, dont Barcelone.

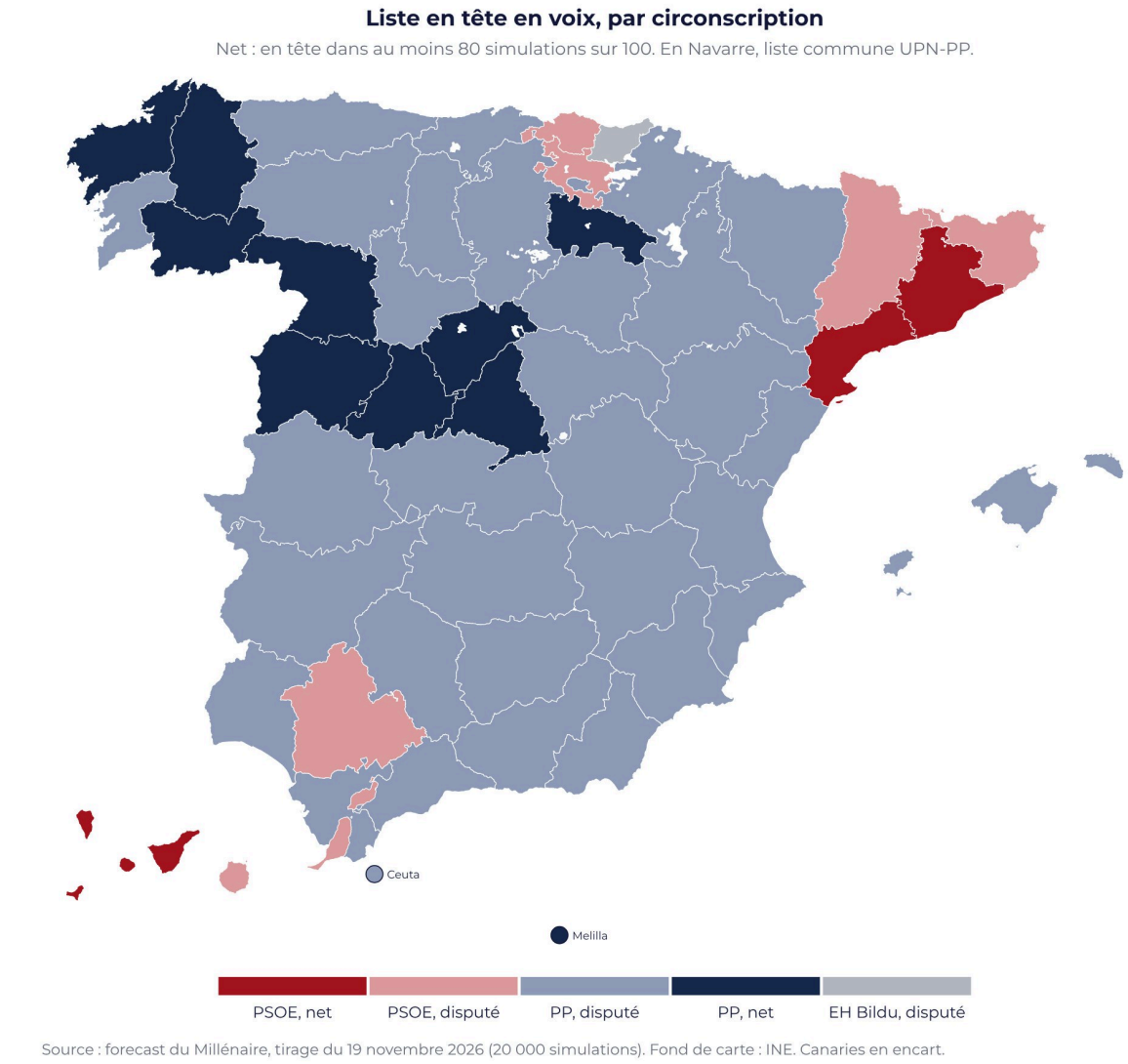


Figure 9. Liste en tête en voix, par circonscription.

La carte grossit le poids de la droite, puisque le PP gagne surtout des circonscriptions de l'intérieur qui n'élisent que trois ou quatre députés, où la méthode d'Hondt avantage le premier parti. De l'autre côté, le PSOE est en tête à Barcelone (32 sièges) et à Séville (12 sièges), deux des plus grandes circonscriptions du pays. Onze circonscriptions, qui élisent 75 députés, se jouent à moins de 4 points entre le PP et le PSOE dans notre forecast (Badajoz, Cáceres, Séville, Huelva, Jaén, Valence, Cadix, les Asturies, la Navarre, Castellón et Cuenca). Le PSOE ne dépasse 10 points d'avance qu'en Catalogne et au Pays basque.

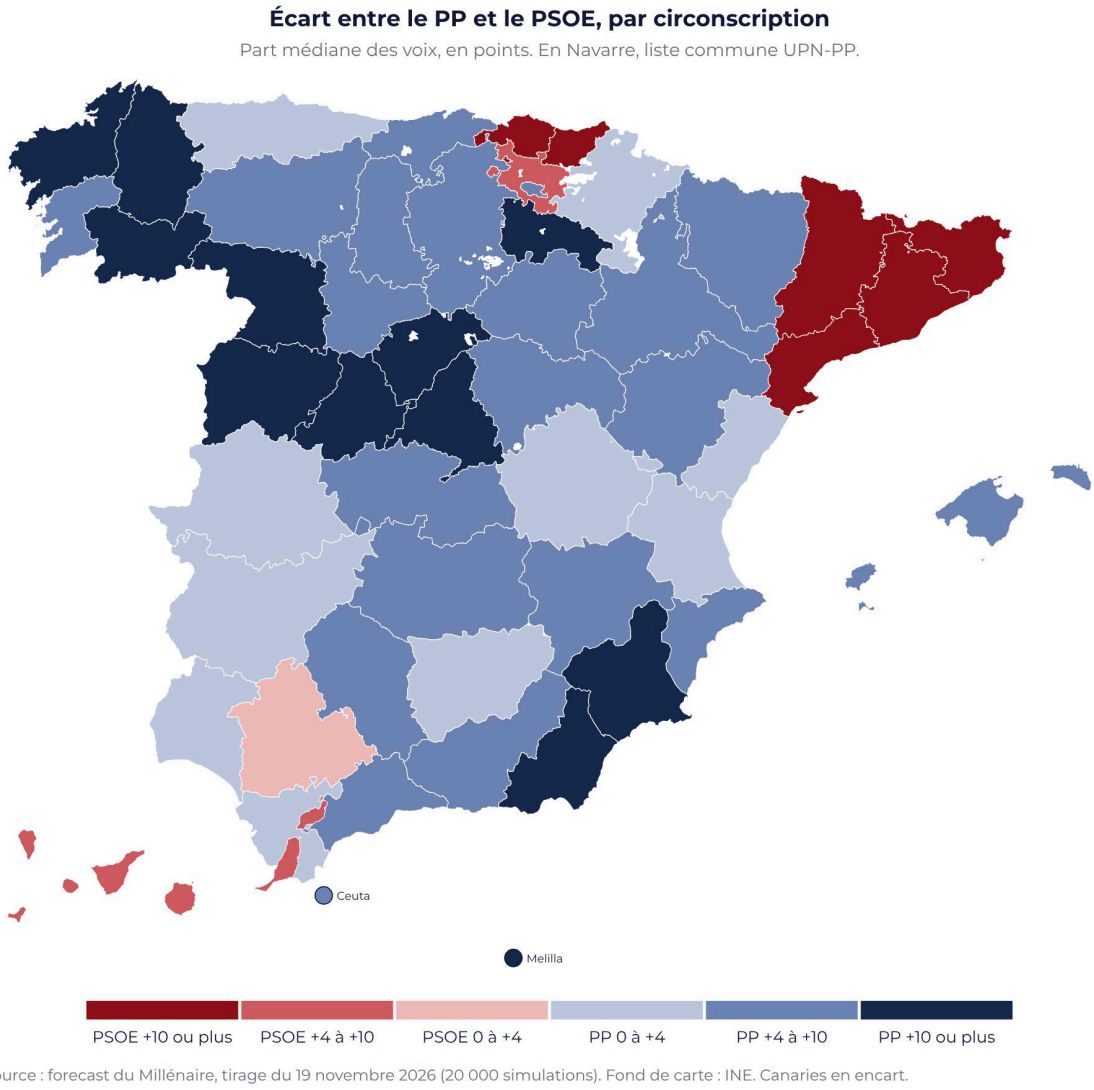


Figure 10. Écart entre le PP et le PSOE, par circonscription.

L'élection se décide en Andalousie, en Estrémadure et dans la Communauté valencienne, trois régions que le PSOE a perdues aux élections régionales. Or, en Andalousie et en Estrémadure, le PP gouverne depuis 2026 en coalition avec Vox. Par rapport à son résultat de 2023 publié au BOE, le PSOE recule dans 49 circonscriptions sur 52 selon notre forecast. Ses plus fortes baisses, de 6 à 6,4 points, touchent cinq circonscriptions andalouses (Almería, Grenade, Huelva, Jaén et Séville), et il ne progresse qu'au Pays basque, de 0,8 point en Álava à 2,1 points en Biscaye.

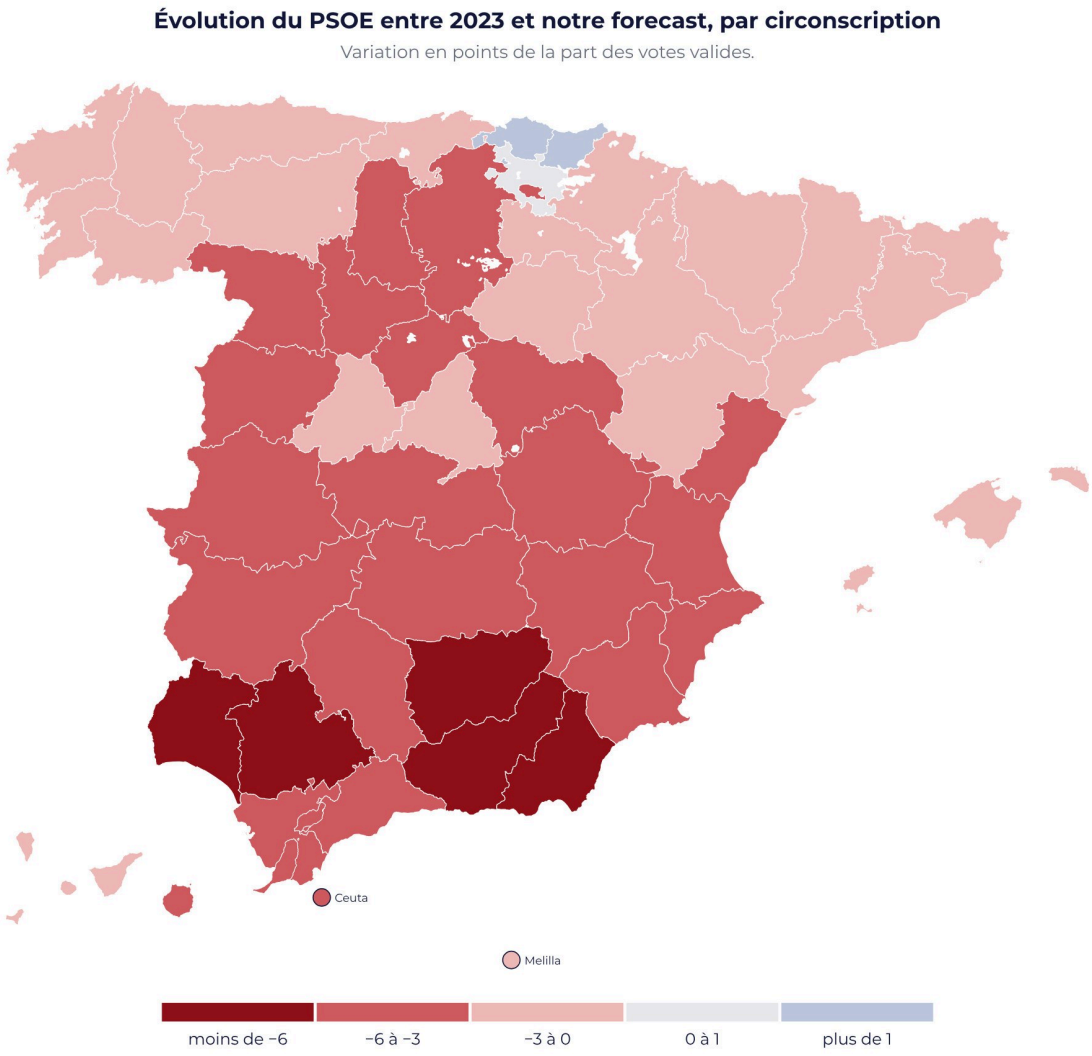


Figure 11. Évolution du PSOE entre 2023 et notre forecast, par circonscription.

Le recul du PSOE suit la carte de sa défaite andalouse du 17 mai 2026, où il n'a obtenu que 28 sièges sur 109. À Séville, il passe ainsi de 36,6 % des votes valides en 2023 à 30,5 % dans notre forecast, et sa première place n'y tient plus qu'à moins de 4 points. Vox progresse dans les 51 circonscriptions où il s'était présenté en 2023, de 1,6 point au Guipuscoa à 8,9 points à Murcie et à Ceuta. Il gagne plus de 7 points dans 17 circonscriptions, dont Toledo (de 19,6 % à 28,1 %), Madrid (de 14,0 % à 21,1 %) et Murcie (de 21,8 % à 30,7 %), et moins de 3 points dans les sept circonscriptions de Galice et du Pays basque.

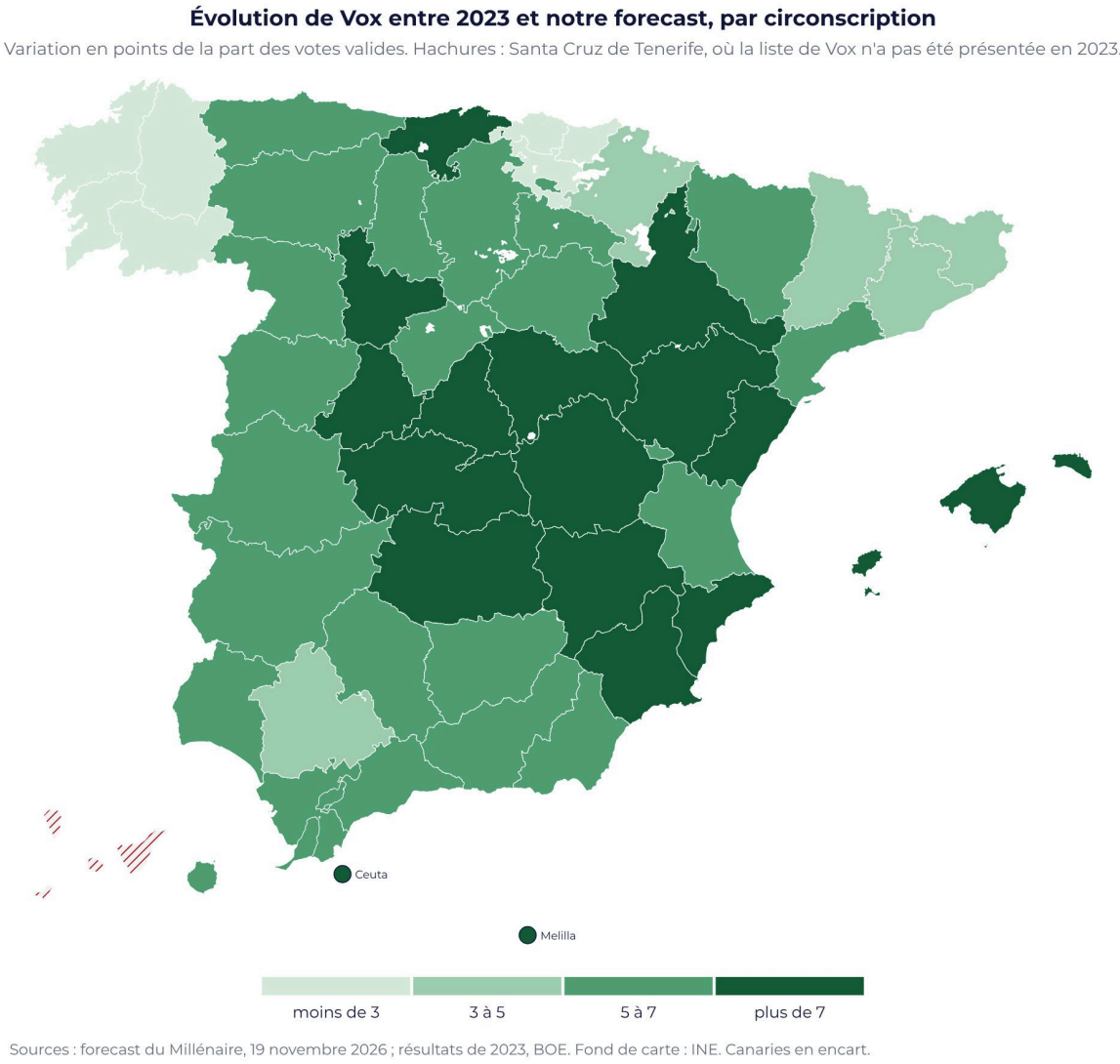


Figure 12. Évolution de Vox entre 2023 et notre forecast, par circonscription.

Vox progresse le plus là où il était déjà fort en 2023, comme à Murcie (21,8 %) et à Ceuta (23,3 %), et le moins en Galice et au Pays basque, où il ne dépassait pas 5,1 % des votes valides il y a trois ans.

LES SIÈGES DISPUTÉS DE VOX ET DU FRENTE AMPLIO

Selon notre forecast, Vox a plus de 95 chances sur 100 d'obtenir au moins un siège dans 25 circonscriptions, et entre 75 et 95 dans 7 autres. Neuf circonscriptions restent disputées, de Ceuta (1 siège) à Girona (6 sièges), avec Cuenca (69 sur 100), Teruel (68), Segovia (52) ou Palencia (41).

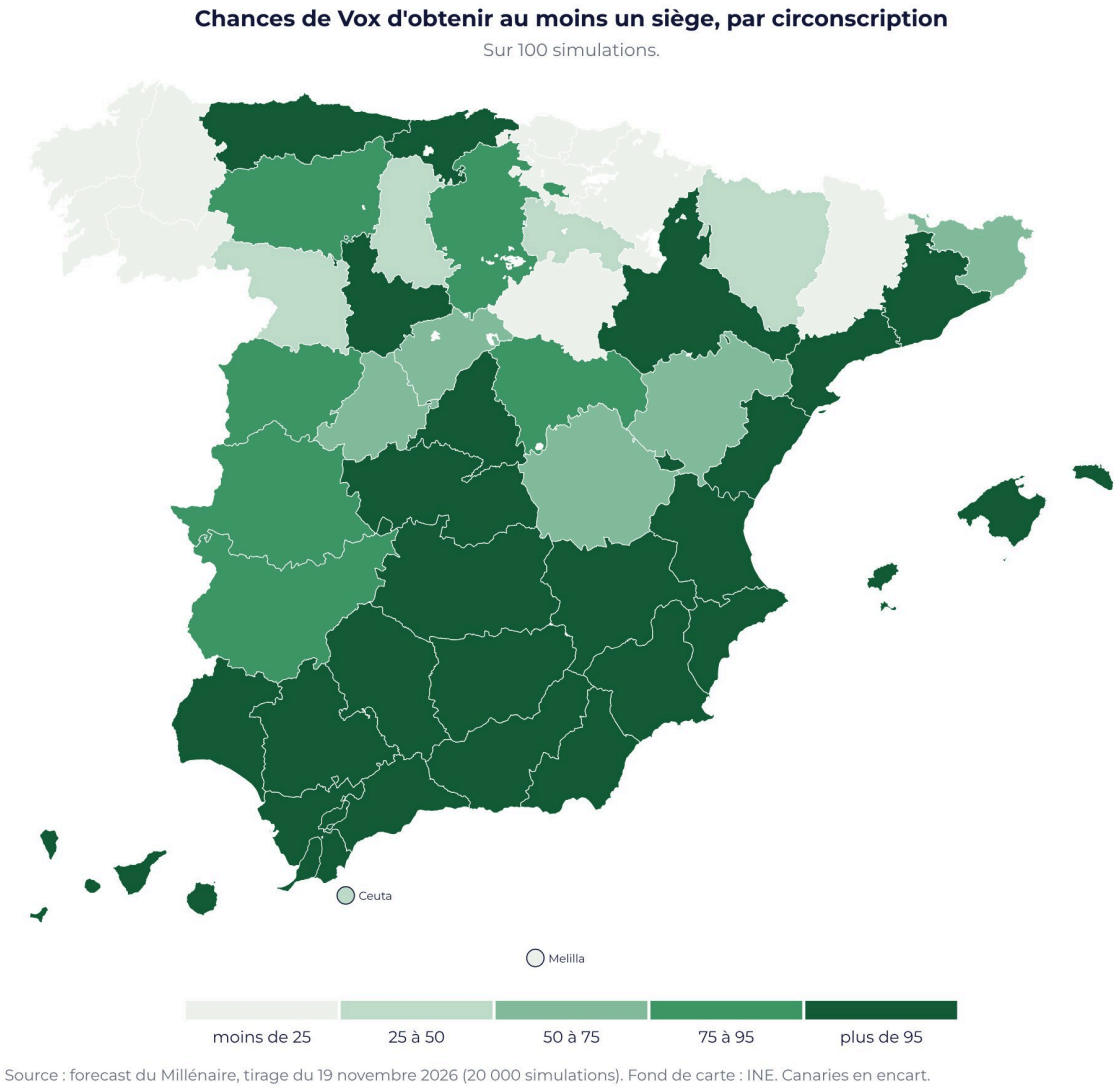


Figure 13. Chances de Vox d'obtenir au moins un siège, par circonscription.

Six des neuf circonscriptions disputées (Cuenca, Teruel, Segovia, Huesca, Palencia et Zamora) n'élisent que trois députés. Ainsi, le nombre final de sièges de Vox se jouera dans l'Espagne rurale de l'intérieur.

Tableau 5. Circonscriptions où le siège de Vox reste disputé

Circonscription	Sièges	Vox obtient un siège (sur 100)
Cuenca	3	69
Teruel	3	68
Girona	6	67
Segovia	3	52
Huesca	3	49
Palencia	3	41
Zamora	3	41
Ceuta	1	34
La Rioja	4	29

Santa Cruz de Tenerife : Vox y obtient un siège depuis le correctif du 19 novembre (sa liste de 2026 n'existait pas en 2023, la base du modèle).

Les chances du Frente Amplio et de ses listes communes d'obtenir au moins un siège sont inférieures à 10 sur 100 dans 38 circonscriptions sur 52. Ses sièges viennent des grandes circonscriptions, presque à coup sûr à Madrid et à Valence (99 sur 100) et à Barcelone (97), très probablement à Las Palmas (91) et à Alicante (85).

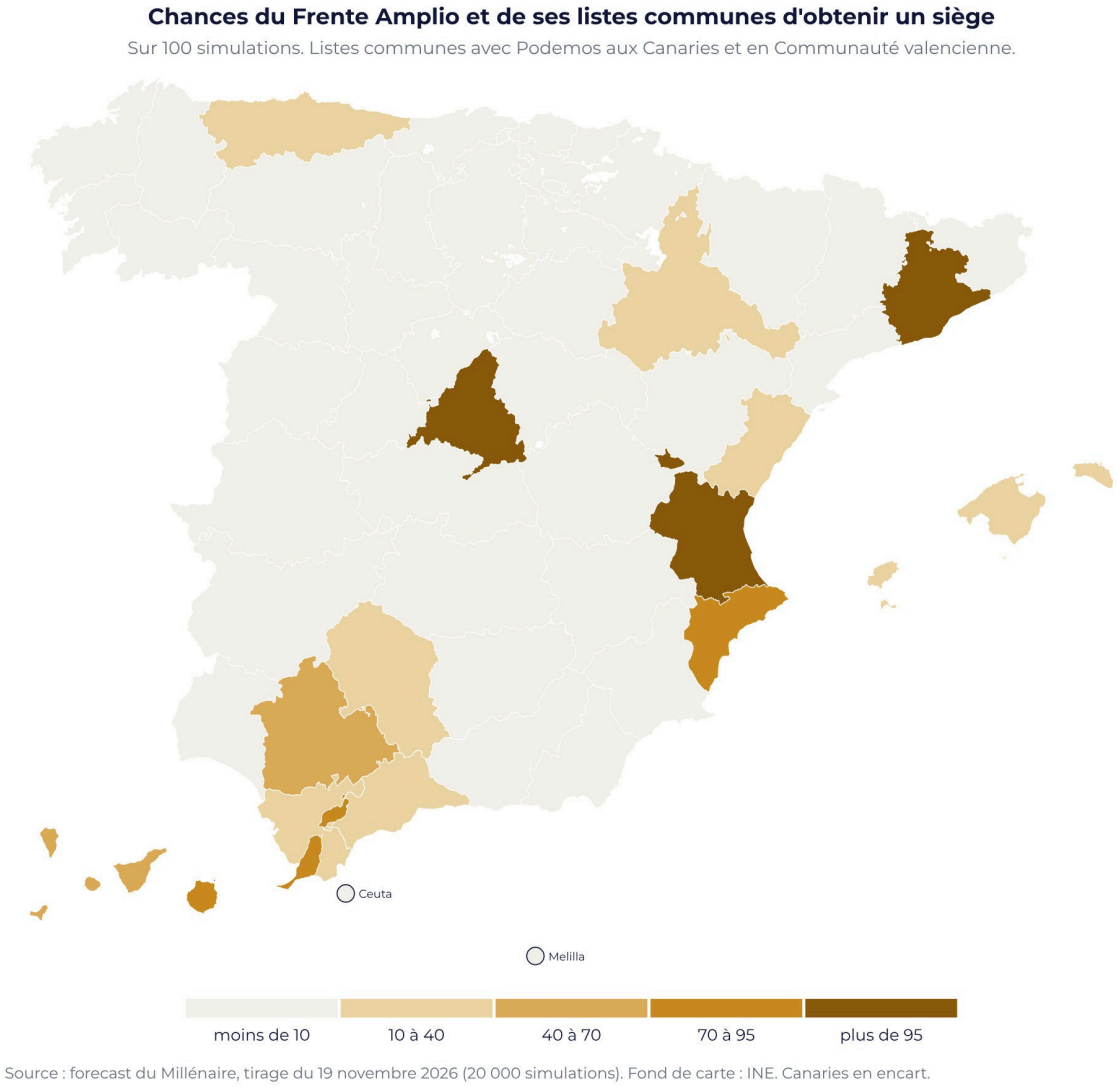


Figure 14. Chances du Frente Amplio et de ses listes communes d'obtenir au moins un siège, par circonscription.

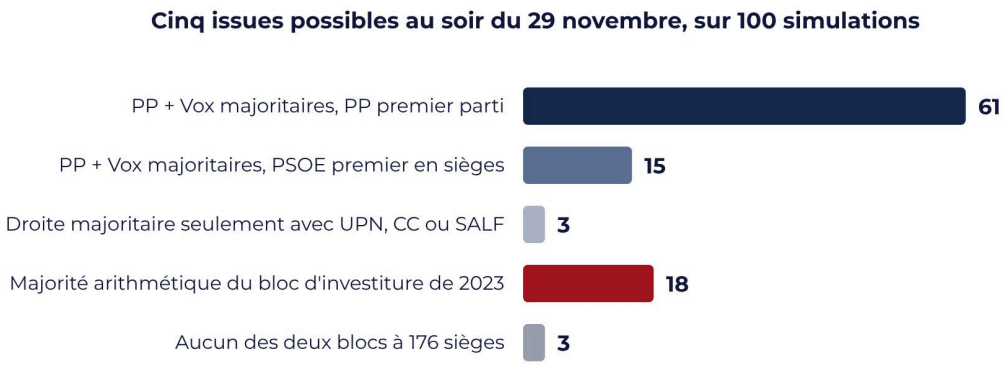
Le mode de scrutin pénalise la gauche du PSOE hors des grandes villes, puisque ses voix rurales ne rapportent presque aucun siège. Divisée entre le Frente Amplio et Podemos, elle perd en plus environ 5 sièges selon notre simulation, dans les circonscriptions moyennes où une liste unique franchirait le seuil.

Tableau 6. Circonscriptions où le Frente Amplio peut obtenir un siège

Circonscription	Sièges	Sur 100
Valence, Madrid	16 et 38	99
Barcelone	32	97
Las Palmas	8	91
Alicante	12	85
Séville	12	52
Santa Cruz de Tenerife	7	44
Baléares	8	32
Málaga	11	30
Castellón	5	29

CINQ SCÉNARIOS

Nous avons classé chacune des 20 000 simulations dans une seule issue, si bien que le total fait 100. Dans 61 simulations sur 100, le PP et Vox ont la majorité et le PP est le premier parti, dans 15 ils ont la majorité alors que le PSOE arrive premier en sièges, et dans 3 la droite n'atteint 176 sièges qu'avec UPN, Coalición Canaria ou Se Acabó La Fiesta. Dans 18 simulations, le bloc qui a investi Pedro Sánchez en 2023 retrouve une majorité arithmétique, et dans 3 aucun des deux blocs n'atteint 176 sièges.



Source : forecast du Millénaire, tirage du 19 novembre 2026 (20 000 simulations). Arithmétique des sièges.

Figure 15. Les cinq issues possibles du 29 novembre, sur 100 simulations.

Le scénario D, à 18 sur 100, suppose que Junts, qui a provoqué la dissolution, vote à nouveau l'investiture de Pedro Sánchez. Le scénario C, à 15 sur 100, opposerait un PSOE premier parti à une majorité de droite au Congreso. Les cinq issues se répartissent ainsi :

Scénario	Probabilité	Chemin vers le pouvoir	Conséquences
A. Majorité PP-Vox	61 sur 100	PP + Vox au-dessus des 176. Coalition avec ministères pour Vox, ou gouvernement PP minoritaire avec soutien externe négocié (moins probable).	Vox au gouvernement national, une première depuis le rétablissement de la démocratie. Investiture possible dès janvier 2027. Mais l'étendue de la victoire et les équilibres seront à scruter, car une majorité courte est possible.
B. Droite courte	3 sur 100	La droite n'atteint 176 sièges qu'avec l'UPN, Coalición Canaria ou Se Acabó La Fiesta. Cela suggère une bonne performance de Sánchez.	Gouvernement fragile, prix politique élevé pour Vox, budget 2027 incertain. Surtout, dans ce scénario, la composition du Sénat est importante. Si la droite échoue et que de nouvelles élections sont convoquées, Sánchez pourrait sortir renforcé de cette impossibilité de gouverner.
C. Un PSOE en tête	15 sur 100	Le PSOE arrive premier en sièges, mais le PP et Vox gardent ensemble la majorité absolue	Cela ne signifie pas sa reconduction à la Moncloa, mais il s'installe comme la principale figure d'opposition ; surtout, il phagocyte la gauche du PSOE et est fort.
D. Retour de la gauche	18 sur 100	Le bloc qui a investi Pedro Sánchez en 2023 retrouve une majorité arithmétique, à condition que Junts vote de nouveau pour lui.	Reconduction du dispositif de 2023, avec les mêmes fragilités : un partenaire catalan qui vient de le faire tomber.
E. Blocage	3 sur 100	Aucune investiture dans les deux mois suivant la première votation. Dissolution automatique.	Scrutin de remplacement au printemps 2027, probablement début mai. Le budget de 2023 serait prorogé une quatrième fois.

LE SCÉNARIO LE PLUS PROBABLE

Le scénario A est le plus probable et c'est plus complexe que « l'extrême droite entre au gouvernement espagnol ». C'est vrai, mais la véritable question n'est pas l'entrée de Vox, déjà entré dans quatre gouvernements régionaux en 2026 (Estrémadure, Aragon, Castille-et-León, Andalousie)[93], mais le rapport de force à droite. Un PP à 135/140 sièges ou plus, avec un Vox à 60 ou moins, reste dominant. Un PP à 120 (ou moins) avec un Vox à 75 doit faire des concessions et voit son avenir en danger. Notre forecast place le PP à 125 sièges et Vox à 64, entre ces deux cas : le PP domine nettement dans 16 simulations sur 100, Vox le talonne dans 11. Mais en vérité rien n'oblige le PP à former une coalition (pas d'accord de coalition comme en Italie). Un gouvernement minoritaire investi grâce à un soutien externe de Vox est possible, puisque la majorité simple suffit au second tour de vote. Feijóo y gagnerait l'apparence de la modération ; il y perdrait toute maîtrise, Vox pouvant le mettre en difficulté à chaque texte. Il pourrait ne pas avoir le choix, car un Vox à 70 sièges ou plus ne se contentera pas d'un strapontin (et la grande coalition avec le PSOE est impossible sauf départ de Sánchez et changement de ligne). Mais les dernières tendances montrent plutôt une droite en tête, mais avec une majorité d'environ 190 sièges (de 154 à 224 dans notre forecast) malgré la remontée du PSOE. Cela pourrait être dur pour la droite, qui, bien que gagnante à la fin, serait en perte de légitimité face à la remontée du PSOE (qu'on donnait pour mort il y a un mois). Sánchez incarnerait une opposition forte, alors que la droite serait faible et sur un siège éjectable. En effet, Vox s'est construit sur l'anti-sanchisme (ce qui explique sa hausse depuis 2023), or en arrivant au pouvoir, il perdrait son meilleur ennemi, et surtout il serait confronté à l'exercice du pouvoir (donc plus possible de critiquer le système et le gouvernement). Comme tout bon parti populiste, il devra trouver un bouc émissaire, qui devrait être le PP (d'autant plus qu'avec les élections régionales de mai 2027, ils devront faire campagne en s'opposant). Et cette brouille pourrait signifier la mort de la coalition. En 2018, Salvini était en accord avec le M5S à Rome, mais avait fait campagne contre eux en vue des européennes de 2019, et avait grandi grâce à cela. Mais en Autriche en 2000, l'union FPÖ-ÖVP avait desservi les populistes. Un avenir en doute à surveiller.

93 Gouvernements de coalition PP-Vox en Estrémadure et en Aragon (avril 2026), en Castille- et-León (juin 2026) et en Andalousie (juillet 2026).

LES QUATRE AUTRES

Le scénario C regroupe les 15 simulations sur 100 où le PSOE devance le PP en sièges sans que la droite perde sa majorité. Le voir en tête au soir du 29 n'est pas illusoire et, si cela arrivait, ce pourrait être la fin pour Feijóo, qui verrait Ayuso le dépasser. Il est à prendre au sérieux. Le scénario B est intéressant car ce serait du Sánchez dans le texte. Avec 172 ou 174 sièges, le PP et Vox doivent aller chercher Coalición Canaria (l'accord UPN-PP existant), puis obtenir l'abstention du PNV au second tour. Or le PNV a soutenu le premier décret logement de Sánchez le 2 octobre[94] ; il pourrait s'abstenir ou pas. Entre le scénario A et le scénario B, la différence tient à une poignée de sièges dans les provinces de l'intérieur (pas un pourcentage au niveau national). Le scénario D est plus fréquent que le C, mais il suppose un vote de Junts que rien n'annonce. Pour qu'une majorité de gauche se reconstitue (ou qu'un gouvernement minoritaire fort de droite soit impossible), il faudrait non seulement que le PSOE devance les sondages de 10 à 20 sièges (là c'est possible), mais encore que Junts réitère sa bonne performance de 2023 et accepte de réinvestir l'homme qu'elle vient de renier (ou en tout cas de ne pas voter contre au deuxième tour). À Sánchez, rien n'est impossible, mais il lui faudra un alignement des planètes cette fois pour s'en sortir. On repartirait sur du Sánchez dans le texte, très fragile mais Pedro Sánchez resterait à la Moncloa. Le budget ne passerait toujours pas et chaque texte de loi serait un parcours d'obstacles. Reste le scénario E, qu'il ne faut pas oublier. L'Espagne a déjà vécu deux blocages, en 2016 et en 2019, dont aucun n'était tenu pour probable la veille du vote. Et si aucun candidat n'est investi dans les deux mois suivant la première votation en janvier, les chambres sont dissoutes de droit[95]. On serait reparti en élection en mai 2027, ce qui coïnciderait plus ou moins avec des élections régionales importantes (notamment à Madrid, qui compte pour le PP) et la droite pourrait s'effriter, ce qui profiterait au PSOE. Ne pas oublier que c'est dans ce contexte que Sánchez a pu remonter en 2023, alors que la droite négociait en région (ainsi Pedro Sánchez a pu agiter la peur de l'extrême droite au pouvoir, un discours qui lui réussit).

95 Vote du 2 octobre 2026 : le PNV et Coalición Canaria soutinrent le premier décret logement et s'opposèrent au second.
95 Constitution espagnole de 1978, article 99 ; délai de deux mois à compter de la première votation d'investiture.

L'ALLIANCE DES DROITES : PLUS FACILE À DIRE QU'À FAIRE

Les sondages et les prédictions montrent que la droite espagnole peut gagner en obtenant une majorité des sièges. Ils ne disent pas si elle peut gouverner ensemble et si cette coalition va tenir. Cette formule n'est inédite qu'au niveau national car elle a déjà été conduite en région, mais cela ne signifie pas que tout sera simple.

LE PRÉCÉDENT ESPAGNOL ET LES DOUTES

Après les élections régionales de mai 2023, Vox est entré dans de nombreux gouvernements de communauté autonome dirigés par le PP, non par un accord de soutien mais via de véritables coalitions, avec vice-présidences et portefeuilles. Mais 13 mois plus tard, le 11 juillet 2024 exactement, Abascal annonçait la démission de ses quatre vice-présidents régionaux et le retrait de son soutien parlementaire à cause de l'accord donné par le PP à la répartition entre régions de 347 mineurs migrants arrivés aux Canaries. Ainsi, le point de rupture a été la migration, c'est-à-dire précisément le dossier fétiche de Vox, qui a besoin d'être dur sur la question pour exister. Cette décision, prise à Madrid, par le comité exécutif national, et non par les élus qui gouvernaient, présage déjà de possibles remous en cas de coalition de droite au niveau national. Ce qu'on comprend ici (et qui peut nous servir de leçon), c'est que l'accord était avant tout de circonstance et que Vox ne donne pas un blanc-seing inconditionnel (d'autant plus que sa survie serait en jeu). En Estrémadure, María Guardiola, restée seule à la tête d'un gouvernement minoritaire, s'est heurtée au refus de Vox de voter son budget. S'en sont suivies des élections anticipées le 21 décembre 2025 que le PP voyait comme un moyen de gagner des sièges et de moins dépendre de Vox. Le PP en a gagné un, il est passé de 28 à 29 sièges, alors que Vox est passé de 5 à 11. Et après cet échec, Vox revenait au gouvernement régional 4 mois plus tard. Le PP local a donc dissous pour s'émanciper de son partenaire devenu empêcheur de tourner en rond, mais l'a renforcé de six sièges, et a dû revenir vers lui. Ainsi, on voit que Vox n'hésite pas à se retourner contre son allié pour sécuriser ses gains. Problème : quelques jours avant le scrutin, Feijóo et Abascal ne semblent pas converger sur le contenu de cette union probable. Feijóo veut gouverner seul avec un soutien parlementaire, pose comme ligne rouge de ne rien signer hors du cadre constitutionnel, rejette la priorité nationale telle que Vox la définit, et concède pourtant que si les urnes ne lui donnent pas assez, « il faudra que je la complète » avec Abascal. Santiago Abascal n'en démord pas : il veut la priorité nationale, la « remigration », le contrôle des frontières, et la dérégulation accompagnée de baisses d'impôts. Il dit aussi que Vox est « une formation à vocation de gouvernement et non pas seulement un parti destiné à conditionner les décisions d'autrui ». Abascal ne veut pas influencer un gouvernement simplement, il veut y siéger. La priorité nationale telle que Vox la formule ne plaît pas au PP au niveau national (problèmes avec le droit communautaire), même s'il l'a signée dans quatre accords régionaux en 2026 et que son programme du 10 novembre prévoit une priorité d'accès à certaines aides fondée sur un enracinement durable en Espagne,

96 « De la prioridad nacional a las pulseras antimaltrato : las claves del programa electoral de Feijóo », Artículo 14, 11 novembre 2026, https://www.articulo14.es/politica/de-la-prioridad-nacional-a-las-pulseras-antimaltrato-las-claves-del-programa-electoral-de-feijoo-20261111.html.Le programme précise que ces critères (inscription au registre municipal, durée de cotisation et de résidence) respecteront les limites constitutionnelles et européennes et ne pourront reposer sur la seule nationalité.

on d'être ; la « remigration » n'est même pas une question pour Feijóo. Restent la fiscalité et la dérégulation, thèmes que le PP défend aussi, mais qui sont les deux conditions dont l'électorat de Vox se soucie le moins. L'entente semble difficile, et il faudra se demander qui devra mettre de l'eau dans son vin pour que l'union se fasse, et si Vox se retournera contre le PP. En 2023, Vox gouverne avec le PP dans cinq régions (la Castille-et-León depuis 2022, puis Valence, l'Aragon, Murcie et l'Estrémadure), avec quatre vice-présidences et onze conseillers, et soutient le PP aux Baléares, avant de quitter tous ces exécutifs le 11 juillet 2024. En 2026, il revient dans quatre gouvernements régionaux après des élections, en Estrémadure et en Aragon en avril, en Castille-et-León en juin et en Andalousie en juillet, et les quatre accords reprennent sa « priorité nationale ».

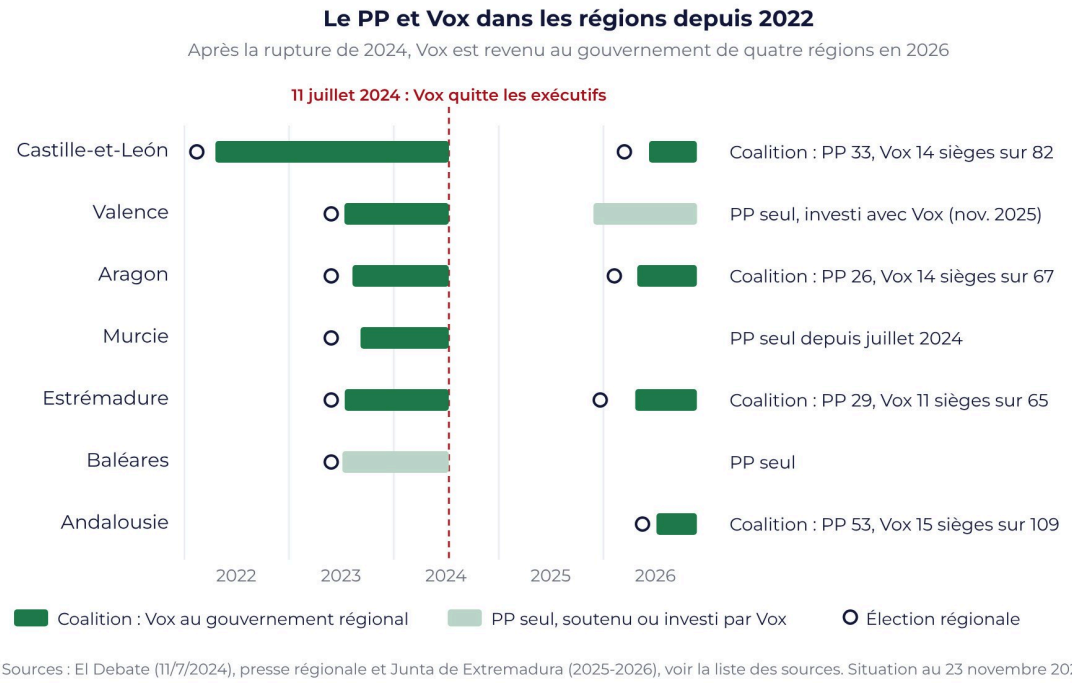


Figure 16. Présence de Vox dans les gouvernements régionaux, de 2022 à 2026.

La rupture de 2024 n'a pas coûté à Vox, qui passe de 5 à 11 sièges en Estrémadure et entre pour la première fois au gouvernement andalou. Au niveau national, le PP négocierait donc avec un partenaire déjà sorti de cinq gouvernements régionaux en 2024 avant d'en retrouver quatre en 2026.

Tableau 7. Les coalitions régionales du PP et de Vox, région par région

Région	2023-2024	Depuis 2025-2026
Castille-et-León	Coalition depuis 2022 : un vice-président et 3 conseillers	Élection du 15 mars 2026 (PP 33, Vox 14 sur 82) ; coalition, Mañueco investi le 9 juin : 3 postes pour Vox, dont la vice-présidence
Valence	Coalition : 3 conseillers, dont le vice-président	Pérez Llorca (PP) investi le 27 novembre 2025 avec les voix de Vox ; pas de coalition
Aragon	Coalition : 2 conseillers, dont le vice-président	Élection du 8 février 2026 (PP 26, Vox 14 sur 67) ; accord du 22 avril, Azcón investi le 29 avril : une vice-présidence et trois conseillers selon l'accord
Murcie	Coalition : 2 conseillers, dont le vice-président	PP seul
Estrémadure	Coalition : 1 conseiller	Élection du 21 décembre 2025 (PP 29, Vox 11 sur 65) ; Guardiola réinvestie le 22 avril, coalition avec une vice-présidence Vox
Baléares	PP seul, soutenu par Vox	PP seul
Andalousie	PP seul, majorité absolue	Élection du 17 mai 2026 (PP 53, Vox 15 sur 109) ; coalition, Moreno en fonction le 5 juillet, vice-présidence Vox

Sources : El Debate, 11/7/2024 (postes de Vox en 2023-2024) ; Demócrata, 22/4/2026 (Aragon) ; RTVC, 21/12/2025, El Independiente, 16/4/2026, et Euronews, 22/4/2026 (Estrémadure) ; Euronews, 9/6/2026, et Diario de León, 3/6/2026 (Castille-et-León) ; El Cronista, 5/7/2026 (Andalousie) ; Esdiario, 27/11/2025 (Valence) ; Brussels Signal, 3/7/2026 (priorité nationale dans les quatre accords).

LES PRÉCÉDENTS D'UNION DES DROITES EN EUROPE

Formule	Cas	Issue
Coalition avec portefeuilles	Autriche 2000, 2017 · Italie 2018 · Pays-Bas 2024	Quatre tentatives, quatre fins anticipées. Aucune n'a atteint le terme de la législature.
Coalition négociée, jamais conclue	Autriche 2024-2025	Échec sur la répartition des ministères, non sur le programme car FPÖ et ÖVP semblaient s'entendre. Le vainqueur du scrutin finit dans l'opposition.
Soutien externe sans portefeuilles	Suède, accord de Tidö, 2022-2026	Quatre ans sans crise, soit la seule formule qui dure. Mais le bloc perd le scrutin suivant et les Démocrates de Suède reculent.
La droite radicale dirige (improbable ici)	Italie depuis 2022	La coalition la plus stable d'Europe. Mais au prix de l'effacement des alliés et de l'apparition d'un concurrent plus à droite.

En 2024-2025, le FPÖ (extrême droite) avait gagné les législatives et reçu le mandat pour former le gouvernement ; mais un mois plus tard, alors que tout semblait bien engagé, tout s'est effondré sur une question de répartition de ministères. L'ÖVP cédait la politique d'asile mais pas l'Intérieur ; Kickl, du FPÖ, exigeait l'Intérieur et les Finances. Ainsi, le parti arrivé premier siégeait dans l'opposition quelques mois plus tard. Aux Pays-Bas, le PVV est sorti de lui-même du gouvernement et a donc précipité sa chute, sur la question de l'asile. Le résultat fut tragique pour le parti de Wilders, qui a perdu le pouvoir, sa première place et son unité. En Italie, Salvini, qui avait déjà rompu avec ses partenaires de droite en 2018 afin d'entrer au gouvernement, a rompu en 2019 la coalition après une campagne pour les européennes qui l'a vu se déchaîner sur ses alliés du M5S, et sécuriser sa place de premier parti d'Italie (mais il s'est effondré en 2022, pour différentes raisons). En Italie toujours, Meloni a pris la coalition de droite pour les élections de 2022 (remplaçant Salvini) et a gouverné de manière stable jusqu'à aujourd'hui. Mais aujourd'hui, cette union semble en voie d'exploser (auparavant, l'implosion était la norme en Italie, alors que la rupture venait toujours de l'intérieur de la coalition), Forza Italia est à 7 %, la Ligue est passée sous les 6 % d'intentions de vote, et Roberto Vannacci, parti de la Ligue en février 2026 pour former son parti Futuro Nazionale, devance déjà le parti de Salvini, menaçant la coalition. Ce qui est marquant et peut inciter à la réflexion dans le cas espagnol, c'est que Vannacci recule s'il entre dans la coalition, ce qui confirme que la droite radicale tire une part de sa valeur de son extériorité. Abascal doit avoir cela dans le coin de la tête, car gouverner consomme ce capital antisystème et contestataire qui leur est cher, et leur fait perdre leur meilleur ennemi.

Hors d'Italie, le cas le plus favorable à l'union des droites a été la Suède et l'accord de Tidö, où les Démocrates de Suède restaient hors du cabinet et échangeaient la confiance et les budgets contre une influence réelle sur la migration et la justice pénale, sans un seul portefeuille. Cela n'a pas empêché la perte de la majorité de droite en septembre, alors que le bloc perdait par 173 sièges contre 176 et que les Démocrates de Suède reculaient. Ainsi, l'influence sans portefeuilles s'est révélée plus durable que les portefeuilles eux-mêmes. D'où une conclusion : hors d'Italie, la formule la plus durable a été celle que Vox refuse publiquement.

Tableau 8. Gouvernements de l'Union où gouverne un parti ECR ou Patriotes

Pays	Gouvernement au 23 novembre 2026	Depuis
Italie	Meloni : Fratelli d'Italia (ECR), Lega (Patriotes), Forza Italia (PPE)	Octobre 2022
Finlande	Orpo : Kokoomus (PPE) avec les Vrais Finlandais (ECR), le RKP et les chrétiens-démocrates	Juin 2023
Croatie	Plenković : HDZ (PPE) avec le Mouvement pour la patrie (ECR)	Mai 2024
Tchéquie	Babiš : ANO (Patriotes) avec le SPD et les Motoristes	Décembre 2025
Lettonie	Kulbergs (sans parti) : Liste unie et Alliance nationale, deux partis ECR	Mai 2026 (reconduit le 17 novembre)
Belgique	De Wever : N-VA (ECR) en tête d'une coalition sans le Vlaams Belang	Février 2025
Sortis du pouvoir	Pays-Bas : le PVV quitte le gouvernement en juin 2025 ; Jetten (D66) gouverne depuis le 23 février 2026. Suède : le bloc de Tidö perd le scrutin du 13 septembre 2026 (173 sièges contre 176)	
Refus	Portugal : le PSD gouverne sans Chega ; Allemagne : la CDU maintient le cordon sanitaire face à l'AfD	

Sources : ECR, 11/4/2023 et juin 2024 (appartenance des Vrais Finlandais, du Mouvement pour la patrie et de la Liste unie) ; Valtioneuvosto, gouvernement Orpo en fonction depuis le 20/6/2023 ; Euronews, 9/5/2024 (Croatie) et 9/12/2025 (Tchéquie) ; Brussels Signal, 17/11/2026 (Lettonie) ; Government.nl, 23/2/2026 ; Riksdag, 19/9/2026.

Six gouvernements de l'Union comptent aujourd'hui un parti ECR ou Patriotes, dont quatre à l'est et au nord (Finlande, Croatie, Tchéquie, Lettonie), alors que la formule a pris fin aux Pays-Bas et en Suède. L'Espagne deviendrait ainsi le deuxième grand pays de l'Union gouverné avec la droite radicale, après l'Italie.

À QUOI S'ATTENDRE EN ESPAGNE ?

La Constitution espagnole ne fixe aucune date pour le premier vote d'investiture, malgré des Cortes qui se réuniront le 23 décembre. Et le compte à rebours de 2 mois, date à laquelle faute d'accord de nouvelles élections sont convoquées, ne démarre que lorsque quelqu'un décide de le démarrer. Ainsi, Feijóo contrôle l'horloge et peut négocier à loisir sans rien déclencher, ou au contraire ouvrir le scrutin d'investiture pour mettre Vox devant ses responsabilités, en pariant qu'Abascal souffrira d'une nouvelle convocation électorale dont il serait vu comme responsable. Si l'accord de coalition n'arrive pas avant, le 23 décembre sera un test, avec la composition des bureaux des deux chambres, alors que Vox y réclamera une place, et il faudra scruter ici la réponse du PP. Ensuite, si la coalition se fait, elle pourrait se fissurer sur plusieurs dossiers :

- Le budget (en Estrémadure, Vox s'en est servi comme arme) et pas de budget ferait de Feijóo l'égal de Sánchez.
- Les nominations au Tribunal constitutionnel, qui vont forcer le PP à choisir et trancher sur les points polémiques de Vox.
- Enfin, la répartition des mineurs migrants et l'asile, qui devraient revenir sur le devant de la table avec Ceuta.

Ainsi, tout dépendra de l'équilibre des forces au soir du 29 novembre, pour savoir si Vox a les moyens de se faire entendre. Feijóo a besoin que l'alliance dure (et qu'il la domine clairement) : c'est sa seule voie vers la Moncloa et il n'en a pas d'autre. Abascal n'en a pas besoin, au contraire, et il voudra appliquer les points les plus durs de son programme pour contenter son électorat. Il est conscient de l'exemple italien, et d'une droite radicale qui faiblit en gouvernant et ne veut pas vivre cela. Dans une négociation, celui qui peut partir impose ses termes. C'est pourquoi, au-delà de 60 sièges pour Vox, la question n'est pas de savoir si Feijóo cédera des ministères, mais lesquels. Si Vox dépasse les 70 sièges, cela risque de durer car Abascal pourrait demander l'Intérieur.

CONSÉQUENCES POUR L'EUROPE DE CETTE UNION DES DROITES

Sauf grosse surprise, Abascal ne siégera pas au Conseil européen, mais un gouvernement espagnol dont la survie dépend d'un parti des Patriotes deviendrait imprévisible sur les dossiers où le PPE tenait le centre. Ce serait plus complexe pour Ursula von der Leyen.

Au 23 novembre 2026, le Conseil européen compte 12 chefs d'État ou de gouvernement du PPE, 4 socialistes (Danemark, Espagne, Lituanie, Malte), 4 Renew, 2 ECR (Belgique, Italie), 1 Patriote (Tchéquie) et 4 sans famille (Bulgarie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie). Si Alberto Núñez Feijóo gouverne, le PPE passe à 13 membres et les socialistes à 3.

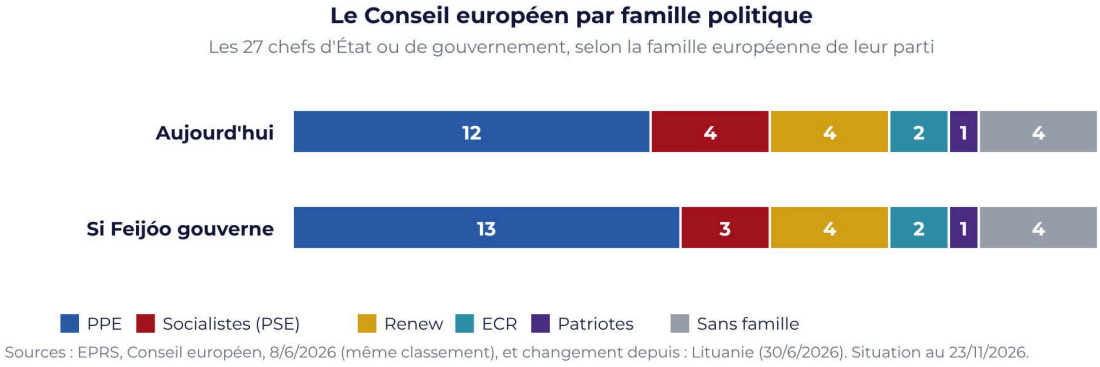


Figure 17. Composition du Conseil européen par famille politique, avant et après le 29 novembre.

L'Espagne est le seul grand pays de l'Union dirigé par un socialiste, si bien que sa bascule laisserait au PSE trois membres sur 27 (le Danemark, la Lituanie et Malte), qui réunissent 2,1 % de la population de l'Union. Les six pays où un parti ECR ou Patriotes gouverne aujourd'hui pèsent 20,7 % de la population de l'Union. Avec l'Espagne, ils atteindraient 31,6 %, encore sous les 35 % qu'exige une minorité de blocage au Conseil, et le seuil ne serait franchi qu'avec la France si le Rassemblement national gagnait en 2027 (46,8 %).

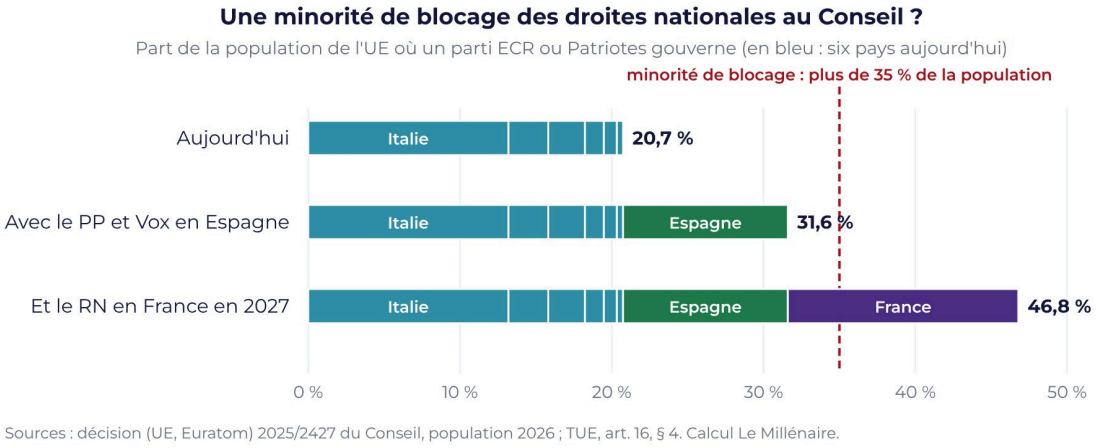


Figure 18. Part de la population de l'Union dans les pays gouvernés avec un parti ECR ou Patriotes.

Même en ajoutant la Slovaquie et la Bulgarie, dont les gouvernements critiquent Bruxelles sans appartenir à ces familles, le total resterait de 34,2 %. Ainsi, une victoire de la droite espagnole rapprocherait les droites nationales de la minorité de blocage sans la leur donner, et c'est l'élection présidentielle française de 2027 qui ferait la différence.

CE QUI EST EN JEU

EN ESPAGNE

Commençons par le logement, puisque c'est le sujet qui a provoqué le scrutin et que Sánchez a choisi. Là où le PSOE régule les prix, le PP promet de l'offre. Selon son programme, présenté le 10 novembre, le PP promet un million de logements, une TVA ramenée de 10 à 4 % sur la première résidence des moins de 40 ans, des garanties publiques allant jusqu'à 20 % du prix pour financer l'apport, l'abrogation de la loi sur le logement et la suppression des zones tendues, et une loi contre l'occupation illégale permettant l'expulsion sur décision judiciaire en 48 heures[97].

97 « Programa electoral del PP para las elecciones del 29N : propuestas sobre vivienda, inmigración, sanidad y pensiones », Artículo 14, 16 novembre 2026, https://www.articulo14.es/politica/programa-electoral-del-pp-para-las-elecciones-del-29n-propuestas-sobre-vivienda-inmigracion-sanidad-y-pensiones-20261116.html ; « Programa electoral del PP para el 29N : lea aquí las 249 propuestas de Feijóo », Demócrata, https://www.democrata.es/elecciones-generales-espana/programa-electoral-pp-29n-propuestas/.Le programme, intitulé « Reconstrucción Nacional », compte 249 propositions.

Sur l'immigration, le PP propose un visa à points récompensant formation, expérience, langue et intégration ; des quotas annuels par pays et par secteur, réservés aux États qui coopèrent aux réadmissions ; la fin des régularisations massives, le regroupement familial devenant exceptionnel ; l'aide sociale conditionnée à la résidence légale ; ou un niveau B2 d'espagnol exigé pour la nationalité. Feijóo a par ailleurs déclaré que les quelque 15 000 personnes en situation irrégulière présentes à Ceuta devaient quitter le territoire. Sur la Catalogne, le PP veut abroger la loi d'amnistie de juin 2024 et rétablir le délit de sédition, sans effet rétroactif pour les personnes déjà amnistiées. Le vainqueur héritera des comptes de 2023, prorogés en 2024, en 2025 et en 2026, alors qu'aucun projet de budget pour 2027 n'a été déposé.

EN EUROPE

Au Conseil européen, Pedro Sánchez est l'un des quatre socialistes (avec la Danoise Mette Frederiksen, le Maltais Robert Abela et, depuis le 30 juin 2026, le Lituanien Virginijus Sinkevičius)[98], et Feijóo rejoindrait à sa place les douze membres du PPE, un groupe qu'il connaît bien. L'Espagne dispose déjà d'un poids certain à Bruxelles, avec le PP qui est une des premières délégations (3e exactement) et en cas d'élection, Feijóo deviendrait le second dirigeant issu du PPE au Conseil en termes de la taille de l'économie gouvernée. Ainsi, le poids espagnol serait accru. En cas d'élection de la droite, l'Espagne rejoindrait les six États membres où gouverne un parti ECR ou Patriotes (tableau 8), et deviendrait le deuxième grand pays dans ce cas, après l'Italie. Mais, comme la Lega en Italie, la formation radicale siège ici chez les Patriotes pour l'Europe (PfE), le groupe de Jordan Bardella, c'est-à-dire précisément celui avec lequel le PPE refuse officiellement toute coopération à Strasbourg. Un gouvernement PP- Vox à Madrid rendrait cette posture intenable : on gouverne ensemble à Madrid mais on s'évite à Bruxelles. Si Sánchez tombait, plusieurs conséquences fortes. Sur la migration d'abord, alors que l'Espagne a été le seul État à voter contre le règlement européen sur les retours. En effet, un gouvernement de droite rejoindrait la majorité restrictive, et le débat ouvert par Ceuta (retours accélérés, contrôles Schengen rétablis par l'Italie) y gagnerait une voix de plus. Sur la défense ensuite, Madrid cesserait d'être le point de blocage sur la trajectoire des 5 % au sein de l'OTAN (et ne serait plus le souffre-douleur de Trump quand le Groenland n'est pas au menu). Sur l'accord avec le Mercosur, enfin, qui est déjà appliqué à titre provisoire depuis mai 2026 et suspendu à un avis de la Cour de justice, sans date fixée[99], il n'y

99 « Vu d'Europe : l'Espagne ouvre un cycle électoral aux enjeux décisifs pour l'équilibre politique de l'Union européenne », RTBF, octobre 2026, https://www.rtbf.be/article/vu-d-europe-l-espagne-ouvre-un-cycle-electoral-aux-enjeux-decisifs-pour-l-equilibre-politique-de-l-union-europeenne-11799608.

99 Commission européenne, « EU-Mercosur interim trade agreement starts to provisionally apply », 30 avril 2026 : application provisoire à partir du 1er mai 2026, https://policy.trade.ec.europa.eu/news/eu-mercosur-interim-trade-agreement-starts-provisionally-apply-2026-04-30_en.Le 21 janvier 2026, le Parlement européen a demandé l'avis de la Cour de justice par 334 voix contre 324 et 11 abstentions ; il ne se prononcera qu'après cet avis, à une date non fixée : https://barcelona.europarl.europa.eu/ca/news/eu-mercosur-agreement-treaties.

ait avoir raison des résistances françaises). Le gouvernement Sánchez le soutient sans enthousiasme, par souci de contrepoids géopolitique (mais Andalous ou Murciens en ont peur). Un gouvernement PP le défendrait plus franchement, au prix d'une tension avec son propre électorat rural. L'élection du 29 novembre ouvre un cycle européen. Présidentielle française en avril 2027, législatives italiennes à la fin de la même année (si elles ne sont pas avancées), grecques à l'été (avec un retour de Tsípras), scrutins d'automne en Pologne, en Slovaquie et en Slovénie[100]. Le 29 novembre sera un indicateur avancé, et les campagnes qui suivront s'en nourriront (votez pour moi, nos alliés sont à Madrid et je pourrais ainsi avoir une plus grande influence à Bruxelles).

100 RTBF, art. cité : présidentielle française en avril 2027, législatives italiennes fin 2027, grecques à l'été 2027, scrutins d'automne en Pologne, en Slovaquie et en Slovénie.

DANS LE MONDE

LES ÉTATS-UNIS

La situation entre Madrid et Washington est pour le moins tendue. L'Espagne a condamné les frappes américano-israéliennes du 28 février 2026 contre l'Iran, refusé l'usage des bases conjointes de Rota et de Morón pour ces opérations, et fermé son espace aérien aux appareils américains concernés le 30 mars[101]. Trump a répondu dès le 3 mars en menaçant de couper tout commerce avec l'Espagne[102], avant de revenir à la charge sur les dépenses de défense.

Mais tout ne va pas se solutionner comme par magie avec la droite. Rota et Morón relèvent d'un accord bilatéral dont chaque usage opérationnel se négocie au cas par cas.

ISRAËL ET LE MOYEN-ORIENT

La reconnaissance de l'État de Palestine, en mai 2024 par Sánchez, est irréversible. L'embargo sur les armes, formellement approuvé par le Parlement le 8 octobre 2025[103], ne l'est pas. Et le PP veut défendre une solution à deux États, après une négociation véritable et sans le Hamas, sans se prononcer sur le maintien de l'embargo. Avec la plus grande proximité du PP et de Vox avec Israël, on peut s'attendre à une normalisation silencieuse plutôt qu'à un renversement spectaculaire. Oui, l'ambassadeur espagnol retournerait à Tel-Aviv, oui, les restrictions s'éroderaient par non-application, mais la reconnaissance resterait, vidée de sa charge politique certes, mais toujours en place.

103 Voir les sources de la note consacrée aux mêmes faits (EFE, 28 février 2026 ; La Moncloa, 25 mars 2026 ; Reuters, 30 mars 2026 ; BOE n° 62, 11 mars 2026).

103 « Vamos a cortar todo el comercio : Trump amenaza a España », France 24, 3 mars 2026, https://www.france24.com/es/europa/20260303-vamos-a-cortar-todo-el-comercio-trump-amenaza-a-espa%C3%B1a-por-sus-posturas-sobre-la-otan-e-ir%C3%A1n.

103 « Spain's parliament formally approves Israel arms embargo », Al Jazeera, 8 octobre 2025, https://www.aljazeera.com/news/2025/10/8/spains-parliament-formally-approves-israel-arms-embargo.

LE MAROC, L'ALGÉRIE ET LE SAHEL

Avec une droite qui fait de Ceuta une cause nationale de campagne, c'est un thème fort, pour autant la marge de manœuvre pourrait être serrée. Le PP réclame une relation équilibrée avec Rabat et Alger et un appui aux résolutions onusiennes sur le Sahara occidental (ainsi, on se distance de Sánchez, mais pas trop quand même car le gaz algérien est important…). De plus, le PP ne peut pas rationnellement couper les ponts d'un coup avec Rabat parce que cela coûterait immédiatement la coopération marocaine sur la frontière (et les moyens ne sont pas sur place). Le 16 octobre, Feijóo exigeait le déploiement de la Marine après qu'on a appris l'incursion d'un patrouilleur marocain dans les eaux de Ceuta[104]. On ne peut pas simultanément durcir le ton sur Ceuta, rééquilibrer vers Alger et dépendre de Rabat pour contenir les départs.

De plus, l'Espagne organise la Coupe du monde de la FIFA avec le Maroc et le Portugal en 2030, rendant une collaboration avec le Royaume nécessaire.

L'AMÉRIQUE LATINE

Avec la capture de Nicolás Maduro, transféré hors du Venezuela pour y répondre d'accusations de narcoterrorisme[105], la position espagnole fut pour le moins ambiguë. Sánchez rappela que son gouvernement n'avait jamais reconnu le régime de Maduro (mais Zapatero a pu se montrer assez proche), tout en refusant de reconnaître une intervention violant le droit international, et plaida pour une transition négociée. Le PP, lui, reconnaît à Edmundo González la légitimité démocratique et à María Corina Machado la légitimité morale, mais là-dessus Trump n'est pas d'accord. Un gouvernement de droite aligneraît la politique ibéro-américaine de Madrid sur Washington, qualifierait sans détour Cuba, le Nicaragua et le Venezuela de dictatures, et se rapprocherait de Buenos Aires (Ayuso est déjà très proche de Milei). Certains y verraient la fin d'une proximité avec la gauche latino-américaine (on peut rappeler aussi les liens entre Pablo Iglesias et Íñigo Errejón avec la gauche de Chávez et de Morales) et un alignement de droite avec Trump et la doctrine dominante sur place. Mais ce serait aussi la fin de l'exception espagnole via les réunions ibéro-américaines (se rappeler la réunion où Juan Carlos I a haussé le ton face à Hugo Chávez) et l'influence de l'ancien colonisateur qui partage un lien fort, au profit de la doctrine Donroe.

105 « Feijóo exige desplegar la Armada tras una nueva incursión de una patrullera marroquí en aguas de Ceuta », RTVC, 16 octobre 2026, https://rtvc.es/feijoo-desplegar-armada-incursion-patrullera-marroqui-aguas-ceuta-16-octubre-2026.

105 « Reacciones desde España al ataque a Venezuela y la captura de Nicolás Maduro », Infobae, 3 janvier 2026, https://www.infobae.com/espana/2026/01/03/reacciones-desde-espana-al-ataque-a-venezuela-y-la-captura-de-nicolas-maduro/.

CONCLUSION

51 ans après la mort de Franco (9 jours après l'anniversaire de sa mort pour être précis), les Espagnols voteront dans ce que certains qualifient déjà d'élection historique. Depuis la fin de la dictature, aucune force à la droite du PP n'avait gouverné au niveau national, ce courant étant tenu à part et presque inexistant, dans un pays qui apparaissait comme une exception en Europe. Cette exception ibérique a commencé à montrer des signes de rupture dès 2019, avec l'entrée de Vox aux Cortes, et devrait définitivement céder cet hiver alors qu'une participation de Vox au gouvernement est probable. Ainsi, plus que la chute de Sánchez, l'un des derniers socialistes au pouvoir en Europe occidentale, c'est un bouleversement sans précédent de la politique espagnole qui va se jouer devant nos yeux. Et au-delà de Vox au pouvoir, ce qui n'est pas en soi une nouveauté en Europe, c'est une rupture importante en Espagne démocratique et post-dictature qui se joue ce 29 novembre. Depuis son arrivée au pouvoir, Sánchez a cherché à jouer sur ce vaccin mémoriel, on se souvient du déplacement de la tombe de Franco de Valle de los Caídos entre autres. Les manifestations avec le drapeau de la Seconde République (avec le violet qui marque la proximité avec les républicains de la guerre civile) se sont multipliées ces dernières années. Mais ce carburant semble s'être épuisé et Vox ne fait que monter. Le baromètre du CIS d'octobre place Vox en deuxième position chez les moins de vingt-cinq ans, devant le PP, et l'on comptait déjà en 2023 dix-sept points d'écart entre jeunes hommes et jeunes femmes face au vote de droite[106]. De plus, 47 % des électeurs de Vox sont diplômés du supérieur et près des deux tiers jugent leur situation économique bonne, ce qui ne correspond pas au profil d'un vote contestataire. Ceux qui ont connu Franco ont aujourd'hui plus de soixante-cinq ans ; les plus jeunes, qui ne l'ont pas connu, ne voient pas l'antifranquisme comme cohérent pour leur vote. En Espagne, le cordon sanitaire est tombé rapidement, alors qu'il fut un débat en France durant quarante ans, et en Allemagne il reste encore d'actualité contre l'AfD. En Espagne, le PP a tranché sans jamais poser la question. Estrémadure et Aragon en avril, Castille-et-León en juin, Andalousie en juillet de cette année, sans crise morale ni sanction visible. Et on n'a pas attendu 2026 pour le faire, on peut ici prendre l'exemple murcien ou madrilène. Alors qu'on pouvait se demander si cela pouvait arriver, le 26 octobre, la pratique est devenue stratégie nationale avec la coordination des candidatures au Sénat entre le PP et Vox. Le doute n'est plus permis. L'Espagne de Sánchez affiche la première croissance de la zone euro et un chômage ramené de 15,3 à 10 % en huit ans, mais

106 Baromètre du CIS d'octobre 2026 (étude 3582) : chez les moins de vingt-cinq ans, PSOE 19 %, Vox 15,6 %, PP 11,9 %. Sur l'écart de genre, voir Garilleti, « La brecha de género en la generación Z », 4 septembre 2024, à partir des fichiers du CIS : chez les moins de trente ans, 49 % des hommes votaient PP ou Vox en 2023, contre 32 % des femmes.

cela pourrait ne pas suffire pour les Espagnols. Il ne devrait pas perdre à cause des chiffres macroéconomiques, qui sont relativement bons, mais à cause d'interrogations du quotidien. On parle ici du logement, avec des prix qui montent de 12,8 % par an, de la sécurité, avec Ceuta en pôle, ou de la corruption. On a vu ce scénario se jouer dans beaucoup de pays, et une élection se joue à la caisse du supermarché ou dans la qualité de vie, pas sur les marchés financiers. Plus que la fin de l'ère Sánchez, c'est la fin du privilège de la mémoire qui se joue le 29 novembre et l'Espagne pourrait s'aligner sur la norme européenne. Pour autant, cette élection ne signifiera pas la mort politique de Sánchez, qui aura un impact durable sur la vie politique espagnole (en plus d'avoir marqué son histoire politique). Si un gouvernement PP/Vox voit le jour, ce sera un résultat du sanchisme, qui a installé cette norme de coalition en Espagne, qu'on le veuille ou non. La question sous-jacente est : quel avenir pour Sánchez en Espagne et en Europe après le 29 novembre, et seul le temps pourra le dire. Ainsi, après le 29 novembre, les gouvernements comptant un parti ECR ou Patriotes pourraient représenter 31,6 % de la population de l'Union, à 3,4 points de la minorité de blocage, et c'est l'élection présidentielle française de 2027 qui déciderait du franchissement de ce seuil.

Note rédigée par **Pierre Clairé**, directeur adjoint des études du Millénaire

Crédit photo : Pedro Sánchez avec Alberto Núñez Feijóo, via Wikimedia Commons « Ministry of the presidency, Government of Spain »

Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons, cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises, et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents : Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études : Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

http://lemillenaire.org

Mentions légales *: L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*